Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès
Histoire et Mémoire

Les socialistes et les élections européennes 1979-2004

Pierre Martin, Jean-Pierre Cot,
Gérard Bossuat, Frédéric Cépède,
Elsa Tulmets, Xavier Garcia, Adrien Candiard

n°39 - juin 2004

Sources iconographiques :

Fondation Jean-Jaurès – Centre d'archives socialistes

Office universitaire de recherche socialiste (OURS)

Fondation Pablo Iglesias (FPI), service d'archives (Madrid, Alcalá de Henares)

Fondation Friedrich Ebert (FES), service d'archives (Bonn)

Tous nos remerciements

à Peter Joachim (FES), à Carmen Motilva Martí et Beatriz García (FPI).

Les socialistes et les élections européennes 1979-2004

Depuis un quart de siècle, les socialistes français ne semblent pas totalement à leur aise avec les élections au Parlement européen.

Pourquoi ?

Il y a, d'abord, ce satané mode de scrutin à un tour – qui, mécaniquement, défavorise un Parti socialiste dont la force réside dans sa capacité de rassemblement au second tour.

Il y a, ensuite, ces résultats – qui, globalement, ont laissé, dans la mémoire collective, un goût amer appelé déception.

Il y a, encore, ces campagnes

Gilles Finchelstein
Délegué général de la Fondation Jean-Jaurès.

– qui, régulièrement, ont mis à jour la spécificité, pour ne pas dire le décalage, des socialistes français en les plaçant en porte-à-faux par rapport à leurs homologues européens.

Il y a, enfin, ces législatures – qui, systématiquement, entretiennent la frustration d'une délégation française affaiblie par son poids relatif et par une culture parlementaire moins ancrée qu'ailleurs (même si, il faut le souligner, la droite française se trouve dans une situation analogue).

Alors, nous avons voulu en savoir plus.

Revenir, avec Pierre Martin, sur les résultats électoraux de ces cinq élections.

Témoigner, avec Jean-Pierre Cot, du rôle – et de l'évolution du rôle – du Parlement européen, du groupe socialiste européen et, en son sein, de la délégation française.

Regarder, avec Elsa Tumets, Xavier Garcia et Adrien Candiard, comment les autres grands partis sociaux-démocrates, en Allemagne, en Grande-Bretagne ou en Italie, appréhendent cette échéance.

Analyser, avec Gérard Bossuat et Frédéric Cépède, comment les socialistes articulent, dans leurs programmes ou leurs affiches, les dimensions nationales et européennes.

Bref, nous avons voulu chercher dans le travail historique des clefs pour mieux comprendre les élections européennes.

Résultat ? Une *Note de la Fondation*[1] qui vient bouleverser, ou en tout cas nuancer, quelques idées reçues.

Quelques exemples, en guise de mise en bouche.

Première idée reçue : une élection difficile ?

Les élections européennes seraient, pour les socialistes français, une élection difficile.

Qu'en penser ?

Il y a, évidemment, un déclin de la participation. On peut y voir un paradoxe : au fur et à mesure que le Parlement européen gagne du pouvoir il perd des électeurs. Mais il y a là une réalité, que l'on constate en France comme ailleurs – en Allemagne et en Grande-Bretagne notamment.

Il y a aussi, sans doute, un déclin du poids du groupe socialiste au Parlement européen – qui a perdu en 1999 la première place qu'il occupait depuis 1977.

Pour autant, ce que montre Pierre Martin, et qui vient nuancer cette première idée reçue, c'est que trois données font que les élections européennes ne sont pas, par nature, des élections impossibles : la « structure particulière de la participation » – plus diplômée et plus européenne –, le caractère « intermédiaire » des élections et la division moins forte, sur la question européenne, des électeurs de gauche que des électeurs de droite.

Deuxième idée reçue : une élection secondaire ?

Cette idée est profondément ancrée : les élections au Parlement européen n'emporteraient guère de conséquences.

Pourquoi ?

Parce que le Parlement européen ne disposerait que de peu de pouvoirs.

Parce que, en tout état de cause, le fonctionnement du Parlement européen serait tel que les socialistes sont obligés de com-

poser avec les démocrates-chrétiens, dans une sorte de cohabitation perpétuelle.

Ces perceptions correspondent-elles encore à une réalité ? Pas sûr ! Car Jean-Pierre Cot démontre, dans son témoignage, deux choses.

D'une part, que si le premier groupe du Parlement européen ne dispose pas du pouvoir, il « exerce un leadership » – et que ce leadership va croissant.

D'autre part, que, au sein du groupe socialiste, le bureau joue un rôle déterminant et que, désormais, il ne sera plus « un lieu d'articulations entre délégations nationales et direction du groupe ».

De ces deux conclusions, il faut donc tirer une troisième : contrairement aux idées reçues, le « vote utile » a tout son sens dans cette élection-là.

Concrètement : plus le poids de la délégation française sera importante au sein du groupe socialiste et plus le poids du groupe socialiste sera important au sein du parlement, et mieux cela sera…

Troisième idée reçue : une élection nationale ?

Ce n'est, une fois encore, pas totalement contestable. Les listes sont nationales. Les circonscriptions sont nationales – et même, désormais, infra-nationales. Les campagnes sont nationales. Les conséquences sont nationales.

Et pourtant, une nouvelle fois, ce que montrent les contributions réunies dans cette *Note*, c'est que cette analyse n'est pas totalement suffisante.

Parce que, comme l'écrit Pierre Martin, « ces élections sont celles où l'on parle le plus d'Europe » et que cela a pour effet « de rendre les attitudes sur l'Europe plus influentes sur le comportement électoral ».

Parce que, comme l'analyse Gérard Bossuat, en dépit de « la difficulté à faire passer les orientations du PSE dans les partis nationaux », les différents manifestes publiés à chaque élection témoignent d'une « progression de l'union » des socialistes depuis 1972.

Parce que, comme le décrypte Frédéric Cépède, la rose aux étoiles témoigne de « la lente émergence du symbole des socialistes européens » dans les affiches et documents de campagne.

* * *

Au total, voici donc sept contributions qui, nous l'espérons, permettront de mieux comprendre ces élections européennes mais qui, au-delà même de ces élections, apporteront des éclairages utiles pour tous ceux qui, à gauche, s'intéressent à l'Europe.

Bonne lecture !

1)- Cette *Note* a été coordonnée par Emmanuelle Jouineau et Thierry Mérel, qui animent le département « Histoire et Mémoire » de la Fondation Jean-Jaurès.

l'unité
N°337-5F
L'hebdomadaire du Parti socialiste
27 avril-3 mai 1979
SPECIAL EUROPE
L'EUROPE DES TRAVAILLEU
RESTE A FA
1979
Vendredi
Manifeste socialiste pour l'élection européenne
1989
Vendredi
EUROPE OSER PLUS DE DEMOCRATI
1992
Vendre
oui
L'EUROPE SANS MENSONGE
1982
JOSPIN
17 JUIN 1984.
L'hebdo des socialistes
Convention nationale
NATION EUROPE
Le texte adopté par les socialistes
«Vouloir une Europe de gauche pour la France»
1999 - Palais de la Mutualité - Paris
1999
connaître l'europe
PARTI SOCIALISTE
1984
Vendredi
L'hebdomadaire des Socialistes
"L'Europe : un combat droite-gauche"
1994

Le Parti socialiste français et les élections européennes depuis 1979

Les élections européennes sont souvent appréhendées avec une certaine angoisse par les socialistes qui les considèrent comme des élections difficiles par nature pour le Parti socialiste, après les résultats perçus alors comme décevants, sinon désastreux, de 1984 (Lionel Jospin, 20,8 %) et surtout de 1994 quand la liste menée par Michel Rocard n'avait obtenu que 14,5 % des suffrages. Nous allons voir que cette impression n'est pas fausse mais qu'elle mérite d'être nuancée. Nous allons tout d'abord revenir sur le récit et les résultats des cinq élections européennes au suffrage universel qui ont eu lieu depuis 1979, en nous intéressant plus particulièrement aux résultats des socia-

Pierre Martin
Politologue au CNRS
CIDSP-PACTE,
IEP de Grenoble

Tableau I : évolutions électorales depuis 1978 (France entière)

	L78	**E79**	P81	L81	**E84**	L86	P88	L88	**E89**	L93	**E94**	P95	L97	**E99**	P02	L02
Votants	82,8	**60,8**	81,1	70,4	**56,8**	78,5	81,4	65,7	**48,8**	68,9	**52,7**	78,4	67,9	**46,7**	71,6	64,4
Exprim.	81,1	**57,6**	79,8	69,3	**54,7**	75,1	79,7	64,4	**47,4**	65,3	**49,9**	76,2	64,6	**44**	69,2	63
Exg	3,3	**3,1**	2,3	1,3	**3**	1,5	2,4	0,4	**2**	1,7	**2,7**	5,3	2,2	**5,2**	10,4	2,7
PC	20,6	**20,5**	15,3	16,2	**11,3**	9,8	6,8	11,3	**7,7**	9,2	**6,9**	8,6	9,9	**6,8**	3,4	4,9
PS-PRG	24,7	**23,5**	28,1	37,5	**24,1**	31,4	34,1	35,9	**23,6**	19,2	**26,5**	23,3	25,6	**21,9**	18,5	25,3
Verts					**3,4**	1,2	3,8	0,4	**10,6**	7,6	**2,9**	3,3	3,6	**9,7**	5,2	4,4
DVG	1,1		1,1	0,7	**0,7**	1,2	2,1	1,6	**0,4**	0,9	**4,3**		3,5	**1**	5,3	2,6
Ecolo*	2	**4,4**	3,9	1,1						3,1	**2**		2,7	**1,5**	1,9	1,2
CPNT									**4,1**		**4**			**6,8**	4,2	1,6
Divers	0,8				**0,1**	0,1		0,1	**1,5**	1,6	**2,2**	0,3	1,3	**0,4**		1,1
DVD	3,4	**3,2**	3	2,8	**3,6**	3,9		2,8	**0,9**	5,6			1,8	**2,5**	5,1	4,6
UDF	21,5	**27,6**	28,3	19,2	**42,9**		16,5	18,5	**8,4**	18,6	**25,6**	18,6	14,7	**9,3**	6,8	4,8
RPR**	22,6	**16,3**	18	20,8		41	19,9	19,2	**28,9**	19,8		20,8	16,8	**12,8**	19,9	33,4
MPF											**12,3**	4,7	2,8	**13,1**		1,2
EXD	0,9	**1,3**		0,4	**11**	9,8	14,4	9,8	**11,7**	12,6	**10,5**	15	15,1	**9**	19,2	12,2
T.G	49,7	**47,1**	46,8	55,7	**42,5**	45,1	49,1	49,6	**44,3**	38,6	**43,3**	40,6	44,8	**44,6**	42,9	39,9
T.D	47,5	**48,4**	49,3	43,2	**57,5**	54,8	50,9	50,3	**49,9**	56,6	**48,4**	59,1	51,6	**46,7**	51	56,2

* Ecologistes autres que les Verts. **Avec l'UDF en 1984 et 1989, total UDF-RPR en 1986, UMP en 2002. Les résultats sont en % des inscrits pour les votants et les exprimés et en % des suffrages exprimés pour les forces politiques.

Tableau II : les résultats en sièges des élections européennes en France (1979-1999)

	1979	1984	1989	1994	1999
EXG					5
PC	19	10	7	7	6
PS-PRG	22	20	22	15(PS), 13(Rad)	22
Verts			9		9
CPNT					6
UDF	25	21	7 (Veil)	15	9
RPR	15	20	26 (Giscard)	13	12
MPF/RPF				13	13
FN		10	10	11	5
Total	81	81	81	87	87

listes. Dans une seconde partie nous allons dégager les principales caractéristiques qui donnent aux élections européennes en France leurs spécificités et les conséquences électorales de ces caractéristiques pour les socialistes. Enfin, la troisième partie aborde les perspectives du scrutin européen de juin 2004.

Les élections européennes en France depuis 1979 : rappels et récit

Les élections européennes du 10 juin 1979

Lors du passage à l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct, la France a fait le choix d'un scrutin proportionnel à la plus forte moyenne avec barre à 5 % des suffrages exprimés dans le cadre d'une circonscription nationale. Ce choix résultait d'un compromis entre les partisans de l'élection de l'Assemblée au suffrage universel qui en espéraient un pas supplémentaire vers un pouvoir fédéral, et les défenseurs du cadre national qui estimaient que la circonscription nationale renforcerait la légitimité du cadre national.

“ Les partis politiques français, face aux premières élections européennes au suffrage universel, se sont comportés comme devant un sondage permettant de mesurer les rapports de forces après l’échec des la gauche de 1978 et avant l’élection de 1981. ”

Face à ces premières élections européennes au suffrage universel, les partis politiques français se sont comportés comme si celles-ci n’étaient qu’une sorte d’immense sondage permettant de mesurer les rapports de forces après l’échec de la gauche aux législatives de 1978 et avant l’élection présidentielle de 1981. Le Parti socialiste, comme le parti communiste, a mis son Premier secrétaire – François Mitterrand – comme tête de liste. La structure de l’offre électorale en vue de l’élection était relativement simple. À gauche, trois listes étaient en présence : une liste d’extrême-gauche (LO-LCR) menée par Arlette Laguiller, une liste communiste menée par Georges Marchais et une liste d’union PS-MRG menée par François Mitterrand. A droite aussi, l’offre électorale était dominée par l’affrontement de deux listes, la liste UDF conduite par Simone Veil, et la liste RPR par Jacques Chirac. A ces deux listes principales s’ajoutaient une liste de centre-droit menée par Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud, une liste de tendance poujadiste et une liste d’extrême-droite du PFN (sans le soutien du FN) menée par Jean-Louis Tixier-Vignancour. À ces différentes listes s’est ajoutée une liste écologiste menée par Solange Fernex. L’affrontement UDF/RPR et les candidatures de Jacques Chirac, François Mitterrand et Georges Marchais donnaient à ces élections un air de présidentielle à blanc.

Les résultats furent considérés comme une victoire pour l’UDF, un net échec pour Jacques Chirac et une déception pour les socialistes. La domination du parti présidentiel (27,6 %) sur Jacques Chirac (16,3 %) marquait la force de la légitimité du Président au sein de la droite, sanctionnait la campagne antieuropéenne de Jacques Chirac et mettait en cause la crédibilité de la candidature présidentielle du chef du RPR. A gauche, les socialistes furent déçus car leur résultat, bien qu’il confirmât la domination du Parti socialiste sur le Parti communiste, était en recul sur celui des législatives de mars 1978 et surtout des cantonales de mars 1979,

moins de trois mois auparavant. Ces résultats décevants ont relancé les doutes chez certains socialistes sur les capacités électorales de François Mitterrand et les spéculations sur l'intérêt d'une candidature de Michel Rocard. Ces élections ont ainsi fait figure de photographie de l'opinion.

Les élections du 17 juin 1984

Après la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981 et celle du Parti socialiste aux législatives de juin, les difficultés économiques ont rapidement entamé la popularité du gouvernement de la gauche dirigé par Pierre Mauroy. Dans un climat d'intenses affrontements politiques et d'émergence de nouveaux enjeux électoraux comme l'immigration et l'insécurité, les élections municipales de juin 1983 avaient indiqué un fort recul de la gauche et les prémices d'une percée de l'extrême-droite. Les élections européennes du 17 juin 1984 ont été des élections de réalignement qui ont fixé le nouvel ordre électoral en France [1]. Elles sont marquées (tableau page 6) par une nette victoire de la liste d'union UDF-RPR menée par Simone Veil, présidente sortante du Parlement européen, une percée du FN mené par Jean-Marie Le Pen qui talonne le Parti communiste dont le déclin s'accentue, et un résultat inquiétant pour le Parti socialiste dont la liste dirigée par son Premier secrétaire Lionel Jospin n'obtient que 20,8 %. Le recul sensible de la participation électorale, - 4 points, n'était qu'un solde de mouvements contraires : démobilisation d'une part importante de l'électorat de gauche alors que celui de droite était plus mobilisé qu'en 1979. Globalement, ces élections marquaient un net déplacement du balancier électoral vers la droite au moment d'une intense mobilisation des partisans de l'école privée. Mais pour aussi décevant qu'il pouvait paraître, le résultat du parti socialiste confirmait aussi sa domination croissante sur la gauche : il dominait maintenant le PC presque partout et les résultats de l'extrême gauche (3 %), des Verts (3,4 %) ou de la liste ERE (3,3 %) soutenue par le MRG avec Brice Lalonde et Olivier Stirn, sans parler du PSU (0,7 %), restaient marginaux. L'ampleur du désaveu électo-

ral a conduit à l'abandon du projet de service public unifié de l'éducation et au remplacement de Pierre Mauroy par Laurent Fabius à la tête d'un gouvernement que les communistes ont quitté.

Les élections du 18 juin 1989

Les élections de juin 1989 se déroulent dans un climat politique beaucoup plus apaisé que cinq ans auparavant. La réélection de François Mitterrand à la Présidence de la République en mai 1988, après deux années de cohabitation avec une droite qui avait emporté les législatives de mars 1986, a ouvert la voix à une nouvelle victoire de la gauche aux législatives de juin 1988. Mais l'heure est à la « République du Centre [2] » et le gouvernement socialiste dirigé par Michel Rocard, qui comprend quelques « ministres d'ouverture » venant de la droite comme Jean-Pierre Soisson, doit louvoyer à l'Assemblée pour former des majorités s'appuyant tantôt sur le Parti communiste et tantôt sur les centristes du CDS. Les élections européennes de juin 1989 s'inscrivent dans cette ambiance de contestation des appareils à droite – ce qui provoque un rapprochement Chirac-Giscard – et de recherche d'une éventuelle formule d'alliance pour le Parti socialiste qui pourrait se substituer à la défunte union de la gauche. C'est ainsi que l'on doit interpréter la formation d'une liste d'union entre la majorité de l'UDF et le RPR derrière l'ancien Président Valéry Giscard d'Estaing et celle d'une liste centriste derrière Simone Veil. Mais la situation était encore compliquée par la percée – non prévue par les socialistes – des Verts lors des municipales de mars 1989 sous la direction d'Antoine Waechter sur une ligne politique de stricte indépendance entre la droite et la gauche.

" Les élections européennes de juin 1989 s'inscrivent dans une ambiance de contestation des appareils à droite et de recherche d'une éventuelle formule d'alliance pour le Parti socialiste qui pourrait se substituer à la défunte Union de la gauche. "

Les résultats du 18 juin 1989 ont constitué une déception pour les socialistes que les sondages avaient surestimés. Les résultats ont principalement été marqués par une faible participation, un net recul de la droite modérée à l'intérieur de laquelle la liste centriste est nettement minoritaire, la per-

cée des Verts qui devancent un PC en déclin, le maintien du FN en troisième position et l'apparition des Chasseurs à 4,1 %. Le redressement du Parti socialiste par rapport à 1984 (23,6 % contre 20,8 %) reste très limité car la liste Fabius avait le soutien du MRG, contrairement à la liste Jospin en 1984, et ces élections confirment le déclin de la gauche traditionnelle : le total PS-PC-Extrême-gauche tombant à 33,3 %.

" 1994 : premières élections européennes après le référendum de Maastricht, ont été l'occasion pour les courants souverainistes de droite et de gauche de mesurer leurs forces. "

Les élections du 12 juin 1994

Les quatrièmes élections européennes au suffrage universel se sont déroulées en France le 12 juin 1994 dans un climat très particulier. Le Parti socialiste dont Michel Rocard avait pris la direction se relevait difficilement de sa lourde défaite des législatives de mars 1993. Mais le nouveau gouvernement de droite sous la direction d'Edouard Balladur venait d'essuyer sa première défaite politique en mars 1994 à l'occasion des élections cantonales, dont la campagne avait été marquée par le rejet du CIP (Contrat d'insertion professionnel, sorte de « SMIC jeune »). Mais si l'électorat n'était plus prioritairement guidé par un réflexe de rejet des socialistes, ceux-ci restaient profondément divisés entre les partisans de Michel Rocard et ses adversaires dont beaucoup ont favorisé – y compris le Président François Mitterrand – la candidature du charismatique président de l'OM et ancien ministre de la Ville, Bernard Tapie. Alors que Michel Rocard avait décidé de prendre la direction de la liste socialiste aux européennes pour lancer sa campagne en vue de la présidentielle de 1995, Bernard Tapie – qui avait pris le contrôle des radicaux de gauche – a aussi constitué la sienne. L'enjeu européen a également pesé sur la constitution des listes à gauche et à droite. Premières élections européennes après le référendum de ratification du traité de Maastricht, les européennes de 1994 ont été l'occasion pour les courants souverainistes, de droite avec Philippe de Villiers (MPF), et de gauche avec Jean-Pierre Chevènement (MDC), de mesurer leurs forces. Alors que de Villiers était

ouvertement soutenu par le ministre de l'Intérieur RPR Charles Pasqua, l'UDF et le RPR ont constitué une liste d'union derrière Dominique Baudis, maire UDF de Toulouse.

Les résultats du 17 juin ont été principalement marqués par un léger redressement de la participation électorale sur 1989, les percées des listes de Villiers (12,3 %) et Tapie (12 %), l'échec de la liste socialiste à 14,5 % ainsi que celle du MDC à 2,5 %. Les écologistes divisés entre les Verts (2,9 %) et Génération Ecologie (2 %) se sont effondrés et sont éliminés. On note un recul du FN qui subit la concurrence nouvelle des villiéristes. Les Chasseurs restent influents à 4 % mais échouent une nouvelle fois à atteindre le seuil des 5 %. Ces résultats ont provoqué la chute de Michel Rocard qui perd la direction du Parti socialiste au profit d'Henri Emmanuelli.

Les élections du 13 juin 1999

Complet changement de décor pour les élections de juin 1999. La dissolution législative ratée de 1997 a permis à la gauche menée par Lionel Jospin de reprendre le pouvoir, ouvrant une nouvelle phase de cohabitation entre Jacques Chirac à l'Elysée et Lionel Jospin à Matignon à la tête d'un gouvernement de « gauche plurielle » comprenant le PS, le PC, les Verts, le PRS et Jean-Pierre Chevènement (MDC). La campagne électorale reflète les graves problèmes auxquels la droite s'est heurtée à partir de 1997 : le RPR reste tellement divisé entre partisans et adversaires de Jacques Chirac que Philippe Séguin, nouveau président du RPR, abandonne la direction de son parti et de la liste en pleine campagne, pour protester contre le peu de soutien que lui manifeste Jacques Chirac. Il est alors remplacé « au pied levé » par Nicolas Sarkozy, Alain Madelin prenant la seconde place de cette liste d'union qui doit à la fois affronter une liste UDF menée par François Bayrou, et une liste souverainiste menée par Charles Pasqua en alliance avec Philippe de Villiers. L'extrême-droite, elle aussi, est profondément

“ 1999 : la campagne électorale reflète les graves problèmes auxquels la droite s'est heurtée dés 1997 ”

divisée. La rivalité entre Jean-Marie Le Pen et son secrétaire général Bruno Mégret aboutissant à la scission du parti en janvier 1999. Bruno Mégret emporte la moitié des cadres et des élus pour former le MNR (Mouvement National Républicain). Face à cette explosion généralisée à droite et à l'extrême-droite, la gauche se présente moins dispersée : les socialistes ont réussi à constituer une liste d'union menée par François Hollande avec les radicaux et le MDC, les communistes et les Verts présentant des listes séparées et l'extrême-gauche trotskiste une liste d'union LO-LCR. Outre la crise du RPR et les rivalités à droite, la personnalité de la tête de liste des Verts, Daniel Cohn-Bendit, et la crise du Kosovo ont dominé la campagne.

Les résultats du 13 juin constituent une victoire pour la gauche et pour le Parti socialiste. La liste Hollande arrive nettement en tête, effaçant le désastre de 1994, malgré la concurrence de la liste Cohn-Bendit qui arrive en seconde position à gauche, devançant la liste communiste menée par Robert Hue. A droite, les résultats sont catastrophiques pour la liste Sarkozy, devancée par la liste Pasqua, alors que François Bayrou dépasse le résultat de Simone Veil en 1989. Les autres faits marquants de ces résultats sont le recul de l'extrême-droite à l'intérieur de laquelle Le Pen (5,7 %) l'emporte cependant sur Mégret (3,3 %), la percée des Chasseurs à 6,8 % et la confirmation de la poussée de l'extrême-gauche qui franchit la barre des 5 % et obtient des élus pour la première fois à ces élections. Avec 1,5 % la liste écologiste indépendante d'Antoine Waechter est marginalisée par les Verts.

Les caractéristiques de ces élections et leurs conséquences pour les socialistes

Après cinq scrutins européens au suffrage universel, on peut maintenant dégager les principales caractéristiques de ces élections ainsi que leurs conséquences pour le Parti socialiste.

Une participation électorale particulière

La participation aux élections européennes en France ne se caractérise pas seulement par sa faiblesse, il y a aussi une structure particulière de la participation, qui tend à s'affirmer au fil des scrutins : ce sont les électeurs les plus diplômés et les plus favorables à l'Europe qui participent le plus, alors qu'inversement ce sont les électeurs de milieux populaires et les électeurs hostiles à la construction européenne qui se mobilisent le moins. La faible lisibilité des enjeux de pouvoir lors de ces élections est la principale cause de la démobilisation des milieux populaires. En ce qui concerne les électeurs réticents à la construction européenne, ils sont pris dans un dilemme lors de ces élections : ce sont les élections où on parle le plus de l'Europe et où ils peuvent manifester leur opinion en votant pour des listes eurosceptiques, mais en participant à l'élection ils légitimisent une institution à laquelle ils sont opposés.

Cette structure particulière de la participation aux européennes favorise le Parti socialiste et les Verts qui ont un électorat proeuropéen à fort niveau d'instruction et handicape le FN qui a un électorat très ouvrier et antieuropéen.

“ Ce sont les électeurs les plus diplômés et les plus favorables à l'Europe qui participent le plus aux élections européennes en France alors qu'inversement ce sont les électeurs de milieux populaires et les électeurs hostiles à la construction européenne qui se mobilisent le moins. ”

Une élection « intermédiaire »

Comme les élections locales (régionales, municipales et cantonales) les élections européennes sont l'occasion pour les électeurs de manifester leur opinion, surtout si elle est négative, concernant le gouverne-

ment en place. Ce phénomène est défavorable au Parti socialiste quand il est au pouvoir dans une situation difficile (1984) mais ne joue pas contre lui quand il est au pouvoir avec un gouvernement populaire (1989, 1999). Il sera intéressant d'observer si le Parti socialiste peut tirer avantage en juin 2004 d'être dans l'opposition face à un gouvernement de droite sans doute alors en difficulté. On doit remarquer qu'en 1979 et 1994 les gouvernements de droite n'étaient pas particulièrement impopulaires.

" Comme les élections locales les élections européennes sont l'occasion pour les électeurs de manifester leur opinion, surtout si elle est négative, concernant le gouvernement en place. "

Une élection favorable aux listes « adjacentes »

Si les socialistes ont souvent été déçus lors des élections européennes, c'est en bonne partie dû à cette caractéristique. Les élections européennes se sont en effet révélées particulièrement favorables à des listes menées par des personnalités combinant une image à la fois contestataire et modérée, susceptible de séduire une partie des électeurs des grandes forces modérées de droite et de gauche, dans une élection que beaucoup d'électeurs perçoivent sans enjeu de pouvoir, donc sans risque. On pense ici immédiatement à Bernard Tapie en 1994, à Daniel Cohn-Bendit en 1999, mais aussi pour une part à Charles Pasqua en 1999, dont le résultat était en partie la conséquence de sa popularité dans l'électorat de droite modérée et pas seulement de ses positions sur l'Europe. Cette caractéristique de l'élection européenne a des conséquences a priori défavorables pour les socialistes comme pour les grandes formations de la droite modérée, mais très variables selon les candidatures.

Des élections où on parle de l'Europe

Ces élections sont celles où l'on parle le plus de l'Europe, même si les considérations nationales sont dominantes dans le vote. Cette situation a pour conséquence de rendre les attitudes sur l'Europe plus influentes sur le comportement électoral. On observe que l'électorat de droite est beaucoup plus profondément divisé que l'électorat de gauche sur cette question [3]. En effet, une partie

importante de l'électorat de droite conteste « l'Europe cadre » – c'est-à-dire la légitimité même de l'Europe comme cadre légitime de décision politique au-dessus de la nation – et non seulement le contenu des politiques conduites au niveau européen. Ce phénomène est beaucoup plus faible à gauche. Ceci a pour conséquence de faire apparaître à droite une division supplémentaire lors des élections européennes sur cette question, favorisant depuis 1994 l'expression d'un courant « souverainiste » (listes de Villiers en 1994 et Pasqua en 1999). Alors qu'à gauche la tentative « souverainiste » de Chevènement en 1994 n'avait obtenu qu'un résultat marginal. Cette situation est favorable au Parti socialiste car la division de la droite lui permet plus facilement d'arriver en tête, comme l'élection de 1999 l'a illustré. Encore faudra-t-il qu'une fracture sur la nature de l'Europe à construire ne se développe pas trop profondément à gauche, après les faibles réussites des socialistes européens à promouvoir une construction européenne qui ne soit pas fortement marquée par l'idéologie du libéralisme économique le plus traditionnel, marquée par le paradigme dominant de la dérégulation et des privatisations.

L'impact de la réforme du mode de scrutin

Le mode de scrutin pour les élections européennes en France a été modifié par le gouvernement Raffarin en même temps que le mode de scrutin régional au début de l'année 2003. Cette réforme consiste à passer d'un mode de scrutin proportionnel dans une seule circonscription nationale, à un mode de scrutin qui reste proportionnel (avec un seuil de 5 %) mais dans le cadre de huit circonscriptions correspondant à une ou plusieurs régions, la région parisienne étant la seule région à former une circonscription à elle seule. Dans les autres circonscriptions les listes comprendront des sections régionales. Sous couvert de rapprocher les élus des électeurs et de permettre une représentation des régions, la réforme a

surtout pour conséquence de favoriser les grandes forces politiques en réduisant fortement la magnitude du scrutin [4]. Dans la plupart des circonscriptions une liste qui dépasserait tout juste les 5 % ne sera pas assurée d'obtenir un siège. On peut ainsi considérer que l'un des objectifs majeurs de cette réforme est de faire payer par les petites formations la réduction du nombre de sièges de la France au Parlement européen (de 87 à 78) résultant de l'élargissement. De fait une simulation avec les résultats de 1999 dans le nouveau mode de scrutin montre que la liste Hollande conserverait ses vingt-deux sièges malgré cette réduction (*Libération*, 11 février 2003, p. 12). Cette réforme est donc favorable au Parti socialiste car il est un « gros » parti, et peut lui permettre, comme à d'autres, de mettre fin à l'hypocrisie récurrente qui conduisait les chefs de partis à se présenter en tête de liste pour diriger la campagne alors qu'ils n'avaient absolument pas l'intention de siéger au Parlement européen. Avec le nouveau mode de scrutin, on peut tout à fait concevoir qu'un chef de parti dirige la campagne électorale sans être lui-même candidat car ce parti aura obligatoirement huit têtes de listes locales et les médias nationaux (c'est-à-dire parisiens) ne voudront qu'un seul interlocuteur.

" Sous couvert de rapprocher les élus des électeurs et de permettre une représentation des régions, la réforme a pour conséquence de favoriser les grandes forces politiques en réduisant fortement la magnitude du scrutin. "

Conclusion

L'analyse des résultats des cinq précédentes élections européennes en France nous indique que, contrairement à un sentiment fort répandu, ces élections ne sont pas par nature défavorables au Parti socialiste. Le principal risque pour les socialistes provenait jusqu'ici de listes de gauche concurrentes menées par des personnalités populaires et ayant une image de contestataire modéré. Mais, même si ce type de concurrence est évité, les socialistes ont aujourd'hui à faire face à une véritable difficulté plus politique, celle de pouvoir proposer de manière crédible un programme européen qui se démarque de la construction européenne actuelle, vécue par beau-

coup à gauche comme dominée par l'idéologie de la dérégulation économique libérale. Si les socialistes sont capables de présenter des options claires pour les futures orientations de la construction européenne, tout en ne négligeant pas le débat politique national, alors les divisions incontournables de la droite et la composition sociologique des votants doivent leur permettre de sortir en bonne position de ces élections. *

(1) C. F. Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales, la théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de Science Po, 2000.

(2) En référence à *La République du centre : la fin de l'exception française*, François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon, Paris, Calmann-Lévy, 1988.

(3) C.F. « Les attitudes des Français à l'égard de l'Union européenne, les logiques du refus » par Bruno Cautrès et Bernard Denni, p.323-354 dans *Les cultures politiques des Français*, Pierre Bréchon, Annie Laurent et Pascal Perrineau (dir.), Paris, Presses de Science Po, 2000.

(4) La magnitude représente le nombre moyen de sièges par circonscription. Dans un scrutin de type proportionnel, plus la magnitude est élevée, plus la proportionnalité est forte. Une réduction de la magnitude, comme c'est ici le cas où l'on passe d'une circonscription nationale unique à 87 sièges (magnitude 87) à 8 circonscriptions pour 78 sièges (magnitude 9,75) a pour conséquence immédiate de favoriser les grands partis, qui sont les seuls à être assurés d'obtenir des sièges, surtout avec l'utilisation de la plus forte moyenne. Dans une circonscription à 6 sièges comme celle qui regroupe les régions Centre, Limousin et Auvergne, une liste qui dépasse de peu les 5 % a peu de chance d'obtenir un siège. C.F. Pierre Martin, *Les systèmes électoraux et les modes de scrutin*, Paris, Montchrestien, 1994, seconde édition 1997.

SPD
sp·a
PS
Ideias de Futuro.
SDE
Sotsiaaldemokraatlik Erakond
PS
LSAP
D'SOZIALISTEN
socialdemokraterna
SPÖ
PS
new Labour
new Britain
SPD
SDP
PvDA
DEMOCRATICI DI SINISTRA
ΠΑΣΟΚ
PSOE
Jusos
Socialdemokraterna
sdlp
Labour
SOCIALISTI DEMOCRATICI ITALIANI
MOVEMENT OF SOCIAL DEMOCRATS EDEK

Les socialistes au Parlement européen

Les trois âges du Parlement européen et l'enjeu parlementaire des élections du 13 juin 2004

Les élections du 13 juin ouvrent une nouvelle étape dans la vie du Parlement européen. L'élargissement de l'Europe à dix nouveaux pays membres change probablement la nature de la construction européenne. Il entraîne des conséquences importantes pour le fonctionnement de la démocratie parlementaire en Europe. Ce sera une période difficile, passionnante. Le Parlement issu des urnes européennes en juin devra changer de visage et contribuer à façonner la nouvelle démocratie européenne. Les socialistes européens au Parlement et, singulièrement, les socialistes français, auront un rôle pivot à tenir dans la pro-

Jean-Pierre Cot
Ancien député au Parlement européen (1978-1979 et 1984-1999) - Président du groupe socialiste du Parlement européen (1989-1994).

chaine législature s'ils en ont la volonté et s'ils se dotent des moyens de ce faire. C'est, en effet, un nouvel âge qui s'ouvre avec l'élargissement de l'Europe et donc du Parlement aux pays de l'Est, comparable en importance, par la rupture opérée, aux deux âges précédents.

Le premier âge, celui des débuts, fut celui de l'Assemblée des Communautés européennes. Nous sommes encore quelques-uns à avoir vécu cette période. Les parlementaires européens, moins de deux cents, étaient désignés par leurs parlements nationaux respectifs. Titulaires d'un double mandat, ils accordaient naturellement la priorité au mandat national. Le voyage à Strasbourg et à Luxembourg, où l'Assemblée tenait alternativement séance, prenait des allures d'escapade de collégien. Quelques pionniers connaissaient bien la matière : je pense à Francis Vals ou à Georges Spénale. La plupart d'entre nous n'avions guère le temps de plonger dans la subtilité des directives et des règlements. Nous nous contentions de suivre et de critiquer le cas échéant les grandes orientations de la politique européenne. Au demeurant, l'Assemblée avait essentiellement des pouvoirs consultatifs ; il n'y avait pas péril en la demeure.

Le second âge, celui de la maturité, résulta de l'élection du Parlement au suffrage universel direct. Du jour au lendemain, la composition du Parlement fut entièrement renouvelée. Le nombre de parlementaires doubla. Surtout, les parlementaires étaient pour la plupart élus à plein temps. Peu nombreux étaient les titulaires du double mandat : quelques éminentes personnalités qui prononçaient à l'occasion en plénière un discours qu'écoutaient leurs seuls coreligionnaires ; quelques élus locaux venus furtivement apposer leur signature sur la liste de présence. Cela ne troublait guère les travaux du Parlement.

Au cours de cette période, le Parlement monta en puissance de manière spectaculaire. Les députés se dotèrent enfin de moyens de travail convenables et d'assistants leur permettant d'exercer plei-

nement leur mandat. Le budget et les fonctionnaires des groupes politiques furent multipliés. Une culture parlementaire européenne fut inventée. Reflétant l'espérance fédérale de l'époque, le Parlement adopta un projet de constitution européenne à l'instigation d'Altiero Spinelli.

"Le premier âge, fut celui de l'Assemblée des Communautés européennes.
Le second, celui de la maturité, résulta de l'élection de Parlement au suffrage universel direct.
Le troisième, celui de l'élargissement, s'ouvre demain. "

La relance de la construction européenne, marquée par le sommet de Fontainebleau, la refonte de la politique agricole commune et l'arrivée à la présidence de la Commission de Jacques Delors, accrurent de manière décisive les pouvoirs du Parlement européen. Par l'Acte unique européen, Delors fit accepter la règle du vote majoritaire au Conseil pour la mise en place du grand marché. Mais il fallait compléter le dispositif par une dose de légitimité démocratique. Ce fut la procédure de coopération, qui portait en elle le principe de codécision. Désormais, il fallait non seulement recueillir l'avis du Parlement, mais en tenir compte.

Le troisième âge, celui de l'élargissement, s'ouvre demain. L'Europe nouvelle ne s'accroît pas seulement en nombre. Les nouveaux Etats membres ont une tradition démocratique et parlementaire récente. Ils n'ont généralement pas développé la culture du compromis, propre à l'Europe du Nord et sans laquelle le Parlement est condamné à l'impuissance et la paralysie.

S'y ajoute un détail technique qui a son importance : le Parlement européen est la seule institution internationale à travailler en autant de langues qu'il y a d'Etats participants. Il faut donc une batterie d'interprètes et de traducteurs, d'autant plus nombreux que tout ajout d'une langue entraîne une progression géométrique et non arithmétique des combinaisons linguistiques. Or l'élargissement double le nombre de langues de travail, qui passe de onze à vingt. Il en résultera un ralentissement et un alourdissement des travaux parlementaires. Le moindre amendement – les textes importants en suscitent des centaines, voire des milliers – devra être tra-

duit en grec et en finlandais, mais encore en maltais et en slovène avant d'être soumis au vote. La traduction des rapports parlementaires, ralentie, va sans doute retarder d'un mois l'inscription à l'ordre du jour de la séance. La langue anglaise, tenue en lisière par le français jusqu'au dernier élargissement, deviendra nécessairement la langue de communication informelle.

Surtout, c'est l'Europe politique qui mue. Une nouvelle constitution(*) sera-t-elle adoptée pour permettre à notre Union de faire face à ces défis ? A la date de la présente note, nul ne sait si le projet adopté par la Convention aura été le cadre de l'action à venir ou le chant du cygne du fédéralisme. Je suis de ceux qui ont soutenu les élargissements successifs et qui se réjouissent du dernier élargissement, à l'Est. Je n'oublie pas que l'Europe, c'est d'abord la paix entre les peuples d'Europe. Mais la gestion de la nouvelle Europe et la place du Parlement européen dans cette construction sont des questions qui ne peuvent être éludées. Les socialistes doivent prendre la mesure de ce défi.

L'exercice s'impose d'autant plus que les démocrates-chrétiens ont une longueur d'avance. Sous l'impulsion de Helmuth Kohl, le Parti populaire européen (PPE) a développé une stratégie parlementaire pour l'Europe, dans une perspective démocratique et fédéraliste de la construction européenne. Cette perspective passe par le renforcement des pouvoirs du Parlement européen et par l'hégémonie de la droite européenne, regroupée autour du PPE, dans ce cadre démocratique. La chute du mur de Berlin et l'élargissement à l'Est ont constitué une divine surprise pour ce projet, renforçant les chances de l'hégémonie du PPE par le rejet ô combien naturel du « socialisme » totalitaire, dont le discrédit a atteint, qu'on le veuille ou non, l'image du socialisme démocratique dans les pays de l'Est.

C'est dans ce contexte que les socialistes au Parlement européen

(*) Voir Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès n° 36 «*Une Constitution pour la grande Europe*» de Pervenche Berès, préface de Pierre Moscovici

devront arrêter leur vision de l'Europe à venir et définir leur stratégie. Le Parlement sera sans doute plus éclaté, moins fédéraliste, davantage articulé sur les travaux du Conseil et prolongeant la négociation diplomatique à sa manière. La Convention pour l'Europe, réunie pour rédiger la constitution européenne, composée de parlementaires européens, mais encore de parlementaires nationaux et de représentants des gouvernements des Etats membres et de la Commission, a représenté, sinon un modèle, du moins une sorte de prémonition de l'évolution possible du Parlement européen.

" La Convention pour l'Europe, a représenté, sinon un modèle, du moins une sorte de prémonition de l'évolution possible du Parlement européen. "

Le groupe du Parti des socialistes européens.

Le groupe du Parti des socialistes européens (PSE) a longtemps été le premier groupe du Parlement. Cela n'a pas toujours été le cas. De 1953 à 1977, le PPE l'emportait en nombre de députés. Ce n'est qu'en 1977, avec l'arrivée des travaillistes britanniques, que le groupe du PSE a dépassé le PPE. Il a conservé ce statut de 1977 à 1999. Ce n'est pas sans conséquences. Certes, le Parlement européen ne fonctionne pas suivant le modèle parlementaire, mais plutôt suivant un modèle congressionnel, voire directorial. Il n'y a pas à proprement parler de majorité et d'opposition. L'exécutif n'est que très partiellement responsable devant le Parlement. Le Conseil échappe à toute censure ; quant à la Commission, il a fallu attendre 1999 pour que joue enfin la responsabilité prévue dès l'origine dans les textes.

Le premier groupe exerce cependant un leadership. Il donne le ton, préside les réunions de groupes politiques à tous les niveaux de responsabilité, propose l'ordre du jour. Cette responsabilité a été accrue

" Le Parlement européen ne fonctionne pas suivant le modèle parlementaire, mais plutôt suivant un modèle congressionnel, voire directorial. "

lors de la réforme du règlement de 1994, qui a séparé le bureau et la conférence des présidents et prévu que cette dernière délibérait à la proportionnelle de l'effectif des groupes politiques. Or, la conférence des présidents adopte l'ordre du jour et règle les problèmes politiques du Parlement, cependant que le bureau s'occupe du déroulement de la séance et de l'administration.

La distribution des responsabilités au sein du Parlement se fait en application du système d'Hondt, c'est-à-dire à la proportionnelle avec une prime pour les grands groupes. Le groupe principal a ainsi le premier choix dans la distribution des présidences de commission et dans l'attribution des rapports.

Le second groupe – c'est le statut du PSE depuis 1999 – conserve une position décisive. Les traités imposent, pour toute décision législative ou budgétaire importante, la majorité absolue des membres composant le Parlement. En d'autres termes, toute décision de cette nature implique l'accord des deux groupes politiques principaux. De plus, PPE et PSE sont les deux seuls groupes politiques représentatifs de formations politiques issues de l'ensemble des Etats membres. Cette représentativité leur confère une autorité particulière.

Ce contexte pose un problème de stratégie politique. Condamnés à œuvrer de concert, les deux groupes principaux sont incités à l'alliance politique. L'option est d'autant plus naturelle qu'elle est pratiquée à l'occasion sous forme de grande coalition dans un certain nombre de pays membres à tradition social-démocrate (Benelux, Allemagne, Autriche). Mais ce mariage de la carpe et du lapin n'est pas du goût de tous, d'autant que les enjeux européens se sont politisés avec l'extension des compétences de l'Union à des domaines touchant de près la souveraineté des Etats membres. La gestion de cette contradiction stratégique est au cœur de la direction politique du groupe socialiste.

“ Le PPE et le PSE sont les deux seuls groupes politiques représentatifs de formations politiques issues de l'ensemble des Etats membres et cette représentativité leur confère une autorité toute particulière. ”

* * *

L'organisation du groupe du PSE reflète l'équilibre des intérêts en présence. Le rythme de vie du Parlement se déroule sur quatre semaines : deux semaines consacrées aux réunions de commission ; une semaine de groupe ; une semaine de réunion plénière du Parlement[1]. La réunion plénière du groupe est souveraine. La présidence en est assurée par le président ou l'un des vice-présidents. Le bureau du groupe prépare et exécute les délibérations de la plénière. Jusqu'en 2004, le bureau était composé d'un représentant par parti politique représenté au sein du groupe, avec un représentant supplémentaire pour les grandes délégations. À partir de 2004, le bureau ne comprendra que le président, le trésorier et sept vice-présidents. Les présidents de délégation ne pourront pas y siéger, non plus que les coordinateurs. Le bureau ne sera donc plus le lieu d'articulation entre délégations nationales et direction du groupe. Il est prévu une réunion plus large comprenant présidents de délégations nationales et coordinateurs, mais une telle enceinte paraît ingouvernable. En fait, il est probable que l'autorité se concentrera entre les mains du président d'une part, des groupes de travail présidés par les vice-présidents d'autre part.

Un des rouages essentiels dans la vie parlementaire est le coordinateur. Il est l'animateur et le porte-parole des commissaires socialistes. Il négocie l'attribution des rapports au groupe et les distribue entre commissaires. Il organise la présentation des amendements socialistes et détermine la liste de vote socialiste en commission et en plénière. Il propose l'attribution du temps de parole en plénière.

Le coordinateur est élu par les commissaires socialistes titulaires au sein de la commission. Sa désignation échappe donc au principe de la règle d'Hondt. Il est choisi librement en fonction de ses compétences, de son autorité et, souvent, de son ancienneté. On notera la faible proportion de Français parmi les coordinateurs au sein du Parlement[2]. C'est la conséquence de certains traits communs à la représentation française, comme nous le verrons ci-après.

Le président du groupe était désigné par les leaders du Parti des socialistes européens dans le cadre d'une répartition des responsabilités européennes entre formations socialistes et sociaux-démocrates. Il sera désormais librement élu par le groupe. L'évolution est liée à la rupture des liens organiques entre groupe et parti des socialistes européens, que nous évoquerons. Il en est de même pour le secrétaire général, désormais nommé par le bureau du groupe sur proposition du président[3]. Ce dernier assure la direction du secrétariat. Ses fonctions politiques vont croissant avec la politisation de la gestion du Parlement. La réunion des secrétaires généraux de groupes politiques tend à empiéter sur les attributions traditionnelles du secrétariat du Parlement. Il en est ainsi notamment pour les contacts avec la Commission et le Conseil. L'importance et la fréquence des réunions des secrétaires généraux de groupe avec les représentants du secrétariat général du Conseil et de la Commission est devenue telle que l'on parle dans les couloirs de « Coreper » 3 [4].

Le secrétariat du groupe du PSE comprend aujourd'hui environ cent quatre-vingt-dsix fonctionnaires [5], dont une cinquantaine de rang A. Le budget du groupe est financé pour l'essentiel par une contribution du Parlement de l'ordre de dix millions d'euros par année, non compris le salaire du personnel, pris en charge par le Parlement. Près des deux tiers de cette somme sont reversés aux délégations nationales, qui emploient une cinquantaine de fonctionnaires.

* * *

Le rôle du groupe socialiste au Parlement est important, à la mesure de son effectif et de sa place institutionnelle. Mais il pourra prendre une place plus importante dans la prochaine législature, à la mesure de son unité et de sa cohérence idéologique. La perspective est intéressante dans un contexte marqué par l'accroissement des compétences et des pouvoirs du Parlement et la politisation croissante des affaires européennes.

Le Parti populaire européen s'est lancé dans une politique de

croissance à tout va, au détriment de sa cohérence. Il a renoncé à une politique européenne propre, afin d'accommoder en son sein les fédéralistes démocrates-chrétiens, mais encore les souverainistes et les conservateurs britanniques anti-européens. Qui trop embrasse mal étreint : les fédéralistes porteurs du message initial de la démocratie chrétienne menacent de se retirer d'un groupe politique qui aurait perdu son âme.

" Le groupe du P.S.E. est un acteur de la vie politique européenne et internationale, ses ressources en font une importante « machine » politique transnationale, capable de mener des actions sur plusieurs fronts. "

On constate au PSE une tendance plutôt inverse, notamment avec l'évolution pro-européenne de Tony Blair et des travaillistes britanniques. L'unité des socialistes européens ouvre des perspectives d'action nouvelles, éventuellement en alliance avec un groupe fédéraliste de centre-gauche qui pourrait se dessiner autour de Romano Prodi, de Graham Watson, voire de Daniel Cohn-Bendit. L'absence de discipline de vote au sein du Parlement européen, conjuguée avec les contradictions internes au PPE, offre des possibilités nouvelles. Il y a là une carte à jouer, à condition que le PSE réussisse à intégrer les représentants des Etats de l'Europe de l'Est dans sa stratégie.

Le succès d'une telle stratégie n'est pas assuré, car on observe une tendance inverse à la renationalisation du traitement des dossiers au sein du Parlement. Cette tendance risque de s'accentuer avec l'élargissement. Il appartiendra au prochain groupe socialiste de gérer la situation et de contribuer, ce faisant, à façonner le visage du Parlement d'une Europe à vingt-cinq.

* * *

Par ailleurs et hors Parlement, le groupe du PSE est un acteur de la vie politique européenne et internationale. Les ressources dont il dispose en font une importante « machine » politique transnationale, capable de mener des actions sur plusieurs fronts et d'organiser des conférences internationales sur divers sujets intéressant les socialistes. Depuis longtemps, le groupe fournissait le per-

sonnel du secrétariat de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne (UPSCE), devenu le Parti des socialistes européens. Il soutenait par ailleurs l'action de l'Internationale socialiste. Ainsi, lors de la chute du Mur de Berlin, le groupe a secondé l'action de Willy Brandt et a contribué à la reconnaissance et à la formation des nouveaux partis sociaux-démocrates en Europe de l'Est.

Le groupe a notamment joué un rôle important dans la mise en place du statut des partis politiques au niveau européen. J'ai souvenir des réunions organisées par les trois présidents, belges, des unions politiques européennes : le socialiste Guy Spitaels, le démocrate-chrétien Wilfried Martens et le libéral Willy de Clercq, avec les présidents des groupes parlementaires correspondants pour rédiger le texte de l'article des traités européens.

Depuis, les partis politiques européens ont été dotés d'un statut et d'un financement autonomes par le règlement du 4 novembre 2003. A l'avenir les liens politiques et administratifs entre groupes et partis européens seront rompus. Les partis européens disposeront d'un budget propre, séparé et devront recruter leur personnel indépendamment des groupes. Nul doute que la redoutable commission du contrôle budgétaire du Parlement veillera à la stricte application de ces règles nouvelles. Les règles relatives aux campagnes d'information menées par les groupes politiques doivent être revues dans un sens restrictif. Le paysage de l'action politique au niveau européen risque d'être durablement modifié. Les groupes parlementaires y gagneront en autonomie ; les partis politiques pourront mieux se redéfinir, mais avec des moyens sans doute réduits[6].

Les socialistes français au Parlement européen.

La contribution des élus socialistes français au Parlement européen doit être replacée dans le cadre des allégeances multiples propres au mandat européen. Le député socialiste français est élu sur une liste du PS et sur la base d'un programme rédigé ou avalisé par son parti. Sa première allégeance est naturellement pour son parti national.

Mais l'élu socialiste est membre d'un groupe politique multinational. A ce titre, il est tenu à une solidarité de groupe et ne peut s'y soustraire que pour une raison grave.

Enfin, la nature même des dossiers qu'il est amené à traiter, leur caractère technique, leurs conséquences politiques le conduisent à travailler en collaboration avec le gouvernement et l'administration de la France et à prendre en compte les positions adoptées par son pays en Conseil. Ajoutons que la régionalisation du mode de scrutin conduira, dans une certaine mesure, les élus français à se faire davantage les représentants des intérêts sectoriels et territoriaux de leurs électeurs.

Or, l'enjeu européen devient concret et affecte de manière croissante et tangible la situation de nos concitoyens. Jacques Delors avait naguère prévu que 80 % de la législation économique nationale serait d'origine européenne. Certes, l'essentiel des directives relatives au marché intérieur a aujourd'hui été adopté. Mais la vie n'attend pas. L'extension prévue de la codécision à de nouveaux secteurs, notamment l'agriculture, la transformation de la politique régionale du fait de l'élargissement, les négociations menées par la Commission dans le cadre de l'OMC, ont et auront des conséquences concrètes

" Le député socialiste français, élu sur une liste du PS et sur la base d'un programme rédigé ou avalisé par son parti, est membre d'un groupe politique multinational. A ce titre, il est tenu à une solidarité de groupe et ne peut s'y soustraire que pour une raison grave. "

en France : occasions économiques nouvelles, mais aussi délocalisations, migrations, etc.

Le MEDEF, sous la plume de son délégué, l'ancien commissaire européen Yves de Silguy, a récemment dressé un tableau sévère, souligné la faiblesse de la représentation française au Parlement européen face à l'importance des enjeux à venir. Certaines de ces critiques ne concernent pas les élus socialistes : ainsi de la dispersion des élus français dans des groupes politiques marginalisés au sein du Parlement. D'autres critiques leur sont, hélas ! applicables et risquent d'être aggravées du fait de la régionalisation du scrutin européen.

* * *

Les élus socialistes français sont rassemblés au sein de la Délégation socialiste française (DSF), aujourd'hui présidée par Pervenche Berès. Il s'agit d'une structure légère, utile. Elle assure la coordination de l'action des députés français, leur représentation au sein des instances du groupe et la relation avec le parti national. La DSF négocie en particulier, dans le cadre du groupe, la répartition des postes de responsabilité dans le groupe et au Parlement, par application de la règle d'Hondt. Mais, par delà la règle proportionnelle mathématique, la disponibilité, la compétence et donc l'ancienneté des élus pèsent lourd dans l'attribution des responsabilités principales. Les discussions vont bon train et les alliances entre délégations nationales se nouent dans le semestre précédant la mise en place du nouveau Parlement. Encore faut-il être en mesure de participer à ces discussions. Le changement de mode de scrutin et l'élaboration tardive des listes ne faciliteront guère la tâche des négociateurs français pour la mise en place du futur groupe.

La désignation des coordinateurs des commissions parlementaires et l'attribution des rapports sont des indices importants de l'influence sur les travaux du Parlement. Or, on a vu que la nationalité n'entre pas en compte dans le choix des coordinateurs. La compétence et donc l'ancienneté sont les critères essentiels, sur-

tout dans la culture social-démocrate, dominante sur ce point. On constate sans surprise que les Allemands et les Britanniques, qui reconduisent d'un scrutin à l'autre la plupart de leurs députés, trustent ces positions. Ajoutons que les coordinateurs confient les rapports parlementaires importants en fonction du sérieux et de l'assiduité de leurs collègues, à juste titre. Un député européen est vite jugé par ses pairs. Il doit être assidu en commission, maîtriser son affaire, prendre les contacts nécessaires à Paris et à Bruxelles pour intervenir à bon escient, rédiger lui-même son rapport, avoir une opinion argumentée sur les amendements, créer les conditions du consensus multinational lui permettant de faire prévaloir ses vues. En d'autres termes, il doit consacrer à sa tâche proprement parlementaire tout son temps et son énergie, compte tenu de la complexité technique et de la difficulté politique des dossiers européens. On ne peut exercer ce genre de mandat épisodiquement, par procuration. Un bon assistant est sans doute utile ; il ne saurait se substituer au travail personnel du député.

" La désignation des coordinateurs des commissions parlementaires sont des indices importants de l'influence sur les travaux du Parlement. Or, la compétence et l'ancienneté sont les critères essentiels, surtout dans la culture social-démocrate. On constate sans surprise que les Allemands et les Britanniques, qui reconduisent d'un scrutin à l'autre la plupart de leurs députés, trustent ces positions. "

* * *

Dans ce contexte, quelles sont les forces et faiblesses de la représentation socialiste française au sein du Parlement européen ?

La première force de la DSF c'est d'exister. Une délégation unie, solidaire, d'accord sur les objectifs de la politique européenne, c'est assez rare pour être signalé. Face à une droite française éclatée, dispersée entre divers groupes, divisée entre souverainistes et fédéralistes, face à des élus communistes qui ont perdu leurs repères et à des Verts dont l'organisation n'a jamais été la vertu première, la délégation socialiste française apparaît comme un pôle de rassemblement et d'impulsion politique.

“ Le mandat européen est devenu un mandat à plein temps. Le rythme de travail du Parlement européen, la complexité des dossiers traités, la patiente constitution d’une réelle expertise et du nécessaire réseau de correspondants demandent un investissement considérable e t une disponibilité de tous les instants. ”

Les élus socialistes sont relativement présents et actifs, du moins par comparaison avec leurs compatriotes au sein du Parlement. Une bonne moitié des élus répondent présent, travaillent, interviennent. C’est comparable en assiduité et en activité parlementaire à l’Assemblée nationale et très supérieur au Sénat ; c’est nettement mieux qu’à droite ; c’est nettement moins bon que chez les Britanniques, les Néerlandais, les Allemands.

Car nos parlementaires socialistes sont affectés, comme les autres Français, par la plaie du cumul des mandats. Trop de députés européens cumulent une responsabilité politique nationale ou locale avec un mandat européen. Dans ce cas, ils donnent la priorité à leur responsabilité nationale. Or, on ne saurait trop y insister, le mandat européen est devenu un mandat à plein temps. Le rythme de travail du Parlement européen, la complexité des dossiers traités, la patiente constitution d’une réelle expertise et du nécessaire réseau de correspondants demandent un investissement considérable et une disponibilité de tous les instants. Cette concurrence des préoccupations nationales se double d’une certaine instabilité dans la représentation. Le « turn-over » des élus français, qui peut s’expliquer par de bonnes raisons, a trop souvent pour conséquence d’anéantir des années de construction patiente d’une position et d’une influence au sein des institutions européennes. Un nouvel élu n’est pas opérationnel au Parlement européen dans les premières années de son mandat. Trop souvent, c’est alors qu’il commence à maîtriser son affaire qu’on l’oblige à s’effacer au profit d’un autre candidat.

“ Le « turn-over » des élus français, qui peut s’expliquer par de bonnes raisons, a trop souvent pour conséquence d’anéantir des années de construction patiente d’une position et d’une influence au sein des institutions européennes. ”

On peut opposer que les élus socialistes sont plutôt moins affectés que les élus issus des autres familles politiques françaises

par ces handicaps. Mais il ne suffit pas de comparer les élus français entre eux pour en tirer gloire au profit des socialistes ; il faut encore faire la comparaison avec les élus des autres nationalités. Le tableau est alors moins réjouissant : 3,45 rapports attribués en moyenne à un député néerlandais au cours de la législature écoulée contre 1,36 rapports par député français. Une analyse plus fine, pondérant la comparaison par l'importance des rapports, aggraverait probablement la comparaison.

"3,45 rapports attribués en moyenne à un député néerlandais au cours de la législature écoulée contre 1,36 rapports par député français. Une analyse plus fine, pondérant la comparaison par l'importance des rapports, aggraverait probablement la comparaison. "

Ce désintérêt relatif n'est que le reflet du désintérêt de la classe politique française pour les travaux du Parlement européen. Il se traduit par d'autres signes. La constitution tardive des listes européennes donne au scrutin européen des allures de session de repêchage pour les battus du suffrage universel national. L'administration française entretient avec les élus européens des relations épisodiques, certes améliorées au fil des ans, mais loin d'égaler en densité et en efficacité la relation que peut avoir le représentant permanent britannique avec « ses » députés. Les élus allemands ou belges, eux, sont largement intégrés au fonctionnement de leurs parlements nationaux respectifs, participent de plein droit à la commission des affaires européennes de la Chambre ou du Bundestag et retrouvent de cette manière la proximité nécessaire avec le pouvoir de décision.

On notera en particulier que l'obsession de « l'approche Conseil » et la coordination interministérielle, compréhensibles dans la logique de fonctionnement du Conseil, conduisent trop souvent l'administration française à informer tardivement les élus français des tenants et aboutissants d'un dossier, ceci dans l'attente d'une prise de position définitive. Or, les travaux du Parlement européen n'attendent pas les arbitrages du S.G.C.I.. L'essentiel est déjà dit en commission lorsque vient enfin l'indication

“ Les élus allemands ou belges, sont largement intégrés au fonctionnement de leurs parlements nationaux respectifs, participent de plein droit à la commission des affaires européennes de la Chambre ou du Bundestag.”

souhaitée. Pour être efficace, la gestion politique des dossiers au Parlement européen doit se situer très en amont et doit anticiper la décision qu'il est ensuite pratiquement impossible de corriger.

Certes, les élus français compensent en partie ces faiblesses par un certain panache dans la représentation. Pour s'en tenir à la période postérieure à 1979, les contributions de personnalités comme Jacques Delors, Yvette Roudy, Edgard Pisani, Claude Cheysson, Elisabeth Guigou ou Michel Rocard ont honoré la représentation française, comme celles de Simone Veil ou de Valéry Giscard d'Estaing sur d'autres bancs[7]. D'autres personnalités, qui ont fait leurs preuves dans la société civile avant de siéger au Parlement dans les rangs socialistes : Alain Bombard, Léon Schwartzenberg, Bernard Kouchner ou Olivier Duhamel ont rehaussé le prestige de la représentation française de leur réputation et de leur talent.

* * *

En conclusion, il faut bien constater le contraste entre la montée en puissance du Parlement européen et l'importance des enjeux européens à l'horizon 2009 d'une part, le manque d'intérêt manifesté en France pour l'institution et d'abord pour son élection. Dans ce tableau, les députés socialistes français font plutôt meilleure figure que leurs compatriotes, qu'ils soient de droite ou de gauche. Accordons à ces élus la considération qu'ils méritent, reconnaissons le travail qu'ils accomplissent : ce sera la manière la plus utile pour le Parti socialiste de servir les intérêts du socialisme et de la France dans la construction européenne. ❋

1)- S'y ajoutent des « mini-plénières » pendant les réunions à Bruxelles.

2)- Au sein du groupe socialiste sortant, on compte deux coordinateurs français (Anne Ferreira et Georges Garot), cinq allemands, cinq britanniques, quatre espagnols, un luxembourgeois et une autrichienne.

3)- Auparavant, il était aussi désigné par les leaders du P.S.E. dans le cadre de la répartition des postes de responsabilité.

4)- Par analogie avec les Comités des représentants permanents, les Coreper 1 et 2 qui rassemblent les représentants permanents des Etats membres à Bruxelles.

5)- Par comparaison, il y avait six personnes au secrétariat du groupe en 1971 et une trentaine de fonctionnaires en 1978, avant l'élection au suffrage universel direct.

6)- En 2003, le groupe du P.S.E. avait versé au Parti des socialistes européens une subvention d'environ 400.000 euros et avait mis à sa disposition 14 personnes. On envisagerait pour 2005 un financement communautaire de l'ordre de 5 millions d'euros, mais qui devra couvrir les frais de personnel et les locaux aussi bien que les campagnes d'action politique.

7)- Et j'en oublie. Je ne cite que les personnalités qui se sont effectivement investies dans le travail parlementaire européen… On notera par ailleurs que le groupe socialiste a été présidé depuis l'origine par 5 Français, 4 Allemands, 2 Belges, 1 Britannique et 1 Espagnol.

50e anniversaire du Groupe socialiste au Parlement européen, 2003.

UPSCE, 1987

PSE, 1994

1979, Sicco Mansholt et Robert Pontillon

Le Parti des Socialistes européens dans la bataille des élections européennes

« Le socialisme démocratique est international parce qu'il reconnaît qu'aucune nation ne peut résoudre tous ses problèmes dans l'isolement. La souveraineté nationale absolue doit être dépassée »

Buts et tâches du Socialisme démocratique, Internationale socialiste, Francfort, 1951.

Les socialistes d'Europe de l'Ouest ont réorganisé leur coopération, le 5 avril 1974, au sein d'une Union des Partis Socialistes de la Communauté européenne (UPSCE), transformée en 1992 en Parti des socialistes européens (PSE)[1]. La conférence des Partis socialistes d'avril 1948 à Paris, avait créé un Centre socialiste de documentation et de propagande en faveur des Etats-Unis socialistes d'Europe et en 1957, après la signature des traités de Rome, un Bureau de liaison des partis socialistes de la Communauté européenne avait été constitué pour établir une liaison permanente entre les partis des pays du Marché commun et le groupe socialiste de l'Assemblée parlementaire européenne[2].

Gérard Bossuat
Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Cergy-Pontoise, chaire Jean Monnet, chercheur à l'UMR IRICE (Paris-1, Paris-4, CNRS)

Les élections européennes de juin 2004 nous invitent à situer dans l'Histoire l'action des socialistes européens, aux origines et aux pratiques très différentes et même contradictoires. Les tensions sont visibles dans la famille des socialistes européens tout autant que le mouvement vers l'unité. Les partis socialistes réalisent ensemble un travail de fond sur les attentes des sociétés européennes pour une plus grande justice sociale. Société politique plurinationale unie par un idéal commun et l'ambition de construire l'Europe, le milieu socialiste n'échappe jamais aux exigences du calendrier politique national, tout en s'efforçant de penser l'avenir commun des citoyens européens. Les élections européennes de 1979, tenues au suffrage universel pour la première fois, celles de 1984, de 1989 puis de 1994 et de 1999 sont des moments clefs de la mobilisation des socialistes européens. Pour quel résultat ?

L'organisation des socialistes européens

La perspective de l'élargissement conduit le VIIIe congrès des P.S. de la Communauté (juin 1971) à transformer le Bureau de liaison des Partis socialistes de la Communauté en un Bureau des Partis socialistes de la Communauté. Alfred Mozer, socialiste néerlandais, soutenu par Lucien Radoux, président du Bureau des Partis socialistes de la Communauté propose de coordonner progressivement l'action des P.S. européens[3]. Mais les enjeux de politique intérieure pèsent lourd. Ainsi, le Parti socialiste français, tout à sa tactique d'union de la Gauche, repousse la cogestion et préconise l'extension du champ des entreprises nationalisées et la décentralisation de leur gestion, et, dans le secteur privé, l'accroissement des pouvoirs de contrôle des travailleurs.

Ces divergences n'interdisent pas la naissance de l'Union des Partis socialistes de la Communauté européenne en 1974 dont l'action est rythmée par ses congrès, les élections européennes et les conférences des leaders des partis membres. Un Bureau gère l'UPSCE et des groupes de travail thématiques produisent des rapports soumis au Groupe socialiste au Parlement européen et aux différents partis pour les campagnes électorales et les congrès[4]. L'Union

est dépendante financièrement des avantages financiers et humains du Groupe socialiste à l'Assemblée parlementaire européenne et tente de conserver sa liberté d'action[5]. Cette dépendance provoque des tiraillements récurrents[6].

" L'UPSCE est essentiellement une caisse de résonance, un lieu d'échange d'informations et d'opinions. L'UPSCE est une Confédération plus qu'une Union."

En fait, l'Union sait qu'elle n'est pas un super-parti socialiste européen, mais croit possible de manifester les valeurs des socialistes sur la scène communautaire : égalité, libération de l'homme, solidarité. Elle a une fonction d'information, d'échanges et de coordination des P.S.[7]. Joop Den Uyl, nouveau président de l'UPSCE en mars 1980, reconnaît « qu'elle est essentiellement une caisse de résonance ; elle constitue le lieu d'échange d'informations et d'opinions ». Ambitieux, il veut que l'Union guide les partis membres au sein des institutions européennes et tente « de concilier les opinions divergentes des partis sur certaines questions » grâce à un Bureau plus politique[8]. Mais tous les partis ne suivent pas. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste français, estime ne pas pouvoir laisser Den Uyl soumettre aux institutions communautaires, au nom de l'UPSCE, « un programme d'action pour l'emploi dans le monde »[9]. Manifestement, le président de l'Union n'apprécie pas que les partis socialistes des pays méditerranéens (PS-F, PSOE, PSP, PSI et PASOK) se réunissent en dehors de l'UPSCE. D'ailleurs à Elsenor, au Danemark, en janvier 1976, François Mitterrand, premier secrétaire du PS-F, réclamait, – union de la gauche oblige –, « le droit à l'indépendance de chaque parti pour adopter la stratégie qui convient le mieux aux circonstances spécifiques de chaque pays »[10]. L'UPSCE est donc une confédération plus qu'une Union.

Un Appel commun pour l'élection de 1979

La vie de l'UPSCE est liée aux élections européennes quinquennales, et à l'agenda communautaire.

Premières réflexions pour 1978-1979

Pour les premières élections au suffrage universel du Parlement européen prévues en 1978, les leaders socialistes décident, dès 1974, de faire rédiger un manifeste. Un projet de Sicco Mansholt circule rapidement, mais Gérard Jaquet juge qu'il n'est même pas « l'esquisse d'une esquisse »[11]. Le Bureau décide de créer une commission Manifeste, placée sous la responsabilité du président de l'Union, Wilhelm Dröscher (SPD). Elle utilisera les travaux de quatre sous-groupes : « Politique économique » (Michel Rocard, PS-F) ; « Politique sociale » (Lionello Levi-Sandri, PSI) ; « Démocratie et institutions » (Schelto Patijn, PvdA) et « relations extérieures » (Bruno Friedrich, SPD).

La variété des socialismes européens rend l'exercice délicat puisque les travaillistes refusent de faire partie du panel. Les participants arrivent toutefois à poser les questions essentielles, dont la plupart portent sur l'économie et sur l'autogestion, et d'autres sur les régions, l'énergie, l'environnement et les relations avec le tiers-monde[12]. Ils évoquent la création d'une Union sociale européenne[13]. Sensibles au rôle international des communautés, ils veulent une Europe unie capable de manifester sa solidarité avec les autres démocraties, d'avoir des relations avec les pays non-membres, grandes puissances ou non, et d'organiser la coopération politique inter-européenne, en appliquant les accords d'Helsinki et en travaillant avec l'ONU[14].

Un avant-projet est adopté par le Bureau de l'Union le 6 juin 1977. Mais de nombreux désaccords se réveillent et l'échec se profile. Ils sont profonds puisque, de retour à Paris, Daniel Mayer insiste pour ne pas les cacher. En effet les pragmatiques, comme Dröscher, s'opposent aux politiques, comme Mansholt ou Mayer, qui

voudraient établir préalablement des principes d'action politique[15]. La coopération politique entre certains socialistes d'Europe du Nord avec les démocrates-chrétiens ou les libéraux sur certains dossiers nationaux rend aléatoire l'entente entre socialistes sur l'union politique, l'union économique et monétaire, la politique énergétique, ou encore la politique agricole. Les socialistes français, volontaristes, ne veulent pas justifier une Europe communautaire restée « l'Europe des marchandises, au détriment de l'Europe des travailleurs, des volontés politiques, de la citoyenneté, des droits économiques et sociaux et des droits démocratiques »[16]. Un an plus tard, Gérard Fuchs se félicite du renforcement des positions de gauche au sein de l'UPSCE, « grâce à notre conjonction avec les PS des pays candidats » d'Espagne et du Portugal[17].

“ En 1979, l'appel aux électeurs est bien difficile à rédiger. Comment concilier les quatre conceptions différentes de la démocratie industrielle qui s'affrontent : la cogestion à l'allemande, la formule suédoise des négociations collectives, le contrôle ouvrier chez les Italiens et l'autogestion à la française ? ”

L'Appel aux électeurs

Par chance, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne retardent d'un an les élections, fixées maintenant à juin 1979. Les leaders socialistes, réunis à Bruxelles les 23 et 24 juin 1978, ont adopté une déclaration commune en 31 points organisée autour de trois thèmes : l'incapacité des sociétés actuelles à résoudre le problème du chômage, le renforcement des inégalités dans le monde, la croissance non maîtrisée qui épuise les ressources naturelles. Ils appellent donc les électeurs à se prononcer « pour une politique fondée sur une répartition plus équitable des richesses, du savoir et du pouvoir »[18]. Le Xe congrès de l'UPSCE (10-12 janvier 1979) approuve le principe d'un Appel aux électeurs bien difficile à rédiger. Comment concilier les quatre conceptions différentes de la démocratie industrielle qui s'affrontent : la cogestion à l'allemande, la formule suédoise des négociations collectives, le contrôle ouvrier chez les Italiens et l'autogestion à la française ?[19]. Pour en sortir, le congrès crée quatre nouveaux groupes de travail :

« Emploi » sous la direction de Joop Den Uyl (PvdA), « Droits de l'homme » présidé par Willy Dondelinger (POSL) et Ole Espersen (SD) ; « Élargissement » présidé par Karel Van Miert (PS/SP) et « Droits des femmes » présidé par Karel Dahlerup (SD). La synthèse est confiée à Bruno Friedrich, président de la Commission électorale, qui rédige un Appel aux électeurs européens sur la base du plus petit commun dénominateur[20]. Friedrich dira, plus tard : « Pendant des années, on avait travaillé à la plate-forme électorale qui, en dernière instance, avait été torpillée par deux partis »[21].

Une campagne commune d'information est néanmoins organisée. Des conférences spécialisées sont montées par les partis nationaux auxquelles participent des représentants d'autres partis socialistes. Ainsi, le PS-F (Jacques Delors) organise une conférence sur « l'Europe et la nouvelle révolution industrielle » en avril 1979, à Paris, le SPD sur « Humanisme européen – démocratie culturelle » et le PSDI sur « La démocratie sociale ». D'autres conférences se tiendront sur l'emploi, les femmes, la démocratie économique[22]. Le 24 mai, enfin, à Paris, au Trocadéro, le « Printemps des socialistes européens » qui clôt la campagne, rassemblant des milliers de membres des partis socialistes d'Europe, sans les Britanniques, ni les Belges.

Les élections font entrer 113 députés socialistes au Parlement européen sur 410 membres soit 27,6 %. La coalition de droite obtient la présidence du Parlement, confiée à Simone Veil. Malgré les progrès des socialistes, l'UPSCE n'a pas réussi à créer une dynamique européenne. Son objectif demeure toujours « l'élaboration d'un programme socialiste au plan de la Communauté européenne engageant les partis membres ».

1984, Manifeste pour une relance

La préparation des nouvelles élections européennes de 1984 commence dans une ambiance moins stimulante car il n'y a plus l'attrait de la nouveauté du suffrage universel direct[23].

La préparation de la campagne.

Une commission « Campagne électorale », présidée par Karel Van Miert (SP-B), s'occupe des aspects pratiques et fait le lien avec les responsables des campagnes nationales. Le contenu du programme est confié à une commission Manifeste, présidée par Jacques Huntzinger (PS-F), assistée de trois sous-commissions : « Emploi et politique économique » dirigée par Willy Claes (SP-B), « Socialisme et Société » par Sabine Adler (SPD), « L'Europe dans le Monde » par Jacques Huntzinger, et d'un groupe de travail « PAC » dirigé par Bernard Thareau (PS-F)[24]. L'Union se donne un symbole de campagne, les flèches stylisées, mais, grave question, le Parti socialiste français veut dix flèches symbolisant le nombre actuel de pays membres, tandis que le PSOE en veut douze, pour signifier que les socialistes acceptent l'élargissement des Communautés[25]. Ce sera neuf petites flèches comprises dans une grande ! Eneko Landaburu (PSOE) parle « d'un veto émis par un parti », indisposant aussi les Danois et le président Den Uyl[26]. Environ vingt-cinq conférences spécialisées sont prévues dans les pays de la Communauté[27].

Les enjeux au sein des socialistes

La commission Manifeste commence difficilement. Un document préparé par Jacques Huntzinger, « Sécurité et relations Nord-Sud », dans lequel il est écrit que « la dissuasion nucléaire reste garante de la paix » indispose Néerlandais, Danois et Irlandais qui ne veulent pas aborder les questions de sécurité en termes militaires. Bruno Friedrich (SPD) propose une position minimaliste de compromis car il estime que le débat entre socialistes sur l'installation en Europe de Pershing-2 renvoie à « la situation qui prévalait à l'Internationale socialiste avant la Première Guerre mondiale ». On voit donc que la sécurité européenne génère au sein de l'UPSCE les

mêmes clivages qu'entre les États. Les socialistes français s'alignent sur leur gouvernement (socialiste) à propos de l'élargissement aux pays méditerranéens[28]. D'autres socialistes n'apprécient pas les préférences communautaires de la PAC, tandis que les Danois s'offusquent des propos favorables à l'Union politique. Le Labour irlandais rappelle la neutralité de l'Irlande.

Cette cacophonie provisoire montre que rien n'est simple dans la famille socialiste européenne, la plus divisée au Parlement européen, relève une participante qui donne la clef des problèmes : « Un grand fossé sépare les partis au pouvoir et les partis qui sont dans l'opposition ». La rédaction du Manifeste semble donc compromise, un an avant les élections, parce que les partis n'ont pas la même doctrine sur l'indépendance de l'Europe unie, – Huntzinger ne peut accepter qu'une « capacité nucléaire européenne indépendante soit rejetée » –, sur l'élargissement des Communautés ou sur le modèle de démocratie européenne.

Le contenu du Manifeste

En dépit des arrière-plans politiques intérieurs divergents, l'UPSCE adopte un Manifeste, présenté comme une relance de la construction européenne, les 8 et 9 mars 1983 à Luxembourg[29].

Différent de l'Appel aux électeurs de 1979, ce Manifeste est, pour la première fois, un programme correspondant aux points de convergence des partis. Reprenant un vieux slogan socialiste, il articule des propositions, d'importance inégale, en faveur de l'emploi, de la paix et de la liberté en Europe. Il consacre treize pages aux difficultés économiques européennes, préconisant la coopération inter-européenne pour une relance coordonnée, accompagnée d'une politique structurelle volontaire (recherche, politique industrielle). Les socialistes inscrivent tous au programme la semaine des 35 heures et la formation des jeunes. Rejetant les solutions monétaristes de lutte contre l'inflation, le Manifeste préconise une stabilisation monétaire internationale grâce au S.M.E., déclaration à laquelle les travaillistes britanniques ne s'associent pas. Une

seconde partie, de deux pages, porte sur la rénovation de la politique agricole commune et une troisième, de six pages, sur la Communauté dans le monde. Les socialistes agiront pour que la Communauté adopte une position active dans les relations internationales, au Moyen-Orient par exemple, qu'elle défende les Droits de l'homme en Europe ou la justice en Amérique Latine. Ils condamnent l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Ils soulignent enfin que l'Europe a besoin d'une politique de sécurité plus autonome à l'égard des Etats-Unis, le statut de neutralité de l'Irlande étant respecté. Une quatrième partie, d'une page, est consacrée aux Droits de l'homme et une cinquième, de deux pages, à la démocratisation et à l'efficacité des institutions européennes. Le Manifeste, voté à l'unanimité, n'en reste pas moins ignoré par le parti travailliste britannique sur le S.M.E., sur le renforcement des pouvoirs du Parlement européen (le SD danois s'associe aux travaillistes) et sur les nouvelles ressources propres de la Communauté[30].

" Le Manifeste de 1983 est un programme correspondant aux points de convergences des partis. Les socialistes inscrivent tous au programme la semaine des 35 heures et la formation des jeunes et préconisent une stabilisation monétaire internationale grâce au S.M.E., déclaration à laquelle les travaillistes britanniques ne s'associent pas. "

A la veille des élections, la rencontre des leaders socialistes, le 25 mai 1984 à Paris, offre l'occasion de mobiliser les électeurs, mais aussi de faire le point sur les accords et les divergences[31]. Bettino Craxi souligne la divergence sur la sécurité comme Willy Brandt qui demande : « comment faire en sorte d'être moins dépendants des Etats-Unis que nous l'avons été, en tant qu'Européens ? » Mais Neil Kinnock (LP) annonce que les missiles de croisière seront retirés si les travaillistes reviennent au pouvoir, faisant réagir Mario Soares déclarant que dans ce cas il préfère qu'ils perdent les élections, mais affirmant que l'Europe doit construire son système financier et de défense pour résister aux Etats-Unis. Joop den Uyl pointe une seconde divergence sur les institutions, entre la majorité et les Britanniques et les Danois. Neil Kinnock estime, en effet, que « l'orientation supranationale risque de provoquer une montée du

nationalisme ». C'est pourquoi, après les élections, sera créée une commission sur la politique institutionnelle, présidée par Helga Köhnen (SPD) qui ne ralliera pas les suffrages des travaillistes britanniques, ni des Danois.

La participation aux élections européennes a été décevante. Mais les socialistes ont progressé, obtenant 130 députés, représentant 30 % des 434 élus. Ces élections ont été, comme les précédentes, l'occasion de parler des contentieux politiques nationaux. Les critiques britanniques et danoises sur les institutions européennes ont pu dissuader des électeurs de se déplacer. Le bilan de la campagne incite Huntzinger (PS-F), Debunne (SP-B), Planas (PSOE) et Melani à réclamer que l'UPSCE soit le pôle d'organisation des prochaines élections européennes. Les socialistes se rendent compte que leurs propositions sont peu attrayantes pour la jeunesse européenne qui attend d'eux des innovations sur l'égalité homme-femme, la protection des milieux naturels, la démocratisation de la société ou les nouveaux rapports Est-Ouest. Toutefois, l'expérience des conférences des leaders montre que les socialistes ont pris l'habitude de préparer les grands rendez-vous de l'agenda communautaire.

1989, le développement équilibré

Dès 1986, l'UPSCE se remet au travail pour les élections de 1989 avec pour mission d'assurer le contrôle politique de la campagne[32].

Comme précédemment, même si les hommes ont changé, – Joop Den Uyl a disparu en décembre 1987 et a été remplacé à la tête de l'Union par Vitor Constancio (PS-P) –, une commission Manifeste est confiée à Enrique Baròn Crespo (PSOE) qui veut opposer au projet de grand marché intérieur celui d'une Europe unie et démocratique.

Le Manifeste 1989 est composé d'une section « Paix, Désarme-

ment et Sécurité » qui valorise les projets de communauté politique européenne, le rôle de l'UEO et la défense des Droits de l'homme comme modèle de l'identité socialiste [33]. Toutefois, rien n'est simple, comme le souligne Karsten Voigt, président de cette commission. En effet, si le résultat des travaux de la commission a été approuvé par le bureau de l'Union et les leaders, Baròn Crespo, président de la commission de synthèse du Manifeste, a rédigé un texte sur cette thématique et, à Rome, les partis socialistes des pays européens membres de l'OTAN ont rédigé un texte dont « la tonalité est différente » du texte de la commission Voigt[34]. On frise donc l'incohérence et l'incident entre Voigt et Baròn Crespo[35]. Le Manifeste comprend aussi une section « Politique économique » qui, tout en approuvant une relance économique, exige une politique sociale communautaire active. « L'Europe doit être bien plus qu'un marché avantageux. Elle doit être le moyen de préserver ce que les Européens ont de meilleur en commun : une tradition de liberté, un niveau élevé de protection sociale, une certaine qualité de vie »[36]. Le projet de politique sociale s'exprime dans un texte de Mario Dido (PSI), dans lequel apparaît bien la difficulté des socialistes de marier grand marché, développement économique et réformisme social fondé sur les valeurs de solidarité, d'égalité et de liberté, de démocratie, « définies dans l'Etat-providence, aboutissement d'un siècle de lutte du mouvement des travailleurs »[37]. Le Manifeste comporte aussi une section sur l'environnement : « Penser globalement – agir au niveau européen », dont l'esprit est le suivant : « En tant que socialistes nous ne considérons pas que la croissance économique constitue le but ultime »[38]. Ce texte est certainement l'un des plus complets sur le développement équilibré, respectueux des attentes sociales et environnementales. Une commission « Émigration » adopte un plan concluant à la « nécessité » de maîtriser les flux migratoires et d'intégrer les populations immigrées en leur donnant le droit de vote aux municipales, après cinq ans de résidence. La commission « Europe – Tiers monde », présidée par Edgar Pisani, ainsi que les groupes de travail « terrorisme » « finances » et « campagne d'information » apportent aussi leur contribution.

Les débats préparatoires font rejouer les clivages récurrents. Le Labour Party d'Irlande (Tony Brown) ne veut pas de défense commune européenne[39]. Quant au Labour britannique, faussement étonné, il regrette la place prise dans le Manifeste par les institutions communautaires ainsi que les passages trop philosophiques ou trop agressifs, impossibles à utiliser en Grande-Bretagne. Le PS-F demande que chaque jeune européen bénéficie d'une formation professionnelle et que 10 % des étudiants puissent étudier dans une université d'un pays voisin ainsi que l'instauration d'un programme cadre pluriannuel de recherche et de développement technologique[40].

Enrique Baròn présente les six points clefs du Manifeste devant le congrès de l'UPSCE : approbation du grand marché et de la coopération monétaire et de politique étrangère, mais coordination des politiques économiques et mesures contre le chômage, solidarité manifestée par des minima sociaux communs et par une politique de cohésion sociale et régionale, nouvelles politiques de protection de l'environnement, augmentation des pouvoirs du Parlement pour aller vers l'Europe des citoyens, rôle actif de la Communauté dans le monde. Le congrès adopte le manifeste le 10 février 1989.

Les résultats des élections de juin 1989 sont bonnes pour les socialistes qui obtiennent 180 députés venus de tous les pays de la Communauté, soit 34,7 % des 518 élus[41].

Malgré les intentions de départ, l'UPSCE n'a pas exercé un grand pouvoir sur l'organisation des élections européennes par les partis nationaux ou sur le Groupe parlementaire. La question du vote à la majorité est dès lors posée et divise les socialistes en trois camps : le premier ne veut rien changer (Eccles, LP ; Tuyttens, SP-B ; Brown, LP-Ireland), le second veut utiliser la règle majoritaire en dernier recours, le troisième cherche la meilleure formule de vote à la majorité (Cravinho, PS-P ; Lavergne, PS-F ; le PSOE) ; ainsi un « clan » Europe du Nord s'oppose à un front de l'Europe du Sud[42]. Cette question est essentielle car une procédure de vote à la majorité permettrait de construire un parti socialiste européen plus cohérent[43].

L'UPSCE est enfin confrontée aux demandes pressantes des partis de l'Europe orientale, en voie de dégel, pour devenir observateurs à l'Union.

1994, le PSE pour l'emploi

Les élections européennes de juin 1994 se déroulent dans un contexte nouveau pour les socialistes européens qui viennent de fonder le Parti des socialistes européens (PSE), en novembre 1992. L'ambiance internationale a totalement changé puisque l'empire soviétique s'est effondré en décembre 1991. De plus, le traité de Maastricht a donné un rôle nouveau au Parlement européen. Le PSE regroupe les partis socialistes de l'Union européenne et ceux des pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), soit vingt partis membres, des partis associés et des partis observateurs pour traiter de l'intégration ou de la coopération européenne. Le PSE fonctionne à la majorité qualifiée des partis, mais il reste un parti de partis[44].

La préparation du Manifeste 94 mobilise les socialistes au sein de commissions spécialisées, sous la présidence de Gerd Walter (SPD) et aboutit à un projet, adopté à la majorité avec une réserve danoise. Des commissions ont travaillé sur « L'avenir de l'Europe et le rôle des socialistes européens » (Heinz Fischer, SPO et Thijs Wöltgens, PvdA), « Campagne et publicité » (Ben Fayot du POSL et Jan Marinus Wiersma, PvdA) ; « Relations internationales » (Elena Florès, PSOE et Jack Cunningham, LB) ; « Politique économique et sociale » (Gérard Fuchs, PS-F et Mario Dido,PSI) ; « Politique intérieure et de sécurité » (Conny Fredriksson, SAP). Ce texte court doit être associé à d'autres textes programmatiques du PSE tel que le plan Larsson « Pour la croissance et l'emploi », adopté par les leaders du PSE en décembre 1993.

Dans le Manifeste, adopté en novembre 1993, le PSE réaffirme,

en neuf points, sa volonté de poursuivre l'œuvre des fondateurs de l'unité (point I) et de renforcer le Parlement européen (point VIII)[45]. Mais dans le contexte de la montée des tensions dans l'ex-Yougoslavie, il veut placer les élections sous le signe de la lutte contre le racisme, la xénophobie et le nationalisme et lutter contre le chômage (point II), tout en contrôlant l'immigration et en promouvant une Europe sociale (point VI). Il demande de répondre, ensemble, « aux défis lancés par les Etats-Unis et les pays asiatiques afin de garantir la survie du modèle européen de démocratie sociale et d'État protecteur ». La défense de l'environnement, élément très important du discours des socialistes, est présente (point IV), comme la recherche de l'égalité entre les hommes et les femmes (point III). Conscients que l'avenir passe par un gigantesque effort de recherche et de technologie, le Manifeste veut des programmes « qui pourront permettre le développement au niveau communautaire des technologies de l'information, de la vie, de l'environnement et des énergies alternatives ». Le débat entre socialistes sur le rôle de l'Europe dans le monde a abouti : « Ensemble, nous voulons créer des troupes européennes de maintien de la paix qui se tiendront à la disposition de la CSCE et des Nations-Unies » (point V). La finance internationale est devenue, à côté des multinationales, un élément contre lequel il faut lutter. Un thème nouveau fait l'objet d'une partie du Manifeste : la lutte contre le crime organisé (point VII).

Ce document est complété par une déclaration des leaders sur l'initiative européenne pour l'emploi, « L'Europe contre le chômage », adopté le 9 décembre 1993, qui rassemble les principes d'action des socialistes : s'occuper des personnes, renforcer l'efficacité économique par le progrès social, agir sur le marché, développer la coopération entre le monde du travail et le monde du capital, coordonner, au niveau européen, le développement tout en corrigeant les disparités économiques et sociales entre les pays européens[46].

Il reste à organiser la campagne dont les moments forts sont l'initiative emploi ou « trialogue social », en avril, et des initiatives autour de la journée du 1er mai pour attirer l'attention sur les pro-

positions « emploi » du PSE. Le sommet des leaders du 19 mai 1994, à Bruxelles, est l'occasion de placer les élections européennes sous le signe de l'emploi et des solutions socialistes[47].

Quelques incidents sont révélateurs des tensions propres aux socialistes. Les initiatives du groupe Culture, dirigé par Jean-Paul Barras, suscite l'indifférence ou même l'hostilité car le groupe n'est pas officiel, comme le rappellent les Britanniques. Le délégué national culture du PS-F se plaint auprès de Michel Rocard, premier secrétaire, que le bureau du PSE ait cédé aux injonctions travaillistes contre une initiative culture [48].

Les socialistes emportent 198 sièges sur 567, soit 34,9 %. Les élections européennes de 1994 représentent donc une belle victoire, suscitant quelques ambitions pour les présidences des institutions européennes ou du PSE. Britanniques et Allemands sont les plus nombreux et un accord préalable Scharping-Smith pousse Klaus Hänsch (SPD) à être le candidat des socialistes à la présidence du Parlement européen. Il est acquis que les petits partis doivent participer aux grandes responsabilités, – ce que Ben Fayot (Luxembourg), ne manque pas de rappeler à Willy Claes –, et que les grands partis ne devront pas occuper plus d'un poste important[49]. Le sommet des leaders socialistes de Corfou, en juin, appuie le Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, de la Commission européenne (Jacques Delors). Puissants au Parlement européen, les socialistes demandent l'unité d'action avec les autres forces progressistes pour agir économiquement, stabiliser politiquement l'Europe (Balkans), accepter l'élargissement ou pratiquer une diplomatie préventive pour les conflits potentiels. Le PSE règle aussi un problème grave : il suspend un des partis membres, le PSDI italien, pour collaboration avec les néo-fascistes et avec Berlusconi[50].

1999, un Manifeste pour le XXIe siècle

Cinq ans plus tard, le cycle électoral se reproduit. Les opinions publiques européennes ne sont pas traversées par un fort enthousiasme européen, mais partagées entre désir et rejet d'Europe.

Le contenu du Manifeste

Le Manifeste pour les élections de 1999 est prêt en janvier et présenté à la conférence des leaders du PSE, à Vienne, les 29 et 30 janvier. Il a été préparé sous la double direction de Robin Cook et d'Henri Nallet, tous deux vice-présidents du PSE[51]. Il est adopté par le Bureau du PSE puis envoyé aux partis.

Plus concret que les textes précédents, il pourrait être appliqué plus aisément. Le PS-F s'est impliqué en formulant des demandes qui ont été acceptées : réduction du temps de travail, grands travaux d'infrastructure, affirmation du modèle social européen, baisse des taux d'intérêts, rôle des services publics, charte européenne des droits, parité homme-femme, régulation du système financier international, sur la PAC conciliation entre équilibre des territoires et compétitivité, tandis que d'autres points suscitent des divergences. Pour la fiscalité, les Français demandent la coordination des politiques fiscales, alors que les Allemands souhaitent l'harmonisation fiscale. On craint qu'un pays neutre ne remette en cause le compromis sur la défense qui préconise une coopération plus étroite « ainsi qu'il est prévu dans les traités », ce qui a l'avantage, du côté français, d'appuyer la coopération sur un texte juridiquement fort[52].

Le texte du Manifeste sera adopté formellement au congrès du PSE à Milan le 1er et 2 mars. Le congrès valide aussi un accord politique sur l'Agenda 2000 entre socialistes français, allemands et britanniques au pouvoir, dont Schröeder a fait la condition pour l'élargissement et la réforme institutionnelle. Le Manifeste comprend vingt et une propositions pour donner un nouveau départ à l'Europe du XXIe siècle. Il définit les valeurs socialistes euro-

péennes : démocratie, liberté et Droits de l'homme, solidarité, justice sociale et égalité des chances, droits et devoirs civiques, respect du droit international. Le ton est résolu, plus ferme envers la droite : « C'est pour cela que nous disons « oui » à l'économie de marché mais « non » à la société de marché ». Si le préambule qui résume les objectifs socialistes propose une Europe de la croissance et de l'emploi, – une permanence programmatique –, il parle aussi d'une Europe au service des citoyens, traduisant le nouveau souci de briser le rapport technocratique avec l'Europe, d'une Europe puissante, ce qui tranche avec les hésitations antérieures et indique que le pouvoir conduit les socialistes à prendre toutes leurs responsabilités dans un monde difficile, onze pays sur quinze étant alors gouvernés par des socialistes.

La croissance et l'emploi sont en tête des vingt et un engagements, avec un accent mis sur la « modernisation du modèle social européen ». L'Europe de la connaissance et des technologies de l'avenir fait partie aussi de ce chapitre. Le chapitre sur l'Europe des citoyens est concret car il parle des droits des citoyens, de la formation des jeunes, de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. L'appel à la lutte contre le racisme est lié à la défense d'un environnement équilibré, au respect de la diversité culturelle et au renforcement de la lutte contre la criminalité. Le chapitre sur « Une Europe puissante » affirme, pour la première fois, que l'Union européenne peut agir dans le monde et répondre au défi de la mondialisation si elle est totalement unie. On y trouve la phrase qui aurait pu être remise en cause par des neutres : « Nous contribuerons plus efficacement à la gestion internationale des crises si nous coopérons plus étroitement dans le domaine de la défense ainsi qu'il est prévu dans les traités ». Enfin, répondant à un vœu général, l'Europe se doit d'être plus efficace. Derrière ce souhait se cachent les critiques récurrentes contre la PAC ou l'inadaptation des fonds structurels à créer des emplois, ou encore les risques de fraude.

La campagne électorale

Il est décidé de faire intervenir les grands leaders socialistes hors de leur pays et d'organiser dans les quatre grands pays de l'Union un meeting réunissant Jospin, Blair, D'Alema et Schröder, et d'autre part de constituer une base de données d'intervenants disponibles pour la campagne. Le groupe parlementaire socialiste mettra à la disposition du PSE un réseau, « Network Europe », destiné à coordonner les services de presse des partis, à diffuser des sondages et à donner des réponses rapides aux questions sur l'Europe[53]. « Network Europe » présentait ainsi l'argumentaire de campagne : « La nouvelle Europe doit être celle du peuple européen. Gaspillage, inefficacité et fraude doivent être éliminés. L'Europe doit être démocratique, socialement responsable et forte. Nous avons établi une base solide avec le marché unique et la monnaie commune, l'euro. Nous devrions maintenant travailler ensemble à créer les politiques sociales indispensables pour produire des emplois, réduire la criminalité et protéger l'environnement. L'Europe sera plus forte si nous travaillons ensemble », l'Europe est « une opportunité pas une menace, un nouveau commencement, pas une fin », elle est au service des peuples pas des institutions de Bruxelles[54].

Les résultats des élections sont décevants puisque les socialistes ont 180 députés sur 626 soit 28,8 % des sièges. Les conservateurs et libéraux vont présider le Parlement européen de 1999 à 2004.

Conclusion

La longue histoire de l'union des socialistes européens n'est pas terminée. Mais elle révèle la difficulté de faire passer les orientations du PSE dans les partis nationaux. L'union entre socialistes européens a progressé depuis 1972 parce que les dirigeants socialistes au pouvoir ont bien vu que la préparation commune des dossiers, par le PSE ou lors des conférences des leaders ou avant les Conseils européens, les rendait plus efficaces dans les enceintes européennes. Toutefois, le clivage entre partis réformistes, enclins

à s'entendre avec des partis conservateurs et libéraux, et partis socialistes d'Europe du Sud, plus radicaux, partis travailliste et socialiste de Grande-Bretagne, d'Irlande ou du Danemark souvent plus réticents à s'engager en faveur du développement des compétences institutionnelles de l'Union européenne, a empêché les opinions publiques de bien lire le message des socialistes européens. Indispensables au socialisme, le PSE (et avant lui l'UPSCE) n'a pas été l'organisation dirigeante pour les élections au Parlement européen, mais elle a été une source de réflexion et d'action irremplaçable pour les socialistes, même si son action est ignorée des opinions publiques parce que les partis socialistes et sociaux-démocrates nationaux ne veulent pas ou ne peuvent pas encore renoncer à leur particularisme. ❋

“ La longue histoire de l'union des socialistes européens révèle la difficulté de faire passer les orientations du PSE dans les partis nationaux. ”

1)- Ce texte doit beaucoup à l'aide précieuse que le Centre d'archives socialistes (CAS) de la Fondation Jean-Jaurès a apportée à son auteur en mettant à disposition des archives de l'UPSCE et du PSE et des archives de Pierre Mauroy, qui permettent de présenter un état des lieux du socialisme européen.

Une *History of the PES, 1957-1994*, a été écrite par Simon Hix, Research paper, Edited by Peter Brown-Pappamikail, Party of the European Socialists, 1995, (révisé en 2000) ; voir aussi Kevin Fatherstone, *Socialist Parties and European Integration. A comparative history*, Manchester, 1988.

2)- Présidé par Pierre Commin (SFIO) puis par Georges Brutelle, ensuite par E. Vermeer (Pays-Bas), Gérard Jaquet (1955-1966) et enfin par Lucien Radoux. Archives CAS-FJJ, 50 RI(UPSCE), 1971-1977 : « Le bureau de liaison des partis socialistes de la communauté européenne », s.d. [1972].

3)- 50 RI(UPSCE) 71/77, Rapport d'Alfred Mozer « L'Europe et le socialisme ».

4)- 50 RI(UPSCE) 1978-1979, Note Pontillon-Laforest.

5)- 50 RI(UPSCE) 1978-1979. Financement de la préparation de l'élection directe du PE.

6)- 50 RI(UPSCE) 1980, lettre de Pontillon de fin janvier 1980 à Bruno Friedrich vice président de l'UPSCE et aux vice présidents ; 50 RI(UPSCE) 1983-84, Joop den Uyl à Jacques Huntzinger, rapport, 3 février 1983.

7)- 50 RI(UPSCE) 1980, Alain Barrau, à François Mitterrand, 28 février 1980, note sur le « XIe congrès de l'UPSCE, Luxembourg, 3 et 4 mars 1980 ».

8)- A propos du fossé Nord-Sud, Joop Den Uyl cite le rapport de Jan Tinbergen « Reshaping international order », le rapport « Interfutures » de l'OCDE, le rapport de la commission Brandt. Sur l'énergie, 50 RI(UPSCE) 1980, 31 mars 1980, Joop Den Uyl, « L'union dans les prochaines années ».

9)- 50 RI(UPSCE) 1980, 25 avril 1980, compte-rendu de la réunion du Bureau de l'UPSCE du 18 avril 1980, Strasbourg, il y aura bien un Rapport « A new world employment plan », 29 octobre 1980, par Den Uyl, Jan Tinbergen, Wim Wok (CES), Jan Pronk (SG adjt Cnuced).

10)- 50 RI(UPSCE) 1980, Réunion du Bureau à Bruxelles, 11-12 septembre 1980.

11)- 50 RI(UPSCE) 1978-1979, Jaquet à Pontillon, 7 avril 1975.

12)- 50 RI(UPSCE) 1971-1977, Jan D. Kurlemann, « Compte-rendu de la réunion du groupe de travail de l'UPSCE pour l'élaboration d'un programme socialiste européen », 7 octobre 1975.

13)- 50 RI(UPSCE) 971-1977, Réunion du Bureau, 21 avril 1977, Strasbourg, « Échange de vue sur projet de plate-forme socialiste européenne ».

14)- d'après 50 RI(UPSCE) 1971-1977, Document de travail définitif sur la politique extérieure, 27 mai 1977.

15)- 50 RI(UPSCE) 1971-1977, note de D. Mayer à F. Mitterrand et R. Pontillon, 26 septembre 1975 sur la réunion du GT à Luxembourg.

16)- 50 RI(UPSCE) 1978-1979, Note Pontillon - Laforest sur évolution de l'UPSCE depuis avril 1974.

17)- 50 RI(UPSCE) 1978-1979, GT élargissement, CR de la réunion du 5/5/79 (Dublin) Gérard Fuchs ; 50 RI(UPSCE) 1978-1979, Manifeste socialiste pour l'élection européenne, adopté à la majorité par le CD du PS-F, 21 octobre 1978.

18)- Article 29 de la déclaration politique des dirigeants des PSCE réunis à Bruxelles les 23 et 24 juin 1978.

19)- 50 RI(UPSCE) 1978-1979, Xe congrès de l'Union, Bruxelles, 10-12 janvier 1979, discours de Jacques Delors.

20)- 50 RI(UPSCE) 1978-1979, « Les fonctions et structures de l'UPSCE après les élection au PE », par Oscar Debunne, [post juin 1979]. dans 50 RI(UPSCE) 1980, Appel aux électeurs, signalé aussi dans le rapport au 11e congrès extraordinaire de Bruxelles. 50 RI(UPSCE) 1980, Note à l'attention des membres du Bureau de l'UPSCE, projet de rapport d'activité, transmis par Dick Toornstra, janvier 1980.

21)- 50 RI(UPSCE) 1983-84, novembre 1983, Bureau, compte-rendu de la réunion du Bureau en septembre 1983.

22)- 50 RI(UPSCE) 1978-1979, Jacques Delors, 29 janvier 1979, note pour le Premier secrétaire ; François Mitterrand lui répond que Jospin, secrétaire national aux affaires internationales doit avoir sa place dans le colloque ; Conférence de Ludwighafen, 1er et 2 mars 1979 ; Conférence spécialisée de l'UPSCE, 28/29 mars 1979, discours de Jacques Delors, Italie.

23)- 50 RI(UPSCE) 1983-84, réunion du Bureau 3-4 février 1983. Voir aussi intervention d'Edgar Pisani devant le Bureau de l'Union, 3-4 février 1983.

24)- 50 RI(UPSCE) 1988-89, élections, Note à l'attention des membres du Bureau, projet de rapport sur la campagne électorale 1984 de l'UPSCE, novembre 1984.

25)- 50 RI(UPSCE) 1983-84, Réunion Bureau, 23 septembre 1983.

26)- 50 RI(UPSCE) 1983-84, compte-rendu de la réunion du Bureau, novembre 1983.

27)- 50 RI(UPSCE) 1983-84, programme des conférences internationales spécialisées.

28)- 50 RI(UPSCE) 1983-84, Ronald van den Bogaert, projet de CR de la réunion du GT l'Europe dans le monde (Montpellier le 7 septembre 1983), Bruxelles le 3 octobre 1983, d'après Cariglia, « le matin, Lionel Jospin a déclaré que l'élargissement est reporté *sine die*. Cette attitude nationaliste est inacceptable… ».

29)- 50 RI(UPSCE) 1983-84, Info-Union n° 2, mars 1983.

30)- 50 RI(UPSCE), Manifeste adopté par le XIIIe Congrès de l'UPSCE, Luxembourg, 9 mars 1984, 32 pages.

31)- 50 RI(UPSCE), XIIIe congrès, Luxembourg 8-9 mars 1984, CR manuscrit de la discussion au dîner des leaders, 25 mai 1984.

32)- 50 RI(UPSCE) 1988-89, élections, réunion des SG et des trésoriers des partis membres de l'Union, 14 octobre 1986.

33)- 50 RI(UPSCE) 1988-89, élections, Commission Paix, Défense et sécurité, 28 juin 1988.

34)- 50 RI(UPSCE) 1988-89, élections, commission Paix, Défense et sécurité, CR de la réunion du 9 décembre 1988.

35)- 50 RI(UPSCE) 1988-89, élections, Réunion de Bureau, Madrid, 10 janvier 1989.

36)- 50 RI(UPSCE) 1988-89, élections, commission Politique économique, projet de texte pour le chapitre « politique économique » du Manifeste, 18 octobre 1988.

37)- 50 RI(UPSCE) 1988-89, élections, Avant-projet de document sur l'Europe sociale dans le Manifeste, proposé par Mario Dido (à l'attention des partis membres de l'Union), sans date.

38)- 50 RI(UPSCE) 1988-89, élections, « Politique d'environnement : penser globalement – agir au niveau européen », 28 septembre 1988.

39)- 50 RI(UPSCE) 1988-89, élections, The Labour Party (Irland), Tony Brown à Denis Haughey, 26 janvier 1989, réunion de la commission Manifeste.

40)- 50 RI(UPSCE) 1988-89, élections Manifeste 89 : amendements du PS-F (J-P Karsenty), 19 janvier 1989.

41)- 50 RI(UPSCE) 1988-89, élections, Déclaration des leaders de l'UPSCE, 29 juin 1989.

42)- 50 RI(UPSCE) 1988-89, élections, note manuscrites de François de Lavergne à Gérard Fuchs, du 26 octobre [1989].

43)- 50 RI(UPSCE) 1988-89, élections, première réunion du GT « Renforcement de la coopération entre les partis de l'union », note de septembre 89 Mario Dido favorable à la création d'un parti socialiste européen.

44)- Gérard Fuchs, « Faire vivre le parti des socialistes européens, *Cahiers et Revue de l'Ours* », Dix ans après le projet Spinelli. Quel projet politique pour l'Europe ? », n° 3-4, nouvelle série. p. 57-59.

45)- 50 RI (PSE), élections 1994, projet de Manifeste, congrès PSE, 5 novembre 1993, 13 pages.

46)- *L'Europe contre le chômage*, déclaration des leaders du PSE sur l'initiative européenne pour l'Emploi, Bruxelles, 9 décembre 1993.

47)- 50 RI (PSE), élections 1994, « L'initiative européenne pour l'emploi », déclaration des leaders, Bruxelles (version révisée de la déclaration de Bruxelles de décembre 93), 19 mai 1994.

48)- 50 RI (PSE), élections 1994, CR du Bureau du PSE, 14 février, Bruxelles, Note de Roger Tropéano à Michel Rocard, 1er mars 1994.

49)- 50 RI (PSE) élections 1994, note de Jean-François Vallin à Gérard Fuchs, répartition des postes de responsabilité après les élections européennes, confidentiel. Non daté.

50)- (1 FP Archives Pierre Mauroy), Européennes 1994, Tony Robinson, Socialist Press office EP 22 june 1994.

51)- 1FP, PSE, 1999, Note de Michel Roseau à François Hollande, réunion de leaders

du PSE (29 et 30 janvier1999).

52)- 1FP, PSE, 1999, PS- F, secrétariat international, Sommet des leaders de Vienne 29 janvier 1999, débat sur le Manifeste., 26 janvier 1999.

53)- 1FP, PSE, 1999, 26 janvier 1999, Sommet des leaders de Vienne, 29/1/1999, débat sur la préparation de la campagne.

54)- 1FP, PSE, 1999, Network Europe, Pauline Green/Jan-Marinus Wiersma, « The core European message » (sans date).

Annexes

Tableau 1 - Présidence et secrétariat général du BLPSCE, de l'UPSCE et du PSE.

Présidents Bureau de Liaison		
des PS de la CE	1- Pierre Commin (SFIO)	1957
	2- Georges Brutelle, (SFIO)	
	3- E. Vermeer (PvdA)	
	4- Gérard Jaquet (SFIO)	1955
	5- Lucien Radoux (PS-B)	1966
SG	1- Fernand Georges	1957
Présidents UPSCE	1. Wilhelm Dröscher (SPD)	Avril 1974
	2. Robert Pontillon (PS-F)	Janvier 1979
	3. Joop Den Uyl (PvdA)	Mars 1980
	4. Vitor Constancio, (PS-P)	Mai 1987
	5. Guy Spitaels (PS-B)	Février 1989
SG UPSCE	1- Manfred Michel (SPD)	Avril 1974
	2- Dick Toornstra (PvdA)	Juillet 1977
	3- Mauro Giallombardo (PSI)	Novembre 1982
	4- Axel Hanisch (SPD)	Octobre 1989
Président PSE	1- Willy Claes (SP-B)	Novembre 1992
	2- Rudolf Scharping (SPD)	1994
SG PSE	1- Axel Hanisch	1992
	2- Ton Beurner	1995

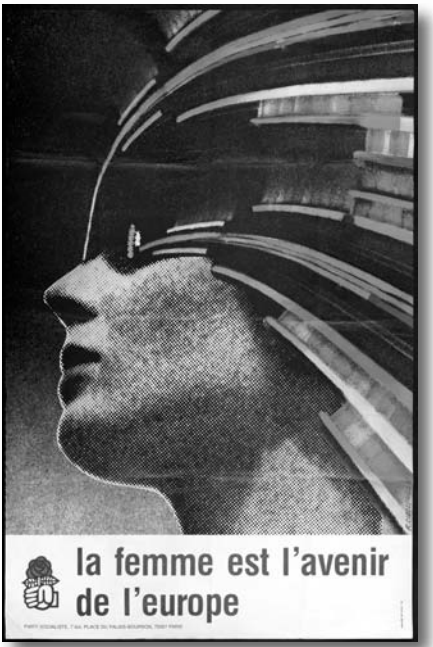
Tableau 2 - Composition de l'UPSCE et du PSE.

Partis membres de l'UPSCE puis du PSE	sigle	Date adhésion
1. Parti Socialiste (PS, Belgium),	PS-B	Janvier 1957
2. Socialistische Partij (SP, Belgium),	SP-B	
3. Parti Socialiste (PS, France),	PS-F	
4. Socialdemokratische Partei Deutschlands (SPD, Germany),	SPD	
5. Partito Socialista Democratico Italiano (PSDI, Italy),	PSI	
6. Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois/Lutzburger /Socialistesch Arbechterpartei (POSL/LSAP, Luxembourg),	POSL	
7. Partij van de Arbeid (PvdA, The Netherlands),	PvdA	
8. Partito Socialista Italiano (PSI, Italy)	PSI	Novembre 1966
9. Socialdemokratiet (SD, Denmark),	SD	Avril 1973
10. The Labour Party (LP, Ireland)	LP-Ireland	
11. The Labour Party (LP, Great Britain 3),	LP	Janvier 1976
12. Social Democratic and Labour Party (SDLP, N. Ireland)	SDLP-N-Ireland	
13. Partido Socialista (PS, Portugal),	PS-P	
14. Partido Socialista Obrero Espaiiol (PSOE, Spain)	PSOE	Janvier 1979
15. Panellinio Socialistiko Kinima (PA.SOK, Greece)	PASOK	Février 1989
16. Sozialdemokratische Partei Osterreichs (SPO, Austria)	SPO-A	Février 1990
17. Soumen Sosialidemokraattinen Poulue (SDP, Finland),	SDP-F	
18. Partito Democratico della Sinistra (DDS, Italy),	PDS	
19. Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti (SAP, Sweden)	SAP	Novembre 1992
20. Det Norske Arbeiderpartei (DNA, Norway)	DNA	Novembre 1993
Partis associés à l'UPSCE puis au PSE		
1. Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Parti Socialiste Suisse,	SPS-PSS	

2.	Althyduhusinu - Social Democratic Party (A, Iceland)	SDP-Island	Février 1990
3.	EDEK Socialist Party of Cyprus (EDEK, Cyprus)	EDEK	Novembre 1992
4.	Ceská strana sociálne demokratická (Czech Social Democratic Party) (Czech Republic),		Depuis 1993
5.	Rahvaerakond Mõõdukad (People's Party Moderates) (Estonia),		
6.	Magyar Szocialista Párt (Hungarian Social Democratic Party) (Hungary),		
7.	Latvijas Socialdemokratiska Strandnieku Partija (Social Democratic Labour Party of Latvia) (Latvia),		
8.	Lietuvos Socialdemokratu Partija (Social Democratic Party of Lithuania) (Lithuania),		
9.	Sojusz Lewicy Demokratycznej (Democratic Left Alliance) (Poland),		
10.	Unia Pracy (Union of Labour) (Poland),		
11.	Partidul Democrat (Democratic Party) (Romania),		
12.	Partidul Social Democrat Roman (Social Democratic Party) (Romania),		
13.	Socialnodemokraticka Strana Slovenska (Social Democratic Party of Slovakia) (Slovakia),		
14.	Strana Demoktratickej Lavice (Party of the Democratic Left) (Slovakia),		
15.	Zdruzena Lista Socialnih Demokratov (United Lift of Social Democrats) (Slovenia),		
16.	Cumhuriyet Halk Partisi (Republican People's Party) (Turkey)		
	Partis observateurs de l'UPSCE puis du PSE		
1.	Israel Labour Party (ILP, Israel),	ILP	
2.	Malta Labour Party (MLP, Malta),	MLP	Mars 1980
3.	Sosyaldemokrat Halkgi Parti (SHP, Turkey),	SHP	Février 1990
4.	United Workers Party of Israel (MADAM, Israel),	MADAM	
5.	Partito Socialista Sammarinese (PSS, San Marino)	PSS, San Marino	Novembre 1992

Tableau 3 - Congrès de l'UPSCE et du PSE.

BLPSCE	1er congrès, Luxembourg	25-26 janvier 1957
BLPSCE	2e congrès Luxembourg	3-4 juin 1957
BLPSCE	3e congrès, Strasbourg	18-19 septembre 1958
BLPSCE	4e congrès, Strasbourg	7-8 mai 1960
BLPSCE	5e congrès, Paris	5-6 novembre 1962
BLPSCE	6e congrès, Rome	17-18 septembre 1964
BLPSCE	7e congrès, Berlin	17-18 novembre 1966
BLPSCE	8e congrès, Bruxelles	28-30 juin 1971
BLPSCE	9e congrès, Bonn	26-27 avril 1973
UPSCE	Naissance de l'UPSCE	5 avril 1974
UPSCE	10e congrès, Bruxelles	10-12 janvier 1979
UPSCE	11e congrès extraordinaire, Luxembourg	3-4 mars 1980
UPSCE	12e congrès , Paris	12-13 novembre 1982
UPSCE	13e congrès, Luxembourg	8-9 mars 1984
UPSCE	14e congrès, Madrid	9-10 avril 1985
UPSCE	15e congrès Lisbonne -Cascais	4-5 mai 1987
UPSCE	16e congrès extraordinaire, Bruxelles	10 février 1989
UPSCE	17e congrès Berlin	8-9 février 1990
PSE	1er congrès La Haye	9-10 novembre 1992
PSE	Congrès extraordinaire , Bruxelles	5-6 novembre 1993
PSE	2e congrès, Barcelone	Mars 1995
PSE	3e congrès Malmö	Juin 1997
PSE	4e congrès, Milan	1er-2 mars 1999
PSE	5e congrès Berlin	7-8 mai 2001



PSF, 1979 - Affiche de Roman Cieslewicz.

PSF, 1979 - Affiche de Lagarrigue.

1985

Logo de l'UPSCE, 1979

PSOE, 1989

Des roses et des étoiles

L'Europe affichée par les socialistes lors des scrutins européens (1979-2004)

Dès les premières étapes de la construction européenne, les responsables politiques ont voulu lui associer des symboles forts pour donner chair à l'Europe et populariser ses institutions auprès des citoyens. L'Union a aujourd'hui un drapeau, un hymne, une fête, une devise, une monnaie. Les interminables discussions et hésitations qui ont marqué chacun de ces choix sont oubliées. L'histoire du drapeau européen est à cet égard exemplaire : adopté en 1955, après six ans de débats, par le Conseil de l'Europe, le drapeau – bleu avec douze étoiles jaunes à cinq pointes disposées comme les heures d'un

Frédéric Cépède
Historien, journaliste, secrétaire de rédaction des publications de l'Office universitaire de recherche socialiste (L'OURS).

“ Adopté en 1955, après six ans de débats, le drapeau – bleu avec douze étoiles jaunes à cinq pointes disposées comme les heures d'un cadran horaire – n'est devenu celui de toutes les institutions européennes qu'en 1985. ”

cadran horaire – n'est devenu celui de toutes les institutions européennes qu'en 1985. Comme l'écrit Carole Lager, « la difficulté de créer des symboles européens reflète la difficulté de “faire l'Europe”[1] ». L'Écu, longtemps future monnaie européenne, a disparu de nos mémoires, supplanté par l'Euro dont le succès si rapide, malgré des pronostics apocalyptiques, a surpris même les plus europhiles. Et combien d'Européens connaissent l'hymne de l'Europe, le jour de sa fête, sa devise[2] ?

Depuis 1979, avec la première élection du Parlement européen au suffrage universel, des conceptions mais aussi des visions de l'Europe sont entrées en compétition. L'Europe des partis se donne à voir et développe des thèmes particuliers. Quelle image les socialistes de l'Union véhiculent-ils aujourd'hui de l'Europe ? Une image largement positive. Et quelles images porteuses de valeurs lui associent-ils ? En 1993, la rose aux étoiles a été adoptée comme emblème du Parti des socialistes européens (PSE), et elle signe, depuis juin 1994, les affiches des socialistes pour les campagnes européennes. Durera-t-elle ce que vivent les roses ?

Cet article ne propose pas une confrontation de l'imagerie socialiste à celle de la droite en Europe, ni une analyse de toutes les affiches diffusées par les socialistes et sociaux-démocrates à l'occasion des cinq derniers scrutins européens. Son projet, plus limité, première étape d'un travail collectif à entreprendre, est d'observer les symboles et valeurs des socialistes européens déclinés en autant de logos, manifestes, slogans…, et essentiellement les affiches du Parti socialiste français, avec quelques incursions dans les partis sociaux-démocrates européens, en demandant à chaque étape ce qu'ils racontent de leur univers et de leur attachement à l'Europe. En posant ces quelques jalons graphiques, nous verrons apparaître la volonté de plus en plus forte des membres du PSE de s'ins-

crire dans un combat commun pour une Europe « socialiste » mais, également, la persistance d'une tentation de s'en tenir à une vision – instrumentalisation ? – « nationale » de l'Europe.

La rose aux étoiles : la lente émergence du symbole des socialistes européens

La politique est affaire de symbolique. La symbolique politique révèle et s'appuie sur d'« anciennes mémoires sédimentées par le temps et que les théories politiques transportent dans leurs cales[3] ». Les partis socialistes ont développé depuis la fin du XIXe siècle une fiche d'identité qui puise dans leurs fonds culturels nationaux mais emprunte aussi à leur vision internationaliste. Le rouge est autant leur couleur que leur drapeau ; *l'Internationale*, longtemps leur unique chant de ralliement, fait encore vibrer leurs aînés ; le soleil levant, les allégories de la République, le bras cassé poing tendu,… se retrouvent sur les affiches, les tracts, dans les manifestations en France, en Allemagne, en Belgique, en Italie, en Angleterre. Partout, les mêmes symboles, les mêmes images, les mêmes gestes sont repris et adaptés aux goûts locaux. Le mouvement socialiste européen peut s'étudier comme un véritable laboratoire de la propagande, de la communication politique[4], tant il a toujours accordé une extrême attention aux innovations en ce domaine, quand il n'en a pas été à l'origine. Les connivences picturales sont particulièrement fortes chez les socialistes de France et de Belgique, par exemple, et « ce qui marche » dans un pays est souvent repris dans l'autre. Cette « contagion des symboles[5] » et des images s'observe à travers l'itinéraire suivi par le poing brandi, arrivé d'Allemagne à la fin des années 1920 et qui s'impose ensuite à gauche ; de même, les trois flèches de Tchakhotine envahissent l'Europe à partir de 1932, comme dans les années 1970, le poing et la rose, inventé à Paris, joue à saute-frontières. Ce besoin de symbole n'est pas propre aux socialistes. Maurice Agulhon a montré à travers ses recherches sur Marianne[6] l'im-

“ Le mouvement socialiste européen peut s'étudier comme un véritable laboratoire de la propagande, de la communication politique. ”

portance de la symbolique politique pour transmettre Histoire et valeurs, affirmer une identité. Il a montré également que cette symbolique se construit et se renforce aussi dans les concurrences.

La dimension internationale est, depuis ses origines, consubstantielle au socialisme organisé. Les travailleurs n'ayant pas de patrie, le socialisme apportant la réponse à la question sociale et à l'exploitation des hommes par le système capitaliste, le combat dépasse le cadre national. Mais faire vivre cet internationalisme est plus difficile : de la Première à la Deuxième internationale, de l'IOS à l'IS, en passant par le COMISCO, malgré les échecs, les effondrements, les guerres, les socialistes reconstruisent systématiquement leur organisation internationale, pour ne pas perdre une part de leur identité. Partisan des États-Unis d'Europe, dans une version socialiste, dès le Mouvement européen créé au congrès de La Haye en 1948, ils font vivre parallèlement un Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe (MSEUE). Dès la mise en place des premières structures de l'Europe, les socialistes se regroupent dans un « groupe socialiste des pays membres ». En 1957 se met en place un Bureau de liaison des partis socialistes de la CEE. Il devient, le 5 avril 1974, au lendemain de l'élargissement à la Grande-Bretagne et au Danemark, l'Union des Partis socialiste de la CE (UPSCE). Instances de confrontation, de débats, groupe de pression, elles n'ont pas d'emprises sur les partis nationaux, mais elles légitiment l'action des socialistes[7].

Dans les années 1950, le MSEUE comme le mouvement européen, adopte le drapeau blanc avec la lettre E en vert comme emblème. Ce drapeau – dont le E était rouge à l'origine –, connaît un grand succès parmi les militants européens, mais il demeure en tout cas peu visible et, par exemple, n'est jamais repris par la SFIO. L'UPSCE aura plusieurs signes de reconnaissance : en 1979, son manifeste, comme ses dépliants de propagande reprennent une signalétique composée de neuf flèches blanches (les neuf pays de la Communauté) sur fond rouge, dessinant une seule pointe diri-

gée vers le ciel, dans un mouvement ascendant vers la droite : le dynamisme de ce logo est évident, il rappelle les flèches de l'entre-deux-guerres… Mais, s'il sert de fond de tribune lors de quelques manifestations européennes, il n'est pas adopté par les partis nationaux qui, nous y reviendrons, développent chacun leurs propres thèmes et images de campagne. Pour les élections suivantes, en 1984, l'Union, qui cherche à se faire mieux connaître, mène une série de colloques, adopte un nouveau manifeste, édite une brochure de présentation générale, et des dépliants de propagande diffusés en six langues[8]. Elle reprend sur tous ces documents un nouveau logo, un S majuscule, qui se prolonge en haut en bas, par un E : une façon de placer le socialisme au cœur de l'Europe, dans une typographie une nouvelle fois dynamique : mais ce logo ne déborde pas le cadre de cette Union, qui peine à se faire reconnaître.

Quelques mois après que les différentes instances européennes se soient regroupées sous le même drapeau et les mêmes symboles, le groupe socialiste au Parlement européen adopte en 1988 un nouvel emblème, « l'homme aux étoiles », qu'il présente ainsi :

« *Les douze étoiles de l'Europe, disposées en forme de silhouette humaine, symbolisent la collaboration des citoyens de l'Europe des Partis et des gouvernements, des sociétés et des Etats, au sien de la Communauté européenne. Douze étoiles en forme de silhouette humaine signifient que la réalisation de la Communauté européenne a pour objectif majeur l'homme lui-même, dans une société pacifique et démocratique, une communauté fondée sur l'idée de la solidarité. Elles symbolisent le dynamisme passé de l'unification européenne et son ouverture à des développements futurs*[9] ».

Il s'agit pour cette structure peu médiatique de sortir de l'anonymat. Relevons aussi qu'elle s'adresse à des citoyens plus formés politiquement et plus à même de comprendre l'importance de cette recherche symbolique et, surtout, d'apprécier le message contenu dans ce symbole. Dans les brochures qu'il édite, le GSPE est

remplacé par son sigle, présent à chaque page ; il est metaphorisé par « l'homme aux étoiles ». Comme l'explicite Olivier Delor, « *c'est l'Europe qui devient sujet, une Europe socialiste et morcelée mais unique*[10] ». Ce logo incorpore autant d'éléments de l'histoire européenne (les douze étoiles) que de l'histoire socialiste (le rouge). L'image structure l'identité du sujet, et la nécessité ressentie par les GSPE d'expliciter le symbole retenu confirme *a contrario* la difficulté pour les socialistes de se forger une image commune. En effet, dans le même temps, l'UPSCE continue à utiliser son « S », ces deux logos ornant la Une d'*Agenda*, le mensuel qu'à partir de février 1990 elle coédite avec le GSPE. Mais il est absent des affiches du Parti socialiste français pour les européennes de 1989, qui opte, nous le verrons, pour une « européisation » de son symbole. Le parti du travail néerlandais (PvdA) est le seul parti socialiste à combiner à l'occasion de ces élections, son sigle national (le poing et la rose) avec le logo du GSPE[11].

Après la reconnaissance dans le traité de Maastricht des partis européens, au cours de leur congrès de La Haye, le 9 novembre 1992, les partis socialistes de l'Union se constituent en Parti des socialistes européens (PSE). Ce changement, qui n'est pas seulement un nouvel habit pour le même type d'organisation, traduit l'intégration plus grande des socialistes. En effet, le PSE entend être un véritable parti[12], la campagne pour les prochaines élections européennes de 1994 devant se faire sur les thèmes qu'il aura élaborés. Ce changement de sigle s'accompagne d'un changement de logo, avec l'adoption de « la Rose aux étoiles », que Jean-Pierre Cot, le président du groupe du PSE, présente aux lecteurs d'*Agenda*[13]:

« *Les socialistes européens partiront sous un nouvel étendard au combat des élections européennes de 1994 : la Rose aux Étoiles. Ainsi en a décidé le PSE en adop-*

“ En 1992, le PSE entend être un véritable parti, la campagne pour les prochaines élections européennes (en 1994) devant se faire sur les thèmes qu'il aura élaborés. Ce changement de sigle s'accompagne d'un changement de logo, avec l'adoption de « la Rose aux étoiles » ”

tant un logo clairement identifié avec notre combat : celui des socialistes (la rose) pour l'Europe (les étoiles). Le groupe parlementaire, conformément à sa décision antérieure de jouer la synergie avec le parti européen, a repris à son compte l'appellation "parti des socialistes européens" et le symbole de la rose aux étoiles. Faisons un salut amical d'adieu à notre bonhomme étoilé. Nous nous y étions habitués et avions pour lui une certaine tendresse. Mais il faut bien avouer que nous étions les seuls. L'opinion publique européenne ne savait pas ce que représentait ce curieux personnage, qui aurait pu aussi bien être la sympathique mascotte d'un événement sportif. En revanche le symbolisme de la rose aux étoiles est immédiatement compréhensible ».

" Les meilleures créations de marketing politique, même soutenues par une démarche idéologique, ne prennent que si elles rencontrent l'adhésion de leur public. "

L'adieu à l'homme aux étoiles est peu diplomatique pour un symbole de fait aussi jeune, mais il exprime aussi toute la difficulté à faire vivre des images : l'aveu de Jean-Pierre Cot prouve que ce logo n'a pas été bien compris : les meilleures créations de marketing politique, même soutenues par une démarche idéologique, ne prennent que si elles rencontrent l'adhésion de leur public. Il y a loin du logo au symbole.

Avec la Rose aux étoiles, les socialistes européens tiennent une image plus facile à expliquer, qui reprend des composantes élémentaires de la symbolique européenne et socialiste. Dès la campagne européenne de 1994, elle est popularisée sur les affiches des partis nationaux. Les partis socialistes italiens l'ont inscrite dans leur nouveau symbole, les socialistes français l'utilisent pour leur campagne européenne, mais cet emblème n'a pas submergé les partis socialistes et sociaux démocrates européens. Les logos qu'ils utilisent en 2004 font apparaître un effacement quasi général du poing (qui ne subsiste qu'au Portugal, dans le logo le poing et la rose en France et en Espagne, de façon quasi subliminale aux Pays-Bas) et un retrait de la rose par rapport au début des années 1990

(sauf dans les partis sociaux-démocrates du Nord de l'Europe). La tendance est aux carrés (SPD, PSOE, New Labour, SPÖ…) et rectangles rouges (PS Belge), avec nom du parti en lettres blanches[14].

L'Europe des socialistes en images : regard sur les cinq campagnes européennes des socialistes français

L'aventure brièvement racontée de la lente émergence de l'emblème des socialistes européens est inséparable de l'histoire des partis socialistes européens, de leurs succès électoraux comme de leurs revers, tant pour les scrutins nationaux qu'européens. Les calendriers électoraux des uns ne sont pas ceux des autres : mais les dynamiques de succès peuvent peser d'un pays à l'autre (quid de « l'effet Zapatero » en France au printemps 2004 ?). Elle doit se lire en parallèle avec les histoires électorales nationales et européennes, dans un télescopage des images et parfois des décalages temporels qui n'en rendent pas l'exposé aisé.

1979-1992 : une Europe socialiste en panne d'images

De la première élection de 1979 jusqu'au référendum de 1992, les affiches et logos offrent la traduction de cette progressive structuration de l'Europe des socialistes, le Parti des socialistes européens incarnant finalement cette volonté de définir un langage, un programme, une ambition. Les affiches retenues par les socialistes sont un condensé visuel de leur message, elles synthétisent une pensée, chacune est l'expression de l'idée que le parti se fait de lui-même et de ce qu'il veut transmettre au public. Elles s'adressent plus aux électeurs de gauche, et, dans chacun des pays mobilisent les codes habituels des campagnes nationales, des symboles et thèmes structurants des sociaux-démocrates et des socialistes. Sans entrer dans une mesure de l'impact que ces campagnes ont eu sur les électeurs – à supposer qu'une bonne affiche, un bon visuel, puissent faire gagner ou perdre une élection –, et sur leur

participation au scrutin – en recul tout au long de la période dans l'ensemble de l'Europe – dans la popularisation d'une Europe socialiste, force est de constater, que les images diffusées en France, lors des trois premiers scrutins (1979, 1984, 1989) se répondent d'une élection à l'autre : visage de femme, d'enfants, de jeunes, du candidat qui prend des enfants par la main (ou prend en charge leur destin) pour les entraîner vers l'avenir. Campagnes pédagogiques, elles représentent peu le continent européen, elles mobilisent des valeurs communes aux socialistes européens mais dans des esthétiques qui rapidement répondent à des impératifs nationaux de communication politique. Et, slogans mis à part, elles ne sont pas différentes de celles que le PS français aurait pu diffuser à l'occasion d'une campagne strictement nationale.

" Le sous-entendu du message – Faite l'Europe avec…– nous indique que, pour les socialistes français, l'Europe, comme la France, est une femme. Cette idée se retrouve, sous une forme ou une autre, dans toutes les campagnes menées par le Parti socialiste. "

En 1979, la liste conduite par François Mitterrand s'adresse aux électeurs : « Pour la France, faites l'Europe avec les socialistes ». Dans ce message, qu'accompagne un portrait du premier secrétaire du Parti socialiste (en fait, il s'agit de la même photographie que celle utilisée dans la campagne d'image, « Le socialisme, une idée qui fait son chemin », dirigée par Jacques Séguéla en 1976, mais avec en fond une ferme, au lieu d'un bord de mer), l'intérêt de la France passe avant celui de l'Europe, ce sont les bénéfices attendus pour notre pays qui sont mis en avant en faveur du choix européen. Le sous-entendu du message (Faites l'Europe avec…) veut montrer un parti libéré, mais il nous indique également que, pour les socialistes français, l'Europe, comme la France, est une femme. Cette idée se retrouve, sous une forme ou une autre, dans toutes les campagnes menées par le Parti socialiste. Sans grande imagination, elles mobilisent un univers et des mythes liés à notre République. L'Europe, pour la France, c'est la PAC (politique agricole commune), et dans la pré-campagne qui démarre en janvier, un paysan, béret sur le crâne, vend à la fois « chan-

ger l'Europe, Vivre au pays ». Il faut ramener l'Europe au quotidien des Français, de ce qu'ils connaissent. Il s'agit moins de faire connaître le nouvel horizon européen que de rassurer les Français sur la capacité des socialistes à faire profiter la France de l'Europe.

Pour cette première campagne, les socialistes cherchent à séduire les électeurs en faisant appel à des graphistes qui composent des affiches très originales. Si le paysan dont le visage apparaît d'une nature souriante, riche, ensoleillée et domestiquée, est bien dans l'esprit des bandes dessinées des années 1970, les photomontages de Kiki Picasso et de Roman Cieslewicz nous plongent directement dans l'univers de l'art contemporain. Le premier, pour annoncer la fête, « le printemps de l'Europe » retravaille avec des aplats de couleurs une série de photographies d'une mère souriante aidant son enfant à construire – avec succès – une maison avec des cubes. Le second « *s'empare d'une photo noir et blanc de format 10 x 12 représentant une rame de métro circulant dans un tunnel… il retourne l'image, l'agrandit, met de la couleur… il lui ajoute, pris dans d'autres clichés noir et blanc; ici, le menton d'une femme, là le nez et la bouche d'une autre*[15]… ». Profil calme de femme-lumière dont la chevelure-casque s'enflamme dans une gerbe d'étincelles qui font apparaître, brossés au pinceau, les drapeaux des pays de la communauté : « la femme est l'avenir de l'Europe », cette proclamation graphique a l'évidence des idées simples. Dans les deux compositions de ces artistes, seul le poing et la rose renseigne sur l'identité de l'émetteur. C'est bien l'Europe et le Parti socialiste français qui sont promus, pas l'Europe socialiste qui n'existe pas symboliquement.

Par contre, titrée « Pour un printemps européen », l'affiche de l'illustrateur Lagarrigue nous plonge au cœur d'une approche symbolique de l'Europe des socialistes : d'une carte d'une Europe sans frontières, allant du Maghreb à la Scandinavie, de la pointe du Portugal aux confins de l'Europe de l'Est, neuf roses rouges aux

longues tiges ont poussé au centre de chacun des Etats membres de la Communauté. La dominante bleu blanc rouge nous ramène à une lecture nationale de l'Europe, mais la présence de la rose participe à l'affirmation d'une identité socialiste française, qu'ils étendent à l'Europe des socialistes : mais cette affiche était-elle compréhensible par des socialistes allemands ? Une autre affiche, simplement titrée « 10 juin 79. Élections européennes », nous montre un photo-montage d'un enfant regardant vers la gauche, avec un bouquet de roses derrière lui. Pour cette première campagne, les socialistes français innovent, multiplient les images, s'inscrivent dans l'univers graphique de leur temps, et imposent leur propre symbolique : à aucun moment, ils n'utilisent le logo de l'UPSCE, et leurs partenaires, hormis ceux qui ont adopté le même emblème, ne s'alignent pas sur leur code graphique.

Pour les élections de 1984, l'invention graphique n'est plus au rendez-vous. La liste conduite par Lionel Jospin, exercice du pouvoir et chantiers européens obligent, développe une thématique inverse : c'est la France, dirigée par les socialistes, qui est devenue le moteur de l'Europe, qui lui offre une « chance », maître mot de la campagne. L'affichage commercial sur des panneaux de 4 m x 3 m s'appuie sur un *teasing*, en deux temps : à la première affiche « 17 juin 1984. Jour de chance pour l'Europe », où seul le poing et la rose indique la provenance du message, répond quelques jours plus tard, une deuxième affiche « Donnons lui l'Europe. 17 juin 1984. Jospin ». À la première image, une petite fille blonde en salopette, sur fond bleu ciel, souriante, de face, jouant avec des cubes dont les faces reproduisent les drapeaux européens, succède la même petite fille, se tournant en souriant vers la tête de liste socialiste qui lui montre l'autre face des cubes où figurent le drapeau de l'Europe, et les lettres E, U, R… pour composer le mot Europe. Pas de symbole européen socialiste, les références sont toujours à l'Europe en général, et au Parti socialiste français en particulier. Est-ce un clin d'œil à l'affiche imaginée par Kiki Picasso cinq ans plus tôt, ou une coïncidence ? L'image est beaucoup plus pauvre

et il suffirait de remplacer sur les cubes les drapeaux par des images des régions, ou de chantiers divers, pour l'adapter à un autre scrutin. Les affiches militantes, signées du logo du Parti socialiste et du message « 18 juin 1984. Jospin », les tracts et dépliants, utilisent une photographie de Lionel Jospin en couleur (prise le même jour, ou habillé de la même façon), ou mettent en page des slogans (« La volonté de la France, une chance pour l'Europe » ; « chaque voix pour Jospin est une chance pour l'Europe »). Sous le titre, « 21 chances pour l'Europe », une mosaïque expose les portraits des vingt et une candidates socialistes de la liste. Élection à la proportionnelle, elle est l'occasion d'une promotion pour les femmes. Elle offre la possibilité au Parti socialiste de féminiser son personnel politique à moindre risque, de répondre à une attente de l'électorat, en vue de bénéfices électoraux. Avant l'adoption du principe de la parité, cette féminisation ira en s'accentuant, jusqu'à la liste un homme, une femme (surnommée liste « chabadabada ») conduite par Michel Rocard en 1994.

Pour les élections suivantes, les socialistes européens peuvent s'appuyer sur le manifeste de l'UPSCE, adopté par le XIVe congrès (Bruxelles, 10 février 1989), « Pour une Europe unie, prospère et solidaire ». Avant même la désignation de Laurent Fabius comme tête de liste, Pierre Mauroy, premier secrétaire, et Anne-Catherine Franck, chargée de la communication, ont fait appel à l'agence RACG qui axe la campagne sur les valeurs socialistes autour du message général « Vers une nouvelle terre[16] ». Les affiches, signées du logo du Parti socialiste inscrit dans le cercle des étoiles européennes, dans un triangle bleu, sont déclinées sur le mode d'un triptyque. La première, « Vers une nouvelle terre de paix », est illustrée par une photographie du geste de François Mitterrand et Helmut Kohl se tenant par la main lors des cérémonies à Verdun du 70e anniversaire de l'Armistice. Les affiches annonçant « …la terre de justice » et « …la terre de progrès » proposent des photographies en couleur, la première, d'une femme de face nourrissant à ses seins deux enfants, allusion transparente à notre Marianne,

la seconde, de deux écoliers, garçon et fille, cartable au dos, se tenant par la main, se retournant vers le lecteur, en route vers l'avenir. Ces trois affiches nous racontent une histoire qui est à la fois nationale, européenne, et universelle, une histoire de vie, de naissance et de mort. Images d'homme, de femme et mère, d'enfants, des « grands parents », tous les âges de la vie sont représentés. Belle campagne, mais qui ne « démarque » toujours pas l'Europe des socialistes de celle de ses concurrents. Joseph Daniel, responsable de la campagne de Laurent Fabius, le regrettait[17] ; mais elles ne sont qu'un élément dans un dispositif de communication du Parti socialiste, pour cette troisième campagne, qui souhaitait éviter le « ringardisme », le recours à des images trop datées. Elle s'inscrit aussi, sans grande originalité, dans la filiation des campagnes plus anciennes. Les enfants, déjà présents en 1979 et 1984. L'allégorie de la République – également en écho de l'affiche de Cieslewicz en 1979 ? – : l'Europe serait toujours une femme, comme la France. Après le message « 18 juin élections européennes », apparaît le visage de la tête de liste socialiste : « Laurent Fabius 18 juin ». François Mitterrand, Président de la République, Michel Rocard, Premier ministre, Jacques Delors à la tête de la Commission européenne, la campagne des socialistes français est dans sa dernière phase quasi institutionnelle, avec la photo d'un homme d'État, jeune, souriant, avec le drapeau de l'Europe qui flotte derrière lui. Animant une campagne « euro-pédagogique », le Parti socialiste édite une cassette vidéo, habillée de bleu, réalisée par le secteur formation : « Le Parti socialiste : quelle Europe ? ». Composée d'une succession de phrases tirées d'interviews de responsables européens, s'exprimant tous en Français, et d'extraits de meetings, son message, s'il s'inscrit dans une vision solidaire de l'Europe, peine à donner vie et chair à une Europe socialiste.

Olivier Delor, dans son étude sur la doctrine du groupe socialiste au Parlement européen[18], a confronté les affiches des socialistes européens pour ce scrutin et en définit trois types : archaïque « *sans recherche particulière d'originalité…, mettent en valeur les*

leaders nationaux bien connus » (Pasok, PS portugais et italiens, Parti travailliste irlandais) ; de transfert, dans lesquelles « *le message politique est transféré dans l'image, quitte à y perdre une partie de son importance. L'impact de l'image a tendance à s'effacer derrière le message publicitaire* » (PS français, et PvdA) ; esthétique où « *le message politique, soutenu par la beauté de l'image, y retrouve sa vigueur. Un avenir meilleur y est toujours induit, mais il se fonde cette fois sur la quotidienneté des problèmes de l'électeur* » et non sur les valeurs traditionnelles de la gauche et sur son seul message (PS belge, SPD et Parti social-démocrate danois). Ces dernières visent à parler de politique à partir de cas concrets et quotidiens. Aucune ne s'éloigne du programme du Groupe, mais aucune non plus n'en propose une interprétation directe, les logiques nationales l'emportant une nouvelle fois sur la définition d'une communication commune. Dans l'imagerie développée, les affiches socialistes belges pourraient être celles du PS français : les slogans – « Sans les socialistes, l'Europe risque de ne pas être rose pour tout le monde » ; « Au Parti socialiste, on n'a pas attendu la mode pour découvrir que la nature existait » –, le rouge (les lèvres de la jolie jeune femme de la première affiche, la rose rouge sans épine tenue par une main dans la seconde), le logo identique, prêtent même à confusion. Dans les quinze affiches et posters du SPD, la moitié diffuse de belles photographies en couleur de paysages de forêt, montagne, campagne, mer, d'arbres, un gros plan sur un poisson dans une rivière, un monde mis en boîte de conserve ; menacés par la pollution… autant d'images qui pourraient servir à une campagne sur l'environnement. Le SPD, dans l'Europe – nous répètent de longs messages – assurera une politique de protection de la nature. Des visages de jeunes, garçons et filles, une photographie de Nelson Mandela pour rappeler le combat contre le racisme, l'Europe du SPD est une Europe bien peu partisane, et ne se distingue en rien de celle qu'imaginent les écologistes, qui viennent de faire leur irruption sur la scène politique allemande. Ceci explique cela.

En 1989, rappelons-le, le Parti du travail néerlandais (PvdA) est le seul parti socialiste à combiner à l'occasion de ces élections, son sigle national (le poing et la rose) avec le logo du GSPE. Le PS français européïse son logo en l'inscrivant dans un triangle bleu (couleur de l'Europe) et au cœur de douze étoiles jaunes : c'est le Parti socialiste français qui est au centre de l'Europe. L'élection européenne est toujours vécue par les responsables politiques comme un tremplin pour les carrières nationales. Et l'on relève dans les messages une difficulté aussi bien graphique que politique à faire émerger la différence entre Europe de gauche et de droite, comme de donner corps à cette différence dans le soutien à la construction européenne. La profusion des images, des symboles, leur inscription dans des enjeux nationaux diluent la spécificité d'une Europe socialiste.

À l'occasion de la campagne pour le « Oui » au traité de Maastricht, le choix des thèmes de la campagne et les trois visuels utilisés sont en rupture totale avec les choix très consensuels des campagnes précédentes. Les caricatures proposées vont au-delà de la caricature, et brouillent le message socialiste derrière un humour et des clins d'œil qui provoquent un léger malaise. Conçu pour frapper les esprits, l'appel au « Oui » n'est exprimé que de façon négative, et mobilise un vieux fonds « gaulois » étonnant pour une campagne d'adhésion à l'Europe. Les stéréotypes[19] sur lesquels jouent ces images renvoient également à l'histoire de la gauche avec le gros capitaliste au cigare entre les dents, avec le militaire qui rappelle l'engagement pacifiste, avec le superman en incarnation du mal américain. C'est encore une fois, une campagne qui ne met pas en valeur l'Europe des socialistes.

1993-2004 : vers un combat droite-gauche à l'échelle européenne ?

Sur fond de cohabitation et de retour des socialistes français dans l'opposition après une très lourde défaite aux législatives de 1993, le quatrième scrutin européen s'inscrit dans un paysage

politique et européen très différent. En France, les nouvelles lois sur le financement de la vie politique et des campagnes électorales limitent les possibilités, et une certaine lassitude face aux débauches d'images des années 1980-1992 pousse à plus de simplicité dans les choix. La défaite réduit aussi le budget que les socialistes peuvent consacrer aux campagnes (le PS dans sa communication contre le gouvernement Balladur en 1993 a recours à des affiches-textes réalisées en interne). L'Europe socialiste a désormais un parti, un logo, un message exprimé dans le manifeste adopté par le congrès de Bruxelles du PSE qui consacre le caractère transnational de leur action : les socialistes européens s'affichent comme les plus européens des européens. Il intervient donc dans un profond renouvellement des codes graphiques en Europe… et en France. Le poing et la rose – trop connoté Parti d'Épinay – a été retiré en janvier 1994 de la une de l'hebdomadaire socialiste français *Vendredi* à la demande du nouveau premier secrétaire Michel Rocard, qui, depuis les États généraux lancés en juin 1993, entend donner une nouvelle impulsion au Parti socialiste et imposer d'autres symboles : un soleil jaune, porteur d'avenir, comme aux premiers temps du mouvement ouvrier (soleil déjà présent lors de la campagne menée par le gouvernement Rocard pour le « Oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie) est affiché. Michel Rocard impose la parité homme-femme sur la liste qu'il conduit sous l'intitulé « Ensemble, Europe solidaire », reprend le slogan du PSE « L'Europe oui mais solidaire » (en inscrivant un soleil jaune dans le « O » de solidaire), signe les affiches, les tracts et les professions de foi de la Rose aux étoiles. Le groupe du PSE édite une affiche en couleur, tableau de multiples visages d'européens, hommes, femmes, enfants, avec des personnages historiques. Un clip vidéo de 60 secondes est réalisé par le PSE (il est diffusé pendant la campagne officielle à la télévision[20]) : dans sa version française, dans un découpage trépidant, s'appuyant sur un rythme de basse jazz-funk, il commence par exposer une galerie de portraits des grands acteurs de la gauche européenne, se succédant dans une grille composée d'une cinquantaine de cases délimitées par l'espace de l'écran. D'un seul coup, dans un écran divisé

alors en six ou huit cases, une sorte de respiration donne à voir des photos de foules en action : des gravures du XIXe siècle, aux photos en noir et blanc puis couleur, poings tendus, femmes et hommes, puis la rose au poing, et au milieu de cette série de gestes politiques, les bras levés d'un sportif, en l'occurrence le gardien de but de l'équipe de football d'Allemagne, de dos, reconnaissable à son maillot, avant de revenir à des portraits d'européens et d'européennes. Le clip-vidéo se terminant avec un plan fixe sur l'affiche, portrait en couleur, de la tête de liste socialiste, ici Michel Rocard, avec le slogan : « L'Europe oui, mais solidaire ». À l'échelon européen, sans l'ombre d'un doute, le mouvement socialiste est identifié dans l'histoire du XXe siècle par deux gestes : le poing fermé levé, la rose tenue dans le poing droit, et la rose est devenu leur emblème. Mais une étude d'une autre ampleur que celle que nous menons ici devrait vérifier la façon dont les autres membres du PSE s'approprient – à cette occasion – ce message.

Le PS diffuse, dans le premier temps de la campagne, le même slogan et le même principe graphique avec des visages de Françaises et de Français, puis il ajoute d'autres propositions – « Avec la gauche, réinventons l'espoir », « Pour la gauche, pour l'Europe » –, et compose des affiches dans différentes variantes. Une avec simplement les douze premiers candidats les plus médiatiques, une autre avec les visages des quatre-vingt-un candidat(e)s socialistes, et, enfin, Michel Rocard seul. Identifier désormais la gauche au seul PS entérine l'inversion du rapport de force en faveur des socialistes, seule véritable force d'opposition à la droite libérale, nationale et européenne. Ce face à face gauche-droite à l'échelle de l'Europe – qui s'exprime désormais avec clarté – fixe l'horizon commun des sociaux-démocrates. En 1994, le PS, dans le sillage du PSE, mène une campagne nationale et européenne, en inscrivant sa communication politique dans cette dynamique. Mais le succès électoral n'est pas au rendez-vous. Cette vision et ce message européens ont à la fois du mal à passer dans les médias de chaque pays de l'Union qui se contentent bien souvent d'une lecture nationale

des enjeux, mais également chez les socialistes, qui, passée la compétition électorale, se désintéressent des débats européens[21].

Du point du vue de la synergie entre le message du PSE et celui des partis membres, les dernières élections se sont déroulées dans la continuité. En 1999, le PSE publie, lors de son congrès à Milan, un Manifeste « La nouvelle Europe », placé sous le signe de la rose des socialistes européens, une rose stylisée dont les pétales sont ouverts et la tige sans épine. Une rose épanouie, promesse de bonheur : l'affiche du congrès du PSE est une interprétation de son logo, les étoiles ayant été laissées de côté, la rose socialiste symbolisant à elle seule la gauche européenne. « Construisons notre Europe », le slogan de la liste conduite par le premier secrétaire du Parti français, François Hollande, alors que Lionel Jospin est devenu Premier ministre deux ans plus tôt. L'image de la Rose aux étoiles s'est imposée, et celle d'une Europe rose, jeune et moderne, avec Tony Blair et Gerhard Schröder, s'affiche lors d'une grande manifestation qui réunit tous les grands leaders socialistes européens au Palais des Sports à Paris. Une cassette vidéo est immédiatement réalisée pour immortaliser l'événement[22].

Ce qui n'empêche pas chaque parti national de développer ses propres images et de reprendre ou non le symbole européen. Si le Parti socialiste français fait figure de bon élève du PSE, les campagnes du SPD restent ancrées dans une problématique allemande. En 1999, dans un contexte de campagne fortement dominée par des débats de politique internationale (situation de guerre au Kosovo) et intérieure (progression, surtout dans les länder de l'Est, du chômage), la thématique européenne n'a jamais réellement été au centre des débats électoraux du moment[23]. En 2004, les affiches de la pré-campagne ne reprennent pas le logo du PSE, mais inventent un logo « SPD européen », en associant les douze étoiles au carré rouge social-démocrate, dans une thématique qui renvoie aux enjeux de la politique intérieure allemande (si une affiche évoque l'Europe sociale, rien sur les institutions, l'élargissement, la souveraineté, l'Euro…). Et les affiches

que l'on trouve sur le site du groupe du PSE ne sont pas visibles… ailleurs. En tout état de cause, il faut attendre le début de la campagne de 2004 pour apprécier la nature des évolutions. En attendant, la rose n'a pas séduit tous les socialistes européens.

"Les citoyens européens adhèrent-ils à une identité européenne commune ? Depuis le passage à l'Euro en janvier 2002, le sentiment d'appartenance à l'Union est clairement renforcé par un élément matériel qui donne une réalité quotidienne à l'Europe. "

La politique est – surtout ? – une affaire de symboles. Les citoyens européens adhèrent-ils à une identité européenne commune ? Depuis le passage à l'Euro en janvier 2002, le sentiment d'appartenance à l'Union est clairement renforcé par un élément matériel qui donne une réalité quotidienne à l'Europe. En 2003, les manifestations contre la guerre en Irak, dans les grandes capitales européennes, ont parfois été interprétées comme un signe de la naissance d'une opinion publique européenne. Cela va-t-il se traduire par une participation massive des citoyens européens à l'élection de juin 2004 ? Rien n'est moins sûr, le dernier scrutin ayant mobilisé à peine la moitié de l'électorat.

Les socialistes européens ont depuis dix ans un parti, un programme, des valeurs, un symbole, une stratégie ; mais les « doctrines » qu'ils expriment et les politiques qu'ils appliquent ou annoncent sont parfois contradictoires – en témoigne l'irruption du Manifeste Blair-Schröder dans la campagne de 1999, ou les positions sur la guerre en Irak. Ont-ils également un adversaire clair dans un scrutin qui attire une multitude de listes ? L'électeur perçoit-il, comme voudrait les en convaincre le PSE, une gauche et une droite européennes ? Leurs stratégies comme leurs signes identitaires entrent aussi en concurrence avec des logiques partisanes toujours prégnantes. Les militants socialistes européens se reconnaissent-ils dans le message et les images du PSE, qui demeure une fédération de partis en quête de reconnaissance même à l'intérieur de chacune de ses composantes ? Cette rapide exploration de l'univers symbolique des socialistes – qui laisse bien des aspects

inexplorés, et autant de pistes à confirmer – permet d'observer l'importance à la fois des mouvements centrifuges pour une intégration des socialistes, mais aussi la rapidité avec laquelle des symboles peuvent apparaître et disparaître. Mais surtout la difficulté de tenir un langage commun, et l'impossibilité actuelle de lui trouver une traduction symbolique visible. ❋

Sauf précision, les ouvrages cités ici sont publiés à Paris.

1)- Carole Lager, *L'Europe en quête de ses symboles*, Berne, Euroclio, Peter Lang, 1995, 129 p.

2)- Le prélude du dernier mouvement de la Neuvième symphonie (ré mineur op. 125) de Beethoven composé en 1822 fut choisi en janvier 1972 par le Conseil de l'Europe, et devient l'hymne officiel de l'Union en 1985. C'est une mise en musique de « l'hymne à la joie » écrit en 1785 par le poète Friedrich Von Schiller qui exprime les idéaux de fraternité, de liberté, de paix et de solidarité. L'Europe est fêtée le 9 mai, pour commémorer son discours sur l'intégration européenne afin d'assurer paix et prospérité dans l'Europe de l'après-guerre. La devise de l'Europe est : « Unie dans la diversité ».

3)- Lucien Sfez, *La Symbolique politique*, Puf, Que sais-je ?, 1988, pp. 6-16.

4)- Fabrice d'Almeida, *Images et propagande*, XXe siècle, Florence, Casterman-Giunti, 1995, 190 p.

5)- Nous reprenons cette expression au titre d'un article de Philippe Burrin, « Poings levés et bras tendus. La contagion des symboles au temps du Front populaire », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°11, juillet-septembre 1986, p. 5-20.

6)- Maurice Agulhon, *Marianne au combat*, Flammarion, 1979 ; *Marianne au pouvoir, l'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Flammarion, 1989 ; *Les Métamorphoses de Marianne - l'imagerie et la symbolique républicaines de 1914 à nos jours*, Flammarion, 2001.

7)- Guillaume Devin, *L'Internationale socialiste*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993, 493 p.

8)- Guillaume Devin et Paul Guyonnet, « L'Union des partis socialistes de la Communauté européenne et les élections européennes de 1984 », intervention au colloque de l'université de Hull, IPIE, 1985.

9)- *L'Europe au quotidien, construire ensemble notre avenir*, Bruxelles, Groupe socia-

liste au Parlement européen, septembre 1988, p. 4.

10)- Olivier Delor, « La doctrine du GSPE (Groupe socialiste du parlement européen) dans la crise idéologique de la fin du XXe siècle », mémoire de DEA de politique comparée, université de Paris 1.

11)- Olivier Delor, op. cit., p. 123.

12)- Sur les modifications instaurées par la création du PSE par rapport à l'UPSCE, voir Gérard Fuchs, « Faire vivre le Parti des socialistes européens », *Cahier et revue de l'OURS* n°3/4 1994. Il « regrette [….] que le Manifeste du PSE pour l'élection européenne, texte adopté avec une unique réserve danoise par quinze partis, n'ait pas eu davantage d'écho dans la campagne récente : c'était un document bien plus riche que ce sur quoi s'étaient mis d'accord les démocrates-chrétiens ou les libéraux ».

13)- Jean-Pierre Cot, « La rose aux étoiles », *Agenda*, mensuel n° 37, mai 1993, p. 1. Signalons que pendant quelques mois, les deux organismes ont des logos très différents : celui du PE montre une rose (rouge) à longue tige (verte), sans feuilles, traversant une ellipse formée de douze étoiles (jaune d'or), la rose du groupe du PE a trois feuilles et est comme enfermée dans les douze étoiles du Parlement européen. Au mois d'octobre, ne subsiste qu'une seule rose aux étoiles, celle du PE.

14)- Sur cette question, voir notre article sur les logos des partis socialistes européens, *Recherche socialiste*, n°26, mars 2004.

15)- Alain Gesgon, *Affiches*, Club socialiste du Livre, 1982.

16)- Olivier Delor, *op. cit.*, p. 123-155. Nous lui empruntons l'essentiel de nos informations sur les affiches de 1989.

17)- Olivier Delor, *op. cit.*

18)- Olivier Delor, *op. cit.*.

19)- Jean-Noël Jeanneney (dir.), *Une idée fausse est un fait vrai. Les stéréotypes nationaux en Europe*, Éditions Odile Jacob, 2000, 229 p.

20)- Clip PSE version française, VHS, 62 ", fds l'OURS, Paris.

21)- Gérard Fuchs, « Faire vivre le Parti des socialistes européens », *Cahier et revue de l'OURS*, n°3-4 1994.

22)- *Campagne des élections européennes, juin 1999, Construisons notre Europe, grand meeting des Socialistes Européens, François Hollande, Lionel Jospin, Tony Blair, Gerhard Schröder, Massimo d'Alema, Antonio Guterres, Viktor Klima*, Paris, le 27 mai 1999, réalisation Guylène Brunet, Communimage, juin 1999, 30 mn.

23)- Stéphanie Abrial, « Allemagne : Une sanction politique lourde pour le gouvernement Schröder », *Revue politique et parlementaire*, n°1001, juillet-août 1999.

PSOE, 1994

PSOE, 1999

SPD, 1994

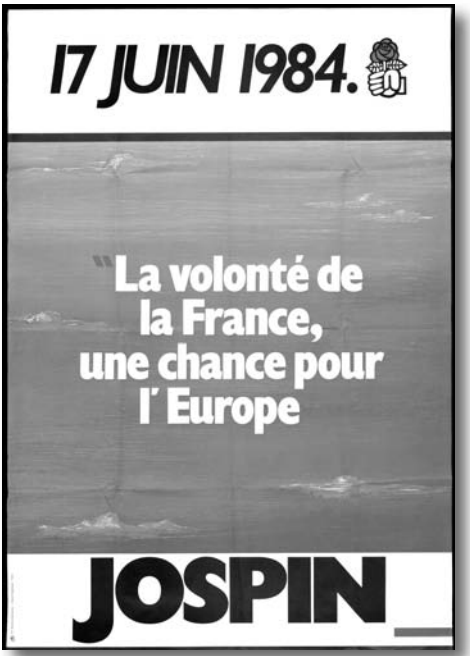
SPD, 1994

SPD, 1989

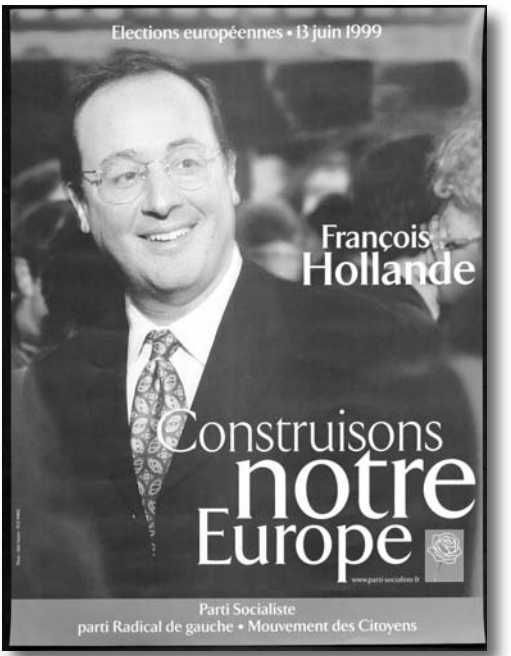
SPD, 1979

SPD, 1999

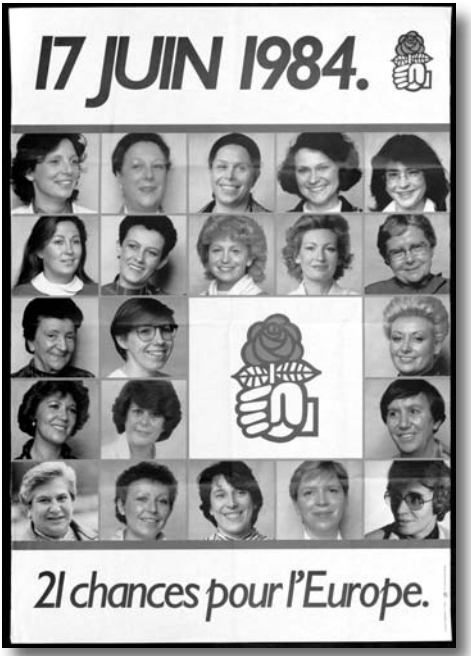
SPD, 1999



PSF, 1984



PSF, 1999



PSF, 1984

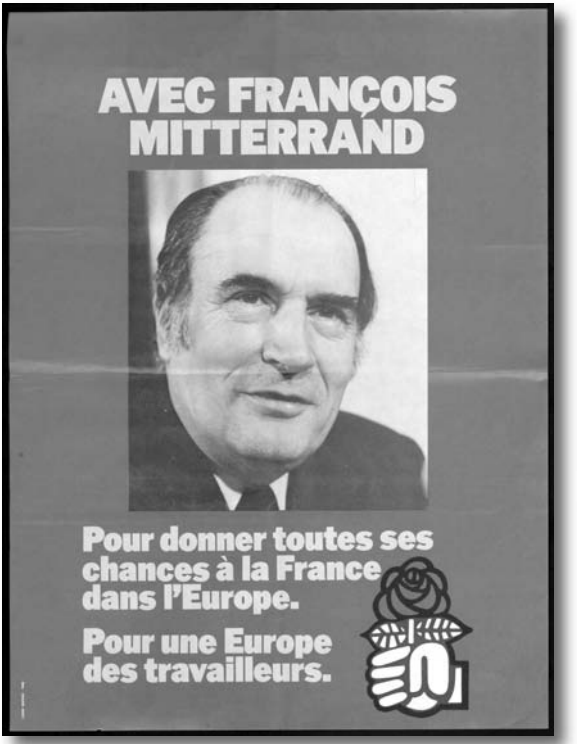
PSF, 1994

PSF, 1989

PSF, 1989

PSF, 1979

PSF, 1979

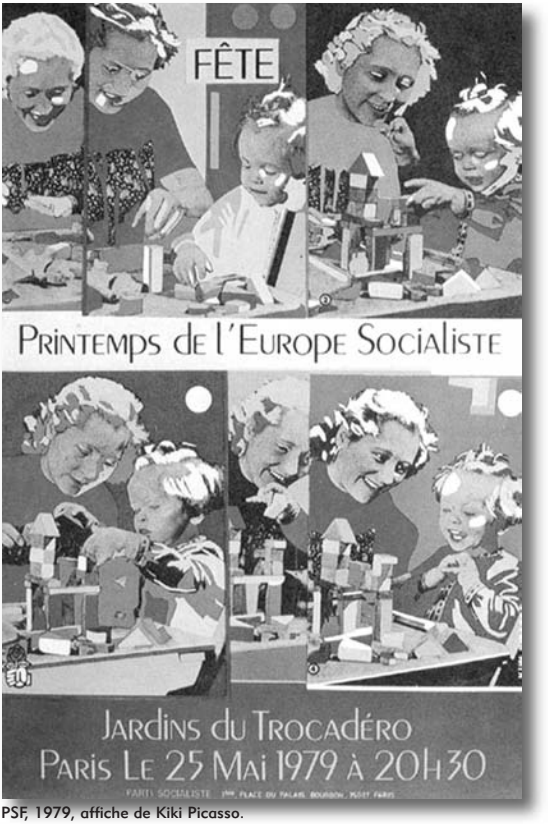


PSF, 1979

MJS-France, 1999

PSF, 1994

PSF, 1979



PSF, 1979, affiche de Kiki Picasso.

PSF, 1989

SPD, 1994

SPD, 1984

SPD, 1984

SPD, 1984

Les élections européennes en Allemagne entre 1979 et 1999

Les résultats des cinq élections européennes depuis 1979 en République fédérale d'Allemagne laissent plus d'un analyste dubitatif : en effet comment interpréter l'éclatement progressif des voix autour d'une pluralité de partis, ainsi que le comportement abstentionniste croissant des électeurs d'un pays aussi engagé dans la construction européenne ? Comment analyser l'engagement des sociaux-démocrates allemands dans ces élections ?

Un électorat divisé entre grands et petits partis

Le détail des résultats des élections européennes en Allemagne depuis 1979 laisse clairement paraître les hauts et les bas de l'issue des scrutins par parti politique. Alors que la première élection fut l'affaire des grands partis de droite et de gauche, les élections de 1984, 1989 et 1994 consacrent la montée des Verts et du Parti communiste rénové (PDS),

Elsa Tulmets*
Doctorante à l'Institut d'Études Politiques de Paris - CERI

ainsi que de petits partis de plus en plus présents sur la scène électorale allemande (tableaux 1)[1]. Ces observations, ainsi que le constat d'un abstentionnisme croissant lors du scrutin européen, permettent de penser que les élections européennes suivent la logique du « modèle de second ordre » mis en avant par Karlheinz Reif et Hermann Schmitt[2].

On constate ainsi que les partis de l'Union, Union chrétienne démocrate (CDU) et Union chrétienne sociale (CSU), et du Parti social-démocrate (SPD) enregistrent leurs meilleurs résultats lors des élections de 1979, avec 49,2 % des voix pour la CDU/CSU et environ 41 % pour le SPD. Ces partis ont subi un important recul lors des élections suivantes : en 1989, la CDU/CSU n'obtint que 37,8 % et le SPD 37,3 % des voix. Les élections de 1994 et 1999 indiquent une remontée de la CDU/CSU à 40,5 % et 39,3 %, mais une baisse du SPD à 32,2 % et 30,7 %. Entre 1989 et 1994, la CDU/CSU gagne de nombreux points (+5,3 %) en particulier dans le Schleswig-Holstein et le *Land* de Brême, alors que le SPD enregistre un recul général de 3,3 %, en particulier dans les fiefs du Schleswig-Holstein (-8,8 %) et d'Hambourg (-7,3 %). Bien que ces partis mobilisaient près de 90 % des électeurs en 1979, ils ne réunissaient que 83 % des votants en 1984 et 75 % en 1989, mais de nouveau près de 80 % en 1999.

Tableau 1 - Elections européennes en Allemagne (1979-1999) : participation électorale et pourcentage des suffrages exprimés par parti politique (en %)

	Participation électorale %	*CDU/ CSU*	*CDU*	*CSU*	*SPD*	*GRÜNE*	*FDP*	*PDS*	*REP*	*Autres*
1979	65,7	49,2	39,1	10,1	40,8	3,2	6,0	–	–	0,10
1984	56,8	45,9	37,5	8,5	37,4	8,2	4,8	–	–	3,7
1989	62,3	37,8	29,5	8,2	37,3	8,4	5,6	–	7,1	3,7
1994	59,4	45,3	38,6	6,7	32,2	11,0	4,2	0,6	4,2	5,5
1999	45,2	48,7	39,3	9,4	30,7	6,4	3,0	5,8	1,7	5,4

Source : *Statistisches Bundesamt*

La baisse du pouvoir mobilisateur des grands partis CDU/CSU et SPD aux élections européennes jusqu'au début des années 1990, et en particulier le recul du SPD, peuvent s'expliquer par l'éclatement de l'électorat entre plusieurs partis, notamment les Verts et le Parti du socialisme démocratique (PDS), les Républicains en 1989, et surtout une multitude de petits partis politiques. Chaque élection indique jusqu'en 1994 une augmentation du score des **Verts**. Alors qu'il manquait 2 % pour que ce parti passe la barre des 5 % lors des premières élections, les Verts mobilisèrent un peu plus de 8 % des votes en 1989 et 1994, puis 11 % en 1994, marqué par un net recul à 6,44 % en 1999, assimilable à un « vote sanction » de la coalition au pouvoir. Entre 1989 et 1994, les Verts gagnent 4,5 % des votes parmi les *Länder* les plus favorables à ce parti. Les meilleurs résultats ayant été enregistrés dans le Schleswig-Holstein (+5,2 %) et Hambourg (+7), la réalisation d'un report de voix du SPD vers les Verts depuis 1989 ne fait ici pas de doute. Le Parti du socialisme démocratique (PDS), qui n'avait pas réussi à franchir la barre des 5 % lors des élections de 1994, mobilisa en 1999 5,8 % des votants. Dix ans après la réunification allemande, les communistes rénovés entraient pour la première fois au Parlement européen et gagnaient entre 0,3 % (Bavière) et 4,4 % (Saxe) des voix dans l'ensemble des *Bundesländer*, sauf dans le Mecklenbourg-Poméranie antérieure, où l'on note un recul de 3 % en 1999, aussitôt contredit par les élections locales ayant eu lieu à la même période. Plusieurs analystes considèrent, ici aussi, qu'un report de voix du SPD vers le PDS a très probablement eu lieu en 1999[3]. Le Parti libre démocratique (FDP, libéraux), parti de coalition, a quant à lui rarement dépassé la barre des 5 % nécessaires à la représentation au Parlement européen. Bien que les élections de 1979 et 1989 se soient avérées positives pour le FDP, celles de 1984, 1994 et 1999 furent un échec pour ce parti. Entre 1989 et 1994, le FDP perdit 2,3 % de voix parmi ses électeurs les plus fidèles. La candidature

"La baisse du pouvoir mobilisateur des grands partis jusqu'au début des années 1990, peut s'expliquer par l'éclatement de l'électorat entre plusieurs partis, et une multitude de petits partis politiques. "

des Républicains (parti d'extrême droite) aux élections de 1989, appuyée par une campagne contre l'immigration venue d'Europe de l'Est, fut suivie, quant à elle, de résultats inquiétants (7,1 %), aussitôt contrebalancés par les élections suivantes, la part de votes étant tombée à 4,2 % en 1994 et 1,7 % en 1999 dans son fief en Bavière.

La prise de distance des électeurs par rapport aux grands partis jusqu'au début des années 1990 s'est également traduite par le soutien à un nombre croissant de petites listes. Alors qu'en 1979, seulement neuf partis étaient représentés à ces élections, ce nombre s'élevait à 26 en 1994 et 23 en 1999. L'hétérogénéité des revendications, qui ne mobilisent pas plus de 0,3 à 0,6 % des électeurs, reste frappante : on retrouve le Parti de la protection des animaux *(Tierschutzpartei)*, le parti féministe « Les femmes » (*Die Frauen*), le Parti des Chrétiens fidèles à la Bible (*Partei Bibeltreuer Christen*, PBC) ou encore celui au nom anecdotique de Parti des automobilistes et contribuables allemands (*Autofahrer- und Bürgerinteressen Partei Deutschlands*, APD). Représentant à peine 1 % des votants en 1979, ils mobilisaient plus de 5 % des électeurs allemands en 1994 et 1999.

Il est également important de tenir compte des effets d'un mode de scrutin original en Allemagne, qui permet aux formations politiques de se présenter soit sur la base d'une liste fédérale (au moins 4000 signatures pour les partis comptant moins de cinq représentants au *Bundestag*) ou d'une représentation par les *Länder* (au-moins 2000 signatures pour ces mêmes partis). Selon la loi électorale du 16 juin 1978 (modifiée en 1993 et le 18 juin 1997), la répartition des sièges au Parlement européen s'opère en fonction des résultats obtenus et de la clause des 5 % conditionnant la représentation des partis allemands à Strasbourg. Depuis la réunification du pays en octobre 1990,

" Le mode de scrutin original en Allemagne, permet aux formations politiques de se présenter soit sur la base d'une liste fédérale ou d'une représentation par les Länder. "

l'Allemagne détient, sur 626 députés européens, 99 sièges principalement attribués aux élus des deux plus grands partis, la CDU et le SPD.

Tableau 2 – Nombre de députés allemands au Parlement européen par parti

	Total sièges PE	*CDU*	*CSU*	*SPD*	*GRÜNE*	*FDP*	*PDS*	*REP.*
1979	78	32	8	34	–	–	–	–
1984	78	32	7	32	7	4	–	–
1989	78	24	7	30	7	–	–	6
1994	99	39	8	40	12	4	–	–
1999	99	43	10	33	7	–	6	–

Source : *Statistisches Bundesamt*

Pour certains analystes, bien que les résultats de 1999 consacrent toujours un éclatement des votes entre une pluralité de listes, la tendance au recul des grands partis politiques s'est épuisée en 1994[4]. Malgré la baisse observée par la CDU en 1989, le pourcentage des votes chrétiens-démocrates se stabilise autour des 39 %. La perte de voix de 10 % du SPD entre 1979 et 1999 s'explique, quant à elle, par un report des voix au profit d'autres partis comme les Verts (parti de coalition), le PDS et de petits partis, et par le fait qu'en 1999, les sociaux-démocrates venaient d'arriver au pouvoir lors des législatives (1998) précédant les élections européennes[5]. Par ailleurs, on observe une relative stabilité de la localisation géographique de l'électorat : les villes et *Kreise* traditionnellement acquis à ces grands partis le restent sur le long terme. D'importants contrastes peuvent cependant être relevés en terme de comportement électoral entre les anciens et les nouveaux *Bundesländer*. Les différences les plus frappantes se situent au niveau du PDS (23 % d'électeurs dans les *Länder* de l'Est, 1,3 % à l'Ouest) et des Verts (2,9 % à l'Est, 7,4 % à l'Ouest), les deux plus grands partis étant également marqués par des variations selon les *Länder*, le SPD atteignant par exemple 32,6 % à l'Ouest contre 23,6 % à l'Est[6]. En terme de participation, il ressort que les électeurs des

anciens *Länder* restent, en général, plus concernés par l'Europe que l'électorat des nouveaux *Länder*. L'ensemble des résultats étant calculés sur la base des suffrages exprimés, ils ne rendent cependant pas compte de l'état de (non-)mobilisation des électeurs pour les questions européennes. Malgré le rôle clé joué par l'Allemagne dans l'histoire des Communautés européennes, les scrutins européens restent marqués par un abstentionnisme croissant de l'électorat allemand. Le niveau record fut atteint lors du dernier scrutin, le taux de participation ayant chuté de 60 % en 1994 à 45,2 % en 1999 (- 14,8 %). Les oscillations des résultats électoraux par parti et le phénomène abstentionniste lors des élections européennes en Allemagne révèlent cependant une plus grande focalisation de l'électorat sur les questions de politique intérieure ou internationale que sur les débats véritablement européens.

Des élections qui se jouent sur des enjeux de politique intérieure et internationale

Bien que l'abstentionnisme des électeurs soit perceptible dans la plupart des pays de l'Union européenne, on observe pour l'Allemagne que cette progression se situe parmi les plus élevées. Plusieurs sondages réalisés en 1999 indiquent cependant que ce phénomène reflète moins une tendance à l'euroscepticisme qu'une volonté de voir le gouvernement allemand aller « moins loin » dans la construction européenne et se concentrer davantage sur des questions de politique intérieure[7]. On remarque en effet que l'avenir de la situation économique et sociale de l'Allemagne, ainsi que le rôle joué par ce pays dans les questions de politique extérieure, mobilisent bien plus les électeurs que les débats internes sur la construction européenne. En 1989, les Allemands se sentaient particulièrement concernés par les questions de protection de l'environnement, de la détente Est-Ouest, de chômage et d'immigration[8]. En 1999, la campagne pour les européennes fut large-

“ Malgré le rôle clé joué par l'Allemagne dans l'histoire des Communautés européennes, les scrutins européens restent marqués par un abstentionnisme croissant. Le niveau record fut atteint lors du dernier scrutin, avec un taux de participation de 45,2 %. ”

ment occultée par l'actualité internationale dans les Balkans et les débats nationaux sur l'emploi. Dagmar Roth-Behrendt, députée européenne SPD depuis 1989, déclarait qu'il est « très difficile de motiver les gens sur l'Europe (…). Il n'y a que deux sujets qui les préoccupent : la guerre au Kosovo et la réforme récente de la fiscalité des " petits boulots" par le gouvernement Schröder »[9]. Selon Martin Schulz, député européen, directeur de la campagne du SPD en 1999, « pour beaucoup de gens, l'Europe est une chose très lointaine (…), pour un simple ouvrier, les avantages de l'Union sautent moins aux yeux que pour un *broker* de Francfort »[10]. Les résultats, qualifiés de « vote sanction » pour le SPD et les Verts arrivés au pouvoir en septembre 1998, incapables d'enrayer en quelques mois les difficultés économiques du pays réunifié, s'expliquent aussi par la faiblesse de la campagne politique menée sur l'Europe et par les divisions suscitées au sein du parti dans le débat sur la « Troisième voie ». Un débat qui fut lancé au moment de la signature du manifeste Blair-Schröder(*) intitulé « *Europe : The Third Way/Die Neue Mitte* », publié peu avant la tenue du scrutin européen, qui défend une vision libérale de l'Europe sur le plan économique. Il est très probable, qu'une fois encore, les questions de politique intérieure mobilisent les électeurs allemands lors du scrutin de 2004.

Programme et stratégies : quel rôle accorder aux sociaux-démocrates allemands au sein du PSE ?

De manière générale, les grands partis (CDU/CSU, SPD) se rejoignent sur la question du renforcement de l'intégration européenne : ils ont approuvé l'Acte unique, le traité de Maastricht lors de sa ratification et se sont prononcés pour l'introduction de la monnaie unique. Pendant quatorze ans d'ère Kohl, le SPD a cependant peu à peu consolidé son discours politique sur l'Euro-

*)- Blair-Schröder. Le texte du « manifeste ». Les analyses critiques, *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, n°13, août 1999.

pe, appelant à plus d'Europe sociale et moins d'Europe militaire. Dans les années 1990, un des thèmes qui divise est celui de la relation entre politique d'intégration ouest-européenne et la nouvelle *Ostpolitik*. En 1993, Oskar Lafontaine (SPD) qualifie le Traité de Maastricht de « grand programme de récession », ce qui causa les foudres des parlementaires européens membres du SPD[11]. Commentant les élections de juin 1994, Henri de Bresson écrivait que « face à un chancelier [Helmut Kohl, CDU] qui martèle depuis toujours que l'intégration européenne et la réunification allemande sont les deux faces de la même médaille, les stratèges sociaux-démocrates ont [joué] le volet social, réclamant plus d'efforts communs pour l'emploi, pour la sécurité publique et pour les régions pauvres de l'est de l'Allemagne »[12]. Les débats internes du SPD se poursuivent toujours au sujet des replis nationaux face à l'immigration et à l'élargissement à l'Est, de l'avenir des institutions européennes (Convention) et de la politique extérieure et de sécurité de l'Union européenne. Parmi les personnalités actuelles du SPD allemand[13], mentionnons par exemple Klaus Hänsch, ancien président du Parlement européen qui a notamment lutté pour une meilleure transparence de cette institution. Membre du Présidium de la Convention européenne pour l'Avenir de l'Europe, représentant du Parlement européen lors de la conférence intergouvernementale en 2003, il fut particulièrement présent dans les débats sur la Convention, à l'instar de Jo Leinen, qui s'est auparavant distingué lors des discussions sur la Charte européenne des droits fondamentaux. Tout comme Martin Schulz, vice-président de la fraction du PSE au Parlement et président du groupe SPD, qui a influencé les débats sur la coopération aux frontières dans la lutte contre la criminalité organisée, d'autres personnalités se sont engagées sur les thèmes du Pacte de croissance et de stabilité, du statut des Parlementaires, sur la défense des droits des consommateurs, l'intégration des immigrés ou la recherche de solutions pacifiques en matière de politique extérieure.

Syndicats mis à part, les partis sociaux-démocrates d'Europe

représentent ainsi les forces vives défendant une dimension sociale, environnementale et démocratique de l'intégration européenne depuis la rédaction du premier manifeste de l'Union des Partis sociaux-démocrates en 1978. Deux facteurs ont cependant jusqu'ici empêché les sociaux-démocrates de jouer pleinement ce rôle : la présence d'un certain euroscepticisme au sein de la gauche, et les différences nationales qui rendent difficiles l'uniformisation des représentations et des programmes des sociaux-démocrates au sein du groupe parlementaire du Parti socialiste européen (PSE). L'arrivée au pouvoir entre 1993 et 1998 de partis de gauche dans de nombreux pays de l'UE s'est néanmoins traduite par l'inscription dans le Traité d'Amsterdam d'importantes inflexions au modèle libéral promu jusqu'ici au sein des Communautés européennes[14], mouvement poursuivi lors des Sommets de Luxembourg (1997) et de Lisbonne (1999). Parmi les partis sociaux-démocrates des Etats membres de l'Union européenne, le SPD allemand reste l'un des plus engagés sur la question de l'Europe sociale. Cependant, le manifeste Blair-Schröder de 1999, en postulant l'existence d'un nouveau consensus libéral des sociaux-démocrates, a suscité de nombreuses critiques dans les bancs des sociaux-démocrates européens, en particulier parmi les socialistes français. Il a surtout involontairement souligné le caractère peu contraignant des documents programmatiques du PSE, comme celui adopté lors du congrès à Milan en mai 1999. Le congrès de l'Internationale socialiste de novembre 1999(*) a cependant permis aux opposants du manifeste d'imposer un document de synthèse, la « Déclaration de Paris » qui, tout en prenant en compte certains thèmes de la Troisième voie, rappelait la position traditionnelle de la social-démocratie (rapport critique au capitalisme et croyance dans le primat du politique) et les convergences au sein du socialisme européen[15]. La nécessité d'accorder un rôle croissant à la responsabilité nationa-

---

*)- Voyage au cœur de l'Internationale socialiste (1992-1999). Congrès de Paris : les débats. Pierre Mauroy : le témoignage. *Les Livres de la Fondation Jean-Jaurès*, 1999.

“ Le PSE, héritier de l’Union, qui structure la coopération socialiste communautaire, cherche toujours à se frayer un chemin dans un espace où la frontière entre nations, entre national et supra-national, domine encore. ”

le et d’engager un processus d’apprentissage mutuel fut par exemple consacrée par le Sommet de Lisbonne en 1999 à travers l’introduction de la méthode ouverte de coordination en matière de politique sociale et la priorité donnée à la construction d’une société fondée sur le partage des connaissances. Comme le soulignaient en 1999, Gérard Grunberg et Gérard Moschonas[16], le PSE, héritier de l’Union, est sans doute renforcé en tant qu’organisation qui structure la coopération socialiste communautaire, mais il cherche toujours à se frayer un chemin dans un espace où la frontière entre nations, entre national et supra-national, domine encore. ❋

* Doctorante à l’Institut d’Études Politiques de Paris / CERI, et rattachée au Centre March Bloch à Berlin (URA 1795 CNRS), elle termine une thèse qui porte notamment sur la politique allemande dans le cadre de l’élargissement de l’Union européenne (E-mails : te@cmb.hu-berlin.de ; elsa.tulmets@gmx.fr).

Nous tenons à remercier Sylvie Strudel pour ses commentaires sur une première version de cet article.

1)- Nous nous appuyons sur les résultats publiés par l'Office allemand des statistiques et Fischer C. (Hrsg.), *Wahlhandbuch für die Bundesrepublik Deutschland. Daten zu Bundestags-, Landtags- und Europawahlen in der Bundesrepublik Deutschland, in den Ländern und in den Kreisen 1946-1989*, 1. Halbband, Paderborn, Schöning, 1990. Pour des raisons historiques, les élections de 1994 et 1999 seront comparées avec les élections européennes ayant eu lieu avant 1989 dans la partie ouest de la République fédérale d'Allemagne, sans Berlin. Ce n'est qu'en 1994 que Berlin, comme les nouveaux Länder de l'ancienne Allemagne de l'Est, envoya pour la première fois des députés à part entière à Strasbourg. Lors des élections de 1989, cinq mois avant la chute du mur, Berlin était encore officiellement sous tutelle des forces occupantes. Les trois représentants de Berlin-ouest au Parlement européen, comme d'ailleurs au Bundestag, étaient désignés et n'avaient pas droit de vote. Après la réunification du 3 octobre 1990, les nouveaux Länder eurent la possibilité d'envoyer dix-huit observateurs à Strasbourg. Un accord entre les Douze a transformé ces observateurs en députés à part entière (*Le Monde*, 21 mai 1994).

2)- Selon ces auteurs du groupe de recherche « Elections » de l'Université de Mannheim, le modèle recouvre divers indicateurs du désintérêt suscité par un scrutin, parmi lesquels la baisse du pouvoir mobilisateur des grands partis, la multiplication des petits partis, la montée en puissance de partis extrémistes et un fort abstentionnisme. Le désintérêt pour les élections européennes s'explique en particulier par le fait que les électeurs élisent, certes, un Parlement, mais pas de gouvernement. Reif K., H. Schmitt, "Nine second order national elections – a conceptual framework for the analysis of European elections results", *European Journal of Political Research*, (8), 1980, pp. 3-44.

3)- Abrial S., « Les élections européennes de juin 1999 en Allemagne », *Revue politique et parlementaire*, n° spécial « Europe post-électorale : les contrecoups d'un scrutin », (1001), juill.-août 1999, p. 2. En ligne sur : http://solcidsp.upmf-grenoble.fr/publications/dossiers/europ1999/europe_Allemagne.htm. Ménudier H., "Elections européennes, inquiétante percée des abstentionnistes", *Documents*, (3), juill.-août 1999, pp. 5-12.

4)- Hin M., "Ergebnisse der Europawahl 1994 aus dem Informationssystem Wahlen", *Statistisches Bundesamt*, *Wirtschaft und Statistik*, (9), 1999, p. 726.

5)- Gérard Grunberg a montré qu'un phénomène similaire de recul peut être observé parmi les partis socialistes ayant accédé au pouvoir lors des législatives précédant les élections européennes. Le phénomène n'est donc pas propre à l'Allemagne, puisqu'en 1999, il touchait aussi la Grande-Bretagne, la France, et dans une certaine mesure, l'Italie et le Portugal. Grunberg G., Moschonas G., « Socialistes : les illusions perdues », in : Grunberg G., Perrineau P., Ysmal C. (dir.), *Le vote des Quinze*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, p. 145.

6)- Helms L., « Turning Indifference into a Minor Landslide : The 1999 European Elections in Germany », *German Politics*, 8 (3), déc. 1999, pp. 164-165.

7)- Abrial S., « Les élections européennes… », *op.cit.*, p. 2.

8)- Par ordre d'importance : la protection de l'environnement (37 %), le chômage croissant (36 %), la détente et le désarmement entre l'Est et l'Ouest (17 %), la question des demandeurs d'asile (11 %), celle des rémigrés allemands *(Aussiedler)* (10 %), et les questions de sécurité et de lutte contre la criminalité (5 %). Roth D., "Europawahlen 1989", in: Niedermayer O., Schmitt H. (Hrsg.), *Wahlen und Europäische Einigung*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1994, p. 53.

9)- *La Croix*, 2 juin 1999, p. 12 et 17.

10)- *Libération*, 4 juin 1999.

11)- Karl-Rudolf Korte, "Ein Parlament als Beute der Parteien", *Die Zeit*, 27 mai 1994.

12)- « Les partis ont mené une campagne massivement pro-européenne », *Le Monde*, 11 juin 1994.

13)- Parmi les personnalités influentes appartenant au passé du SPD, notons un autre président du Parlement européen, Walter Behrendt (1971), au moins trois présidents de fraction (Willi Birkelbach, 1959 ; Käte Strobel, 1964 ; Georg Fellermeier (1975)), et un ancien chancelier connu pour sa politique à l'Est de l'Allemagne, Willy Brandt.

14)- Dauderstädt M., "Wege, Umwege und Dritte Wege zu einem sozialen und demokratischen Europa", *Friedrich-Ebert-Stiftung*, *Reihe Eurokolleg*, (44), 2000. http://www.fes.de

15)- Grunberg G., Moschonas G., « Socialistes : les illusions perdues », *op.cit.*, p. 156.

16)- *Idem*, p. 161.

Groupe socialiste au Parlement européen, 2003.

Histoire de rendez-vous manqués : les élections européennes en Grande-Bretagne depuis 1979

Loin de rapprocher la Grande-Bretagne de l'Europe, depuis son instauration en 1979, l'élection des parlementaires européens au suffrage universel a été continuellement l'occasion de réaffirmer le particularisme et l'isolement britannique. Rendus illisibles par les taux d'abstention record, les résultats ont rarement consacré un vainqueur, si ce n'est l'euroscepticisme ambiant. Dans ces conditions, le Parti travailliste a toujours préféré capitaliser sur sa patiente reconquête électorale au niveau national plutôt que sur ses positions de plus en plus favorables à la construction européenne. Mais pour ne pas

Xavier Garcia
Docteur en science politique, auteur d'une thèse sur la transition partisane du Labour britannique.

avoir assumé ses convictions suffisamment tôt devant l'opinion, le Labour devra batailler ferme lors des prochains mois pour défendre seul, ou presque, l'idée d'une constitution européenne et préparer les Britanniques à la monnaie unique.

Une élection sans électeurs : délégitimation de l'idée européenne et illisibilité des enjeux nationaux

Instaurée pour rapprocher l'Europe des citoyens et démocratiser ses institutions, l'élection des députés européens au suffrage universel direct a généralement produit des résultats qui, pour être mitigés, n'en ont pas moins fait avancer la construction et l'identité européennes. Mais au Royaume-Uni, force est de constater que cette initiative n'a produit que des échecs et, au final, n'a servi qu'à illustrer une nouvelle fois le fossé qui sépare les îles britanniques du reste de l'Europe. En premier lieu, il a fallu attendre 1999 pour que le Parlement renonce au sacro-saint scrutin uninominal à un tour pour les élections européennes – après pas moins de six rejets du texte de la part de la Chambre des Lords. Jusque-là, le découpage en circonscription et le *first past the post system* constituait un sérieux anachronisme puisque tous les autres pays avaient adopté la représentation proportionnelle. Le rapprochement politique et personnel entre Tony Blair et Paddy Ashdown, l'ancien leader libéral-démocrate, a finalement permis de franchir le pas.

Revendication principale du parti centriste depuis longtemps, l'instauration du mode de scrutin proportionnel était la condition *sine qua non* du pacte de gouvernement *lib-lab* que les deux leaders appelaient de leurs vœux[1]. Sa mise en place pour les élections européennes, ainsi que pour l'élection des parlements gallois et écossais, devait donc constituer la première étape d'un réalignement poli-

" L'élection des députés européens au suffrage universel direct, au Royaume-Uni, n'a produit que des échecs et, n'a servi qu'à illustrer une nouvelle fois le fossé qui sépare les îles britanniques du reste de l'Europe. "

tique historique. Las, l'idylle entre le Premier ministre et son homologue libéral-démocrate a fait long feu, principalement à cause de l'opposition irréductible de leur parti respectif ; et d'un autre côté, le scrutin européen du 10 juin 1999 n'a pas été le meilleur promoteur de la représentation proportionnelle, loin s'en faut, puisque moins d'un quart de l'électorat (23,3 %) s'était déplacé à cette occasion. Dans certains bureaux de vote des villes ouvrières du nord de l'Angleterre telles que Sunderland, moins de 15 % des électeurs inscrits étaient allés voter[2]. Il serait néanmoins incongru de mettre en accusation le mode de scrutin ou d'invoquer une autre excuse passe-partout, telle qu'une crise de la démocratie britannique, puisque les taux de participation lors des élections générales se situent généralement dans la moyenne européenne, voire un peu au-dessus.

“ Jamais l'élection européenne n'a trouvé sa place au sein du système politique britannique. ”

De fait, jamais l'élection européenne n'a trouvé sa place au sein du système politique britannique. Sans atteindre le ridicule de celui de 1999, les taux de participation ont toujours été très faibles (environ un tiers de l'électorat, soit presque moitié moins que la moyenne des autres pays européens). Les euro-enthousiastes pouvaient toujours se consoler en constatant que même si la Grande-Bretagne restait le mauvais élève de l'Europe, la participation augmentait régulièrement, alors que dans le même temps la moyenne européenne baissait. Mais le dernier scrutin a incontestablement marqué un coup d'arrêt, que l'on peut craindre définitif, à l'avancée du principe d'un parlement européen concurrent du parlement national, d'autant que les résultats étaient par ailleurs un succès pour les listes eurosceptiques et europhobes.

Tableau 1 -
Taux de participation aux élections européennes (%), 1979-1999

	1979	1984	1989	1994	1999
Moyenne européenne	61	60	58,5	56,4	51,2
Royaume-Uni	31,6	32,6	36,2	36,4	23,3

Il est toujours tentant de vouloir transformer les élections européennes en tests nationaux pour les gouvernements en place, mais, en ce qui concerne la Grande-Bretagne, le niveau de l'abstention rend toute interprétation de ce type extrêmement hasardeuse. Cette illisibilité du scrutin européen a donc le plus souvent profité au gouvernement qui, lorsqu'il réalisait un score décevant, pouvait aisément relativiser la portée de sa défaite. En outre, les élections européennes n'ont pas toujours suivi la logique des élections intermédiaires en se traduisant par une sanction adressée au parti du gouvernement. En 1979 et 1984, les scrutins européens avaient même confirmé les résultats des élections générales précédentes, tout simplement parce qu'elles étaient intervenues trop peu de temps après. En 1979, profitant de l'état de grâce consécutif à l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher un mois plus tôt, le Parti conservateur avait remporté la majorité absolue des suffrages exprimés (51 %) et 60 sièges sur 81, alors que le Parti travailliste avait pour sa part reculé de trois points en quatre semaines et n'emportait que 17 sièges. En 1984, il s'était écoulé un an depuis le début du second mandat de la « dame de fer » et, entre-temps, le rapport de force entre le pouvoir et les oppositions avait donc peu évolué. Le Parti conservateur était arrivé en tête avec 40,8 % des suffrages, soit un recul de deux points par rapport à 1983, devançant un Parti travailliste en progrès mais simplement revenu à son niveau des élections générales de 1979.

Intervenant deux ans après les élections générales, les trois consultations européennes suivantes furent des scrutins intermédiaires plus traditionnels sans pour autant véritablement fragiliser le gouvernement. Compte tenu de la faible participation et de l'absence de campagne électorale digne de ce nom, l'écart entre les deux principaux partis n'était pas assez significatif pour mettre en cause la légitimité gouvernementale, sauf en 1994, où le scrutin constitua un sérieux revers pour le Parti conservateur, crédité de moins de 28 % des voix contre 44,2 au Labour ; alors que la participation, sans atteindre des sommets, avait été plus élevée qu'à

l'accoutumée (36,4 %). En 1989 et 1999, les défaites du parti gouvernemental sont au contraire apparues comme des avertissements sans frais et sans grande signification, d'ailleurs les élections générales suivantes ont infirmé les résultats des européennes. En fait, dans un contexte difficile, marquée par les protestations contre sa réforme des impôts locaux (la fameuse *poll tax*), Margaret Thatcher avait plutôt bien résisté en 1989 et le terrain concédé à cette occasion par les tories (5,4 %) allait se révéler insuffisant pour assurer l'opposition travailliste d'un retour au pouvoir imminent. En 1999, la défaite a pu apparaître cinglante pour le New Labour de Tony Blair qui est arrivé presque 8 points derrière le Parti conservateur. Pourtant, c'est dans l'indifférence quasi-générale que furent accueillis ces résultats compte tenu du fait que les travaillistes demeuraient très loin devant les conservateurs dans tous les sondages d'opinion, qui apparaissaient plus fiables qu'une consultation électorale sur moins d'un quart de l'électorat. Tout juste si les conservateurs avaient trouvé dans ce scrutin quelques – fausses – raisons d'espérer et s'étaient vus conforter dans leur stratégie eurosceptique.

"C'est dans une indifférence quasi-générale que furent accueillis les résultats du New Labour en1999 : les travaillistes demeuraient très loin devant les conservateurs dans tous les sondages d'opinion, qui apparaissaient plus fiables qu'une consultation électorale sur moins d'un quart de l'électorat. "

De fait, dans ces conditions, les élections européennes ont plus souvent été un test pour des oppositions en quête de repère que pour les gouvernements en place ; hormis l'exception de 1994, où tout s'est manifestement joué sur le discrédit du gouvernement, alors que pendant deux ans l'opposition travailliste s'était simplement contentée de capitaliser sur l'usure du gouvernement. En outre, à cette occasion, le Labour s'était présenté devant les électeurs sans avoir eu le temps d'élire un nouveau leader suite à la mort brutale de John Smith au mois de mai. A l'opposé,

" Les élections européennes ont plus souvent été un test pour des oppositions en quête de repère que pour les gouvernements en place."

lors des deux scrutins précédents, le Parti travailliste avait réellement eu le sentiment de jouer une partie de son avenir.

Si le gouvernement conservateur avait attendu les élections européennes de 1984 l'esprit relativement tranquille, il n'en était certainement pas de même pour les deux partis d'opposition, et en premier lieu pour le Labour, qui avait manqué de peu de se faire souffler la deuxième place par l'Alliance entre libéraux et sociaux-démocrates lors des élections générales du 9 juin 1983. Ce soir-là, les esprits travaillistes étaient hantés par les fantômes de Lloyd George et des libéraux, irrémédiablement dépassés par les travaillistes en tant que principal parti d'opposition aux conservateurs, au sein d'un bipartisme britannique connu pour laminer les tiers partis. Soixante-quatre ans plus tard, nombreux étaient les commentateurs qui prédisaient le scénario inverse à court terme. Si cette fois, l'Alliance Parti libéral-SDP avait échoué à deux points du Labour, le vent de l'Histoire semblait souffler dans le dos de la nouvelle coalition centriste, alors que le travaillisme paraissait promis à un inexorable déclin. Lors du congrès de 1983, Barbara Castle l'affirmait sans détour : « *Si le Parti travailliste est relégué à la troisième place lors des élections européennes, sa prétention à demeurer une alternative gouvernementale recevra un coup mortel.* »[3] Dans ce contexte, les 36 % obtenus par le parti, bien que constituant un score moyen, suffisaient amplement au bonheur de ses nouveaux dirigeants. Pour l'Alliance au contraire, c'était un échec sans appel. Les 19,5 % qu'elle avait obtenus étaient très loin de ses ambitions initiales et ce score préfigurait une difficulté constante du parti centriste lors des scrutins européens. Manifestement, tous ses supporters ne partagent pas l'enthousiasme de ses dirigeants concernant la participation de la Grande-Bretagne à une future Europe fédérale. Cinq ans plus tard, le Parti libéral-démocrate, héritier de l'Alliance, avec 6 % des suffrages, et se verra même distancé par les Verts, qui avaient incontestablement été la sensation de l'élection de 1989 en réunissant plus de 14 % des voix.

Ce succès des écologistes avait influencé les stratèges du Labour, qui avaient cru, à tort, à un mouvement de fond de l'électorat avant de s'apercevoir quelques mois plus tard que le succès des thématiques environnementales n'avait été qu'un feu de paille[4]. Généralement, l'opposition travailliste avait pris ces élections très au sérieux, trop sans doute. Après une décennie d'opposition et trois revers électoraux consécutifs, elle était désespérément en quête de repères. Du coup, elle avait fait des élections européennes un véritable test sur sa capacité à revenir au pouvoir et sur la vaste révision programmatique (*policy review*) initiée par son leader, Neil Kinnock, suite à la défaite de 1987. Le Parti conservateur avait d'ailleurs assez maladroitement validé cet enjeu en éditant un poster représentant la porte du 10 Downing Street flanquée du slogan : « *Ne laissez pas les travaillistes revenir par la porte de service* »[5].

L'enjeu européen avait pour sa part été quasiment absent de l'élection. Les conservateurs voulaient manifestement éviter d'afficher leurs profondes divisions sur la question, alors que les travaillistes étaient logiquement décidés à s'appuyer sur la reconquête de leurs positions au niveau national, plutôt que de se lancer dans une défense de la construction européenne, qui aurait été, à n'en pas douter, un stratégie très aléatoire. En effet, jusqu'en 1999, si les élections européennes avaient semblé avoir profité en premier lieu au Parti travailliste, qui avait progressé lors chaque consultation, il était certainement illusoire de croire que cela était le fruit de leur engagement de plus en plus clair envers la construction européenne. Au contraire, les campagnes européennes travaillistes ont toujours savamment évité de focaliser l'attention sur l'Europe.

Tableau 2 -
Résultats des élections européennes en Grande-Bretagne en pourcentage de voix

	1979	1984	1989	1994	1999
Conservateurs	50,6	40,8	34,7	27,9	34,2
Travaillistes	33	36,5	40,1	44,2	26,8
Lib-dem	13,1	19,5	6,2	16,7	12,1
Autres	3,3	3,2	18,2*	11,2	26,9

* Dont 14,1% pour les Verts

Tableau 3 -
Résultats des élections européennes en Grande-Bretagne en sièges

	1979	1984	1989	1994	1999
Conservateurs	60	45	32	18	36
Travaillistes	17	32	45	62	29
Lib-dem	-	-	-	2	10
Autres	4	4	4	5	12

La stratégie d'évitement travailliste et son prix pour l'Europe

Après avoir été très divisés sur la question de la Communauté européenne dans les années soixante et soixante-dix, les travaillistes y étaient devenus franchement hostiles au début des années quatre-vingts, sous l'influence de la gauche travailliste, qui avait toujours considéré la CEE comme un « club » capitaliste. En 1980, le congrès travailliste traduira la méfiance d'une aile anti-européenne triomphante en adoptant une résolution affirmant que « *la transformation socialiste de l'économie ne pourra être atteinte à moins que nous ne quittions préalablement la CEE* »[6]. L'engagement à faire sortir la Grande-Bretagne de l'Europe ne fut pas étranger à la scission de 1981, qui vit le départ du Labour de quelques-uns des meilleurs défenseurs de la construction européenne, notamment Roy Jenkins, l'ancien Président de la Commission, David Owen et Shirley Williams.

A la suite de la défaite de 1983, le programme élaboré par l'aile gauche, plus connu sous l'appellation de « plus longue note de suicide de l'Histoire », deviendra le principal accusé, et, sous l'impulsion de Neil Kinnock, un certain nombre de politiques jugées trop extrêmes seront abandonnées, dont le retrait du marché commun. Mais la gauche travailliste et les syndicats ne renonceront véritablement à leur hostilité initiale envers la Communauté européenne[7] qu'à la fin des années quatre-vingts lorsque Jacques Delors achèvera de les convaincre, lors d'un discours triomphal devant le *Trade Union Congress*, que l'Europe pouvait constituer un rempart contre les excès du thatchérisme. Parallèlement, pour gagner la confiance des milieux d'affaires, traditionnellement acquis au Parti conservateur, Neil Kinnock et son chancelier de l'Echiquier, John Smith, s'étaient engagés de plus en plus clairement en faveur de l'intégration de la Grande-Bretagne au SME, alors que le Parti conservateur succombait progressivement aux sirènes de l'euroscepticisme et du chauvinisme.

Pourtant, les dirigeants travaillistes n'ont jamais profité des campagnes européennes pour marquer leur différence. Conscients que l'enjeu était trop sensible pour être manipulé sans risque, ils ont préféré capitaliser sur le rétablissement électoral amorcé au milieu des années quatre-vingts et sur l'usure du pouvoir conservateur. Cette stratégie était compréhensible au moment où les dirigeants luttaient pour retrouver leur statut de parti de gouvernement. Mais on peut reprocher un certain manque de courage politique aux travaillistes lorsqu'ils se sont retrouvés en position de force, notamment après le raz de marée de 1997. À ce moment-là, tous les atouts sont de leur côté pour promouvoir l'Europe et ses institutions en Grande-Bretagne. Tony Blair est extrêmement populaire à la fois dans son pays et en Europe, il dispose d'une majorité pléthorique à la Chambre des Communes, les Travaillistes représentent le plus gros contingent du groupe socialiste au Parlement européen suite à leur victoire écrasante de 1994 (62 sièges sur 87), et contrairement au Parti conservateur, le Labour ne

“ Pour ne pas avoir défendu l’idée européenne suffisamment tôt, le Parti travailliste risque de l’emporter dans sa chute au moment le plus crucial. ”

connaît pas de fracture majeure sur le sujet. Le Premier ministre disposait en outre d’un espace politique sur la scène européenne du fait de la panne momentanée du moteur franco-allemand. Mais au lieu de profiter de son état de grâce pour entraîner le peuple britannique derrière une politique européenne ambitieuse et prendre le train de la monnaie unique, Tony Blair a laissé son chancelier de l’Echiquier le convaincre qu’il était urgent d’attendre en ce qui concerne l’euro. Si bien qu’aujourd’hui, sachant ne pas être en capacité de gagner un référendum sur la monnaie unique, Tony Blair et Gordon Brown continuent de brandir sans conviction les cinq critères de convergence nécessaires à un engagement britannique dans la zone euro[8]. Et à la veille des prochaines élections européennes, le gouvernement travailliste se retrouve à défendre ses choix européens dans des conditions difficiles. Le sondeur attitré du Premier ministre, Philip Gould, estimait même récemment que le Parti travailliste ne pourrait conserver que 19 sièges[9], ce qui serait son pire résultat depuis 1979. Ainsi, pour ne pas avoir défendu l’idée européenne suffisamment tôt, le Parti travailliste risque de l’emporter dans sa chute au moment le plus crucial. *

1)- Naughtie (J.), *The Rivals*, Londres, Fourth Estate, 2001, pp. 160-73.

2)- *The Guardian*, 1er février 2000.

3)- *The Times*, 4 octobre 1983.

4)- Shaw (E.), *The Labour Party Since 1979. Crisis and Transformation*, Londres, Routledge, 1994, p. 133.

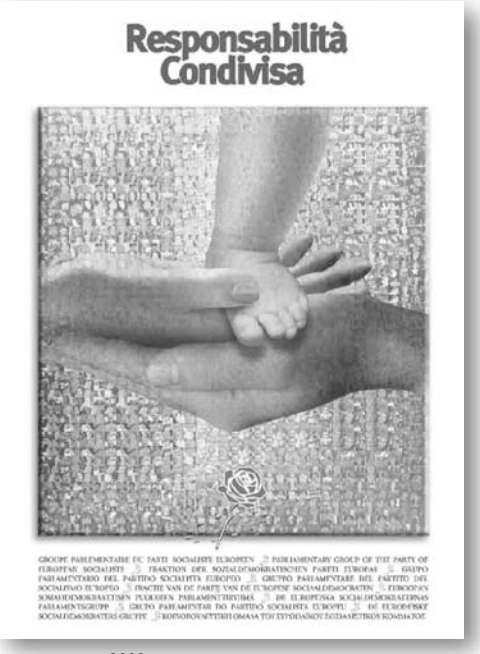
5)- Selon le chancelier de l'Echiquier, Norman Tebbit, l'agence *Brady and Marsh* avait produit à cette occasion « la pire des campagnes de publicité électorale jamais vue ». Cité in Charlot (M.), « Grande-Bretagne : un test pour la crédibilité de l'opposition », *Revue politique et parlementaire*, mai-juin 1989, pp. 39-44.

6)- *Labour Party Annual Conference Report*, 1980, p. 126.

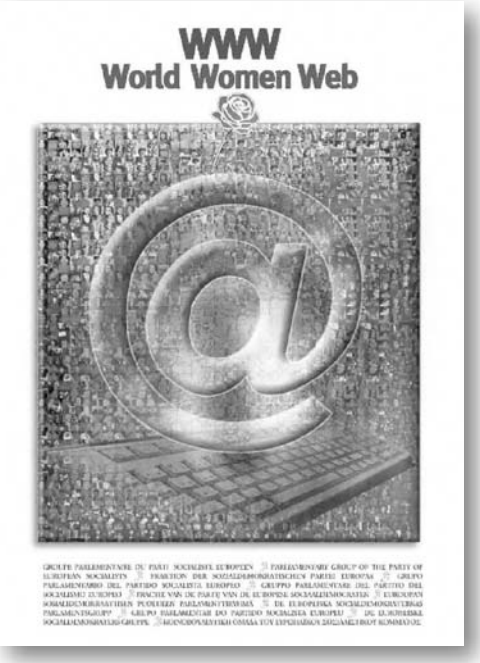
7)- Robbins (L.), *The Reluctant Party: The Labour Party and the European Communities*, Londres, Macmillan, 1979.

8)- Rawnsley (A.), "Peter Mandelson's Cardinal Sin", *The Observer*, 25 mai 2003.

9)- *Tribune*, 19 mars 2004.



Groupe socialiste au Parlement européen, 2003.



Les élections européennes en Italie. L'Europe sans débat

Membre fondatrice de l'Union, présente dès les premiers commencements, l'Italie apparaît à l'étranger comme le soutien indéfectible et naturel de la construction européenne ; et il est vrai de noter le consensus autour de ce thème dans le débat public, inchangé depuis les années 1950. Pourtant, l'adhésion au projet communautaire, même pour un père de l'Europe démocrate-chrétien comme De Gasperi, n'avait aucun caractère d'évidence, et n'était en rien dépourvue d'ambiguïtés. Pesé comme ailleurs selon les données de l'intérêt national, l'engagement européen n'a rencontré dans la classe dirigeante démocrate-chrétienne qu'un enthousiasme de façade, partagé bientôt par les

Adrien Candiard
Historien, élève de l'Ecole normale supérieure, fondateur de l'association France-Italie démocratie.

forces de gauche, d'abord réticentes : le Parti socialiste italien devient son chantre le plus zélé après les événements de Budapest de 1956, tandis que les communistes attendent 1968 et la répression du printemps de Prague pour s'y rallier sans réserve. L'enthousiasme devant l'idée européenne et l'ambiguïté dans les faits se retrouvent largement aujourd'hui, aux côtés désormais d'une indifférence de plus en plus nette. Mais les forces politiques les plus critiques à l'égard du processus européen, comme la Ligue du Nord, se sentent tenues de marquer leur attachement à l'unité de l'Europe, sans chercher à clarifier leurs positions. L'absence de tout débat sur la nécessité ou non de l'Europe a du même coup occulté tout débat sur le contenu de cette Europe : Europe des nations ou Europe supra-nationale, Europe intergouvernementale ou Europe fédérale, Europe atlantiste ou Europe puissance... Si ce sont des conceptions de l'Europe bien différentes qui s'opposent dans les faits, en Italie cela ne se dit pas : tout le monde est peu ou prou pour l'Europe, sans que son contenu suscite un vrai débat.

L'opinion italienne semble plus franchement enthousiaste. Portée par les faiblesses de l'Etat, son peu de légitimité et l'association de tout nationalisme à la période fasciste, l'idée européenne rencontre un intérêt tel que de grands sacrifices ont parfois été acceptés par la population, comme lors du passage à l'euro. Si on annonce périodiquement la désaffection des Italiens envers l'Europe, la participation toujours élevée aux élections européennes démontre le contraire.

" En Italie, l'absence de tout débat sur la nécessité ou non de l'Europe a du même coup occulté tout débat sur le contenu de cette Europe : Europe des nations ou Europe supra-nationale, Europe intergouvernementale ou Europe fédérale, Europe atlantiste ou Europe puissance... "

Paradoxalement, dans ce contexte de consensus de discours, les élections européennes peinent à prendre un tour réellement européen. L'absence d'un débat sur la question européenne, jugé suicidaire même par ceux qui sont le moins favorables à « Bruxelles » ne permet pas aux forces politiques de se différencier réellement sur

leur projet européen, quand bien même ils le pourraient. Le sens des élections est donc fortement marqué par les enjeux nationaux, plus que les débats sur l'avenir de l'Union. Reste que des élections européennes à caractère national peuvent exprimer des réalités passablement différentes. Elles peuvent refléter l'état réel des forces politiques dans le pays à la date donnée, en particulier quand elles ont lieu en même temps ou presque que des élections législatives, comme ce fut le cas en 1979 et en 1994, ou quand les élections européennes jouent clairement le rôle de *mid-term elections*. Elles confortent alors les majorités, ou les infirment, et sont perçues comme des signes de l'électorat à l'équipe gouvernementale en place. Mais elles peuvent également servir de vote-défouloir, déformant la vision de l'état des forces : cette tendance est encouragée par la multiplicité des listes présentes, permise par le vote proportionnel intégral, et l'aspect gratuit, sans risques ni conséquences apparentes, du scrutin européen.

“ Les élections européennes jouent peuvent servir de vote-défouloir, déformant la vision de l'état des forces : cette tendance est encouragée par la multiplicité des listes présentes, permise par le vote proportionnel intégral, et l'aspect gratuit, sans risques ni conséquences apparentes, du scrutin européen. ”

Comme une minorité de pays de l'Union, rejointe récemment par la France, l'Italie est divisée en circonscriptions pour les élections européennes. Cinq grands se partagent donc le territoire : le Nord-Ouest, composé du Piémont, du Val-d'Aoste, de la Lombardie et de la Ligurie ; le Nord-Est, avec le Trentin, la Vénétie, le Frioul et l'Emilie-Romagne ; le Centre, qui comprend la Toscane, l'Ombrie, le Latium, les Marches ; le Sud, fait de la Campanie, de la Basilicate, des Pouilles, de la Calabre, des Abruzzes et du Molise ; enfin, les Iles, la Sicile et la Sardaigne.

Le système électoral est passablement complexe. On peut se porter candidat dans plusieurs circonscriptions à la fois, et de toute façon les électeurs peuvent indiquer sur leur bulletin de vote leur préférence pour tel ou tel candidat de la liste : le dépouillement est

donc extrêmement long, et il est impossible, pour un candidat, d'être assuré à l'avance de son élection ; certaines personnalités, placées en tête des listes, sont parfois éliminées par les électeurs. Par ailleurs, l'adoption de la proportionnelle intégrale favorise la multiplication des listes et des candidatures : aux élections de 1999, par exemple, pas moins de dix-huit listes différentes se partageaient les sièges, et parmi elles le Parti républicain obtenait un député avec 0,80 % des voix dans la circonscription centrale.

À partir des cinq scrutins européens qui ont déjà eu lieu, on peut présenter un essai de typologie, en fonction des caractères généraux tant de la campagne que des résultats.

Deux élections tout d'abord ont eu lieu dans des contextes tout à fait particuliers de politique intérieure, au lendemain de bouleversements majeurs sanctionnés par une élection législative : l'élection de 1979 et celle de 1994. Dans les deux cas, non seulement le débat européen s'est révélé totalement absent de la campagne électorale, mais il n'y a même pas eu de campagne à proprement parler.

En 1979, l'échec de la grande entreprise des années 1970 apparaît : le « compromis historique », c'est-à-dire l'alliance au gouvernement de la Démocratie chrétienne (DC) et du Parti communiste (PCI) n'aura pas lieu. Après un rapprochement de plusieurs années, le veto américain et l'assassinat d'Aldo Moro interdisent à l'expérience de se réaliser. La crise de gouvernement oblige à des élections anticipées, un classique du jeu politique italien, alors que les premières élections du Parlement européen au suffrage direct approchent. Les démocrates-chrétiens, craignant que tenir les deux scrutins le même jour ne profite aux socialistes, décident de placer les élections

“ On peut se porter candidat dans plusieurs circonscriptions à la fois, et les électeurs peuvent indiquer sur leur bulletin de vote leur préférence pour tel ou tel candidat de la liste : certaines personnalités, placées en tête des listes, sont parfois éliminées par les électeurs. ”

législatives une semaine avant les élections européennes. On craint dès lors une forte démobilisation de l'électorat et une abstention record.

La campagne a déjà bien des caractères des élections qui suivront : l'importance des enjeux nationaux, les partis ne s'épargnant pas entre eux, en particulier la Démocratie chrétienne et les communistes qui viennent de rompre ; l'implication de quelques personnalités, comme l'écrivain sicilien Leonardo Sciascia, et de personnages politiques de premier plan ; ou l'absence de débat sur l'Europe, alors même que les électeurs sont abreuvés de professions de foi plus ferventes et européennes les unes que les autres, qui ont pour effet de se neutraliser mutuellement. Les débats de fond sont à chercher dans le détail des déclarations, sans que jamais les leaders fassent remarquer ce qui les oppose : tout au plus, la Démocratie chrétienne souhaite-t-elle une « Europe supranationale », tandis que les communistes développent le thème vague d'une Europe « plurinationale » ; les socialistes, habilement, font de l'Europe un thème de leur campagne pour les législatives. Mais alors que les différents partis s'étaient durement opposés sur la mise en place du Système monétaire européen au mois de janvier, il n'en est plus question dans la campagne. Au bout du compte, les Italiens montrent d'abord leur attachement à l'Europe, par une participation supérieure au reste du continent : 86 %, soit presque autant que pour les élections législatives. Quant aux résultats, ils accentuent essentiellement les résultats de la semaine précédente, sans les modifier : les deux grands partis reculent très légèrement, au profit des partis centristes laïcs et du Parti socialiste, en progression modérée avec 11 % des suffrages. Ce n'est pas suffisant pour leur donner beaucoup de poids au Parlement européen, mais les communistes, qui ont rompu avec Moscou et mettent en avant leurs liens avec les partis sociaux-démocrates européens, composent à eux seuls la moitié du groupe communiste au nouveau Parlement.

Ce qui se produit pour les élections européennes de 1994 est somme toute assez proche. Elles interviennent elles aussi au lendemain d'un bouleversement politique majeur, sanctionné par des élections législatives récentes. Un peu plus tôt, le Parti communiste s'est mué en parti social-démocrate, tandis que la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste ont disparu de la scène politique, emportés par des scandales judiciaires. Devant le désordre de la droite face à une gauche recomposée, à quelques mois des élections législatives prévues pour 1994, Silvio Berlusconi, milliardaire propriétaire de la télévision privée et de nombreux journaux, entre en politique, fonde en quelques jours un parti entièrement nouveau et s'allie avec des forces politiques jusque-là marginalisées, les néo-fascistes du MSI et les régionalistes de la Ligue du Nord. Il remporte sans appel les élections législatives. Le nouveau gouvernement n'obtient que le 20 mai la confiance des deux Chambres, à quelques jours du scrutin européen du 12 juin. La campagne électorale n'a donc quasiment pas lieu. La gauche recomposée autour des anciens communistes, et dont la mutation se poursuit dans la douleur, ne fait pas vraiment campagne, et ne recherche pas une hasardeuse revanche ; le centre prend acte de sa disparition de la scène politique ; les alliés de M. Berlusconi gèrent leur entrée au gouvernement. Seul le nouveau parti fait campagne. Là encore, les élections européennes servent de confirmation et d'amplification du vote précédent : le parti de Silvio Berlusconi, qui conduit lui-même la liste aux élections alors que son statut lui interdit de siéger à Strasbourg, l'emporte encore plus largement, avec 30 % des suffrages, tandis que les autres partis restent stables, comme le Parti Démocratique de la gauche, les anciens communistes, qui avec 19 % et seize députés ne pèseront guère dans le groupe socialiste européen qu'ils viennent d'intégrer.

La deuxième catégorie de notre typologie comprend les élections européennes qui servent de test au gouvernement et à l'opposition, pour conforter la majorité ou l'affaiblir. En 1984 comme en 1999, le gouvernement, qui comptait sur le scrutin euro-

péen pour regagner en légitimité, n'y est pas parvenu, et a subi au contraire une forme de sanction, qui n'entraîne toutefois jamais sa chute.

Ainsi, en 1984, dans un contexte délétère où les volontés putschistes de la loge P2 viennent d'être révélées, et où les tensions entre le PSI et le PCI atteignent leur comble, le socialiste Bettino Craxi, à la tête d'un gouvernement de coalition de centre-gauche avec la DC depuis un an, cherche dans l'élection une confirmation de son autorité. Il est d'ailleurs lui-même tête de liste des socialistes, selon une pratique que reprendra Silvio Berlusconi. Les électeurs, au contraire, affaiblissent le gouvernement, en renforçant les deux principaux partis, la Démocratie chrétienne (33 %) et le PCI (33,3 %), qui devient le premier parti d'Italie pour la première. Le décès à quelques jours du scrutin du leader communiste, le très populaire Enrico Berlinguer, l'homme de l'« eurocommunisme » et de la mutation du PCI, maintenu symboliquement sur la liste, a certainement joué en faveur de son parti, mais le retour des Italiens à la bipolarisation marque l'échec du gouvernement Craxi de manière d'autant plus nette qu'une fois de plus, avec 83,4 % des inscrits, la participation est bien supérieure à la moyenne européenne.

L'échec est moins net en 1999. Le gouvernement D'Alema doit alors faire face à un déficit de légitimité, puisqu'il est issu d'une combinaison parlementaire après la chute du gouvernement Prodi, sorti des urnes. Il espère bien y trouver une confirmation démocratique, tandis que l'opposition de droite veut prouver qu'il ne correspond pas au choix du pays : la campagne se fait à gauche sur le bon bilan économique du gouvernement, à droite sur l'instabilité institutionnelle. Si le Parti des Démocrates de gauche de Massimo D'Alema sort affaibli des élections, avec 17,4 % et quinze sièges (renforcés à Strasbourg par le siège des sociaux-démocrates), il n'y a au bout du compte ni vainqueurs ni vaincus : en additionnant les votes, la coalition de gauche dépasse de peu les

40 %, tandis que les forces de droite ne sont pas loin de les atteindre. Mais la dispersion des listes empêche la gauche italienne de constituer un bloc solide, capable de peser au sein du groupe socialiste à Strasbourg : un député de moins que le Parti socialiste français, loin derrière l'Angleterre, l'Allemagne ou même l'Espagne. Dans le même temps, des personnalités par ailleurs marginales de la vie politique italienne obtiennent des scores importants, comme Emma Bonnino pour le Parti radical. Ni sacré, ni franchement désavoué, le gouvernement démissionnera l'année suivante, suite aux élections régionales.

Dans cette typologie, les élections de 1989 constituent un cas particulier. Elles ont été d'abord les plus européennes des élections : pour la première fois, en accord avec la loi italienne qui est sur ce point la plus avancée de la CEE, des personnalités étrangères, comme Maurice Duverger ou Daniel Cohn-Bendit, se présentent sur des listes italiennes ; et les élections s'accompagnent d'un référendum qui centre le débat, dans un premier temps, sur les thèmes européens. Les électeurs doivent en effet répondre à la question : « *Souhaitez-vous la transformation des Communautés européennes en une union effective, dotée d'un gouvernement responsable devant le Parlement, et confiant à ce même Parlement européen le mandat de rédiger un projet de Constitution européenne (...) ?* ». L'Italie sert alors, note la presse internationale, de laboratoire à l'Europe. Pourtant, ces élections deviennent dans le courant de la campagne les plus nationales, puisque le gouvernement que dirige le démocrate-chrétien Ciriaco De Mita démissionne un mois avant le scrutin, laissant aux élections européennes le soin d'indiquer la volonté des électeurs sur la composition du gouvernement suivant. La campagne prend dès lors un tour purement national.

“ En 1989 pour la première fois, en accord avec la loi italienne qui est sur ce point la plus avancée de la CEE, des personnalités étrangères, comme Maurice Duverger ou Daniel Cohn-Bendit, se présentent sur des listes italiennes. ”

Tandis que le référendum obtient un sou-

tien fracassant, avec 85 % de « oui », montrant que l'enthousiasme italien pour l'Europe n'est pas démenti, alors que la percée européenne des Verts n'épargne pas la péninsule italienne, les élections servent surtout de test de popularité des diverses forces politiques. Les deux forces qui représentent alors la social-démocratie en Italie sortent renforcées : le déclin communiste est enrayé et les socialistes progressent un peu ; mais l'effritement de la Démocratie chrétienne est compensé par l'effondrement du « pôle laïc » formé par les autres partis centristes. C'est donc un nouveau gouvernement à direction démocrate-chrétienne que forme Giulio Andreotti au terme des élections européennes.

" Les constantes : d'abord une participation importante, l'implication de figures importantes de la politique nationale, l'émergence éphémère d'acteurs marginaux du jeu traditionnel et l'importance des enjeux nationaux. "

Au-delà de ces catégories, on peut donc observer des constantes : d'abord une participation importante, quoiqu'en régulière diminution. Ensuite, l'implication de figures importantes de la politique nationale, qui donnent du poids à l'élection ; et la candidature annoncée de Silvio Berlusconi, Président du Conseil et à ce titre interdit de siéger à Strasbourg, montre que les élections à venir ne devraient pas faire exception. L'émergence éphémère d'acteurs marginaux du jeu traditionnel : les Verts ou les radicaux, par exemple, ont sans doute bénéficié de l'effet « vote-défouloir » et du mode de scrutin. L'importance des enjeux nationaux, enfin : l'élection du mois de juin de cette année, où la gauche teste son unité fraîchement retrouvée, tandis que le Président du Conseil mène lui-même la bataille pour son camp, semble ne pas devoir changer la donne. Reste une inconnue : l'enthousiasme de l'opinion face à l'Europe est-il aussi indestructible qu'auparavant ? Mais ce n'est sans doute pas le scrutin européen, grand-messe pro-européenne au rituel immuable, qui permettra de le savoir. ❋

Sommaire

Pierre Martin
Le Parti socialiste français et les élections européennes depuis 1979 9

Jean-Pierre Cot
Les socialistes au Parlement européen 25

Gérard Bossuat
Le Parti des Socialistes Européens dans la bataille des élections européennes 43

Frédéric Cépède
Des roses et des étoiles. L'Europe affichée par les socialistes lors des scrutins européens (1979-2004) 71

Elsa Tulmets
Les élections européennes en Allemagne entre 1979 et 1999 99

Xavier Garcia
Histoire de rendez-vous manqués : les élections européennes en Grande-Bretagne depuis 1979 113

Adrien Candiard
Les élections européennes en Italie. L'Europe sans débat 125

Les Notes sur le Net

Nos lecteurs et nouveaux abonnés pourront trouver les numéros épuisés des *Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, sur le site :

www.jean-jaures.org

Les publications de la Fondation Jean-Jaurès

▶ Toutes les semaines, sur votre e-mail, la ***Newsletter*** de la Fondation Jean-Jaurès : une sélection d'articles, de discours, d'entretiens ou de rapports… Pour en savoir plus sur les débats, français et européens, concernant l'avenir de l'Union européenne et de la gauche.

▶ Tous les quinze jours, sur votre e-mail, la ***News des livres*** de la Fondation Jean-Jaurès : un choix de livres, d'articles et de sites Internet… pour en savoir plus sur ce qui se lit et se dit.

▶ Tous les mois, sur votre e-mail, les ***Notes électroniques*** de la Fondation Jean-Jaurès : de grandes signatures, françaises et internationales, politiques, intellectuels, syndicalistes, hauts fonctionnaires et chercheurs…pour décoder l'actualité.

▶ Tous les mois, la ***Note*** de la Fondation Jean-Jaurès : rapports des groupes de travail, grands entretiens, débats. Cent pages de décryptages, d'analyses et de propositions pour faire le tour d'un thème.

Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès :
Abonnement pour 10 numéros* :

60 €. (30 €. chômeurs et étudiants)

LA NEWSLETTER
DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS

n°136 février 2004
(si cette page ne s'affiche pas correctement cliquez ici)

À la une

"La vie associative en 2002, 12 millions de bénévoles (Insee, février 2004)

Élections présidentielles américaines

La chronique hebdomadaire de Franz Lauer

"New England Patriots : 5 - Carolina Panther : 1" par Franz Lauer (Washington, Fondation Jean-Jaurès, 3 février 2004)

Europe

"Le Royaume-Uni et le traité constitutionnel européen : le pilotage par l'arrière" par Anand Menon (Notre Europe, janvier 2004)

Sondages

" La confiance des Français dans les médias" (TNS-Sofres, 15 janvier 2004)

"Les habitants du Nord-Pas de Calais et leur région" TNS-Sofres, 29 janvier 2004)
L'analyse
Les résultats

LA NEWS DES LIVRES — CRITIQUES

À L'ESSAI

Le libéralisme n'a pas d'avenir. Big business, marchés et démocratie.

Guillaume Duval
La Découverte/Alternatives économiques,
septembre 2003, 172p., 14 €

Par Thierry Germain

Voici quelques années, dans « Ridicule », Patrice Leconte avait admirablement évoqué ces joutes de mot et d'esprit qui animaient d'antan la Cour de France, nobles jeux et forts épisodes qu'il avait lui même très largement empruntés aux mémoires de la Comtesse de Boigne. Ces décorations verbales, aussi intenses fussent-elles, précédaient de peu d'années d'autres exercices sémantiques, plus révolutionnaires ceux là. C'est qu'en effet, dans cette compétition du parler et du dire, se jouent aussi le destin des peuples.

Il est dans cet exercice intellectuel une figure bien connue et remarquablement efficace, quoique fort dangereuse : le contre-pied. Bien effectuée, elle produit des idées. Manquée, elle conduit à l'imposture. Le principe en est simple : contester les préceptes que semblent unanimement adopter vos contemporains. Et donc prendre le risque de mettre en cause les idées reçues, qui sont aussi celles du plus grand nombre.

Les motivations du contre-pied peuvent être nombreuses : souci tactique, volonté d'affirmation à tout prix, recherche désespérée d'originalité, publicité, ignorance… Quelquefois, rarement il est vrai, il s'agit simplement de mettre le doigt sur ces erreurs collectives qui égarent des nations entières, puisque l'histoire nous bégaie qu'elles sont possibles, même probables. Et par cette contestation de fonder de nouvelles approches, et de produire, au sens presque physique du terme, de nouvelles idées.

Aussi, lorsque Guillaume Duval proclame à pleine couverture que « le libéralisme n'a pas d'avenir », l'on est aussi circonspect. Reprend-il après tant d'autres cette vulgate qui commence à s'essouffler de la mort annoncée du « système » ? Surfe-t-il, là aussi en large compagnie, sur la déferlante antimondialisation pour lancer dans cette « presse mode » un nouveau produit ! Ou se risque-t-il à cet art compliqué et dangereux du contre-pied ?

Sa thèse est effectivement iconoclaste. Car s'il est bien un élément qui rassemble « mondialistes » (en fait libéraux radicaux) et « altermondialistes » (faites vous même l'inventaire !), c'est une croyance affirmée dans l'actuelle toute puissance du marché, et dans la victoire totale et indiscutable de l'économie épistyme. Et voici qu'apparaît, entre ceux qui la soutiennent et ceux qui la combattent la voix d'un homme qui conteste cette thèse.

Longtemps avant ces préoccupations, dans l'Angleterre classique, au détour d'un couloir de la chambre des Lords et pour [illegible] malheur, Lord Sandwich a[illegible] ainsi apostrophé le fameux [illegible] Wilkes : « vous mourrez p[illegible] ou de la vérole ». A quoi [illegible] avait simplement répondu : « cela dépendra. Mon[illegible] si j'embrasse vos princ[illegible] votre maîtresse ». C'est contre ce type d'équation simplisté, à deux entrées, que se bat notre auteur.

Entre l'ultra-libéralisme et l'anti-libéralisme, entre la corde et la vérole, il y a désormais Guillaume Duval.

Sa proposition est claire : « les rapports marchands vont probablement jouer à l'avenir un rôle toujours plus restreint dans la vie de nos sociétés et de nos économies ». Guillaume Duval ne pr[illegible] résul[illegible] ordi[illegible] cri[illegible] évo[illegible] la[illegible]

situation en réalité à peu près équivalente à celle de l'Europe. Il marque la progression en tendance des prélèvements obligatoires dans les pays de l'OCDE depuis 1975 (+ 6,3 %), et avance que c'est bien et déficit dans la construction d'un secteur non marchand efficace, et non une difficulté d'accès au marché, qui bloque aujourd'hui la progression des pays du Sud.

Il ne s'agit pas d'opposer un secteur par rapport à l'autre, mais d'affirmer que la progression du secteur marchand ne se [illegible] compagnée, déterminé[illegible] ignorance

La News des livres - n°23 - octobre 2003

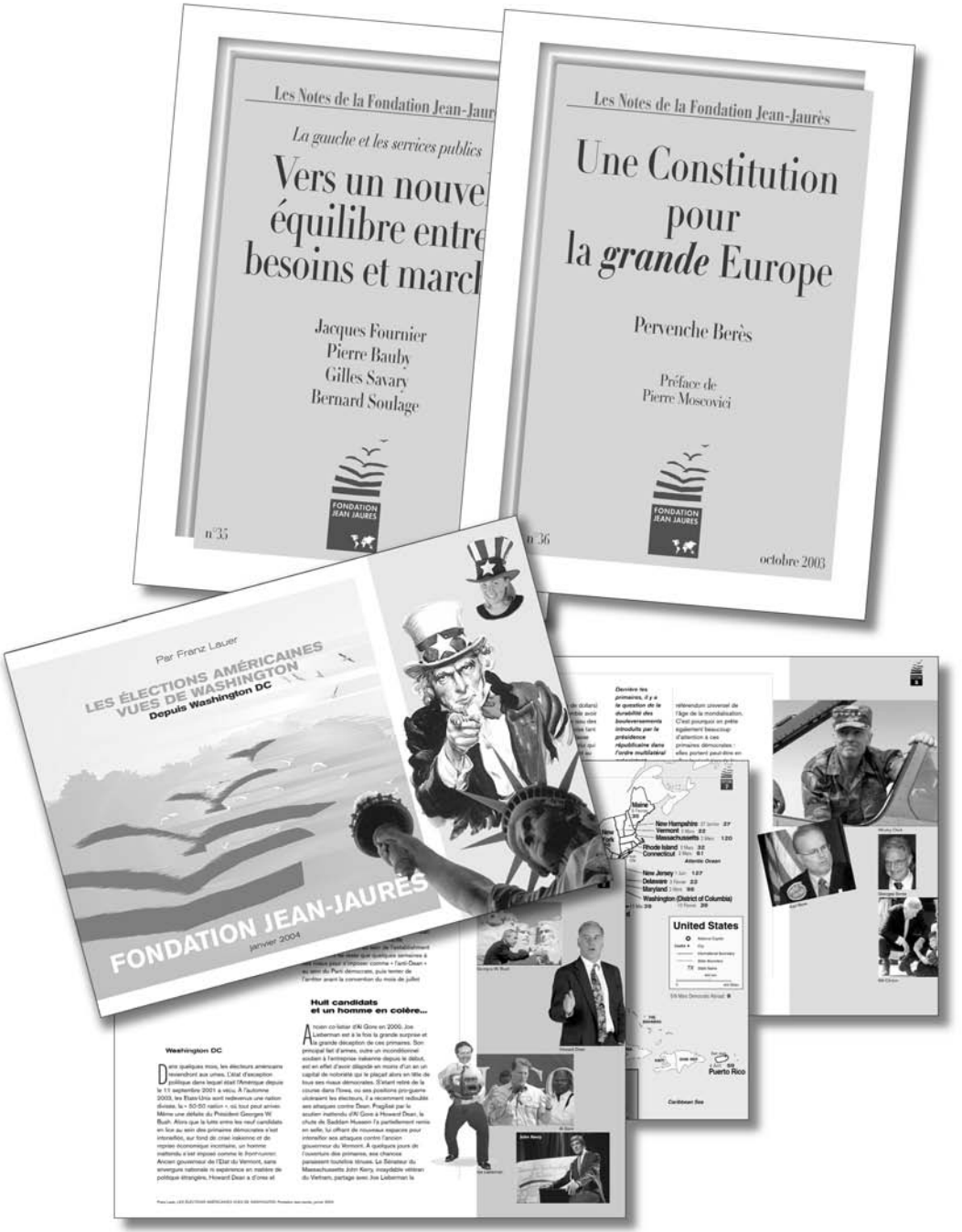
LA NEWS DES LIVRES — CRITIQUES

De la littérature
Umberto Eco
Éditions Grasset, septembre 2003, 425 p., 22,00 €

Par Nicolas Baudinet

La Newsletter n°136 - décembre 2003

Pour recevoir gratuitement la Newsletter et la News des livres : inscrivez-vous à l'adresse suivante : fondation@jean-jaures.org


Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès
La gauche et les services publics
Vers un nouvel équilibre entre besoins et marché
Jacques Fournier
Pierre Bauby
Gilles Savary
Bernard Soulage
FONDATION JEAN JAURÈS
n°35
Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès
Une Constitution pour la grande Europe
Pervenche Berès
Préface de Pierre Moscovici
FONDATION JEAN JAURÈS
n°36
octobre 2003
Par Franz Lauer
LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES VUES DE WASHINGTON
Depuis Washington DC
FONDATION JEAN-JAURÈS
janvier 2004
Hull candidats et un homme en colère...
Washington DC
United States
Puerto Rico

Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès
Directeur de la publication : Gilles Finchelstein
gf@jean-jaures.org
Rédacteur en chef : Laurent Cohen
cohen@jean-jaures.org
Maquette : Antonio Bellavita
Imprimerie : Robert Arts Graphiques
N° ISNN : 1294 - 6133